

# LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE



- **Dossier Bolivie**
- **Révolution politique  
et révolution sociale  
dans l'ex-Union soviétique**

**Et aussi :**

- **Les développements au Pakistan**
- **La politique  
de Refondation communiste  
en Italie**
- **Le plan Baker II**
- **Espagne :**  
**de la Constitution monarchiste de 1978  
à la Constitution européenne**
- **Le Forum social européen,  
le Secrétariat unifié  
et la question de la propriété privée  
des moyens de production**

***« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.***

***Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »***

**Léon Trotsky**

# LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

## SOMMAIRE

- **Présentation** ..... p. 3
- **Dossier Bolivie :** ..... p. 7
  - **Un retour sur l’histoire  
pour mieux comprendre la situation actuelle**  
(Par Henry Halphen)
  - **Journal de voyage en Bolivie**  
(Par Julio Turra)
- **Les développements au Pakistan** ..... p. 19  
(Par Gulzar Chudhary)
- **Italie : la politique  
de Refondation communiste  
à la lumière des faits** ..... p. 23  
(Par Lorenzo Varaldo)
- **Plan Baker II : plan pour la paix  
ou “feuille de route” pour le démantèlement  
des nations du Maghreb ?** ..... p. 35  
(Par Yassine Lamin)
- **Espagne :**  
**de la Constitution monarchiste de 1978  
à la Constitution européenne** ..... p. 43  
(Par Andreu Camps)
- **Notes préparatoires  
au conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale :  
révolution politique et révolution sociale  
dans l’ex-Union soviétique** ..... p. 55  
(Par Daniel Gluckstein)

- **Un spectre les hante...  
Le Forum social européen,  
le Secrétariat unifié  
et la question de la propriété privée  
des moyens de production ..... p. 79**

(Par Lucien Gauthier)

- **Vie de l'Internationale ..... p. 89**

- **Afrique du Sud : extraits du discours  
de Lybon Mabasa au congrès annuel  
du Parti socialiste d'Azanie  
(Durban, 18 et 19 octobre 2003)**
- **Etats-Unis : déclaration du comité de rédaction  
du journal *The Organizer* :  
"Quel président et quel programme  
aujourd'hui pour les travailleurs ?"**

# Présentation

A la fin du mois de janvier 2004 se tiendra le conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale. Dans quelle situation se tiendra-t-il ?

D'un côté, on assiste à la multiplication des "forums sociaux". Nombreuses sont les voix, particulièrement dans les appareils qui dirigent les organisations constituées dans et par la lutte de classe, qui se rallient à l'idée que la caractéristique de la situation mondiale ne serait plus la lutte des travailleurs en opposition à la bourgeoisie. Il s'agirait, désormais, "*de faire prévaloir une mondialisation solidaire, de dépasser la domination du capital, de renforcer les initiatives d'humanisation en prônant la participation aux instances internationales*" (Charte des principes fondamentaux, FSE).

D'un côté, donc, les forums sociaux, pour qui l'impérialisme, rebaptisé "mondialisation", constituerait un horizon indépassable. Il faudrait en conséquence se contenter d'en amoindrir les effets les plus néfastes.

Mais, d'un autre côté, la situation mondiale a vu surgir la révolution en Bolivie, après l'Argentine, l'Uruguay, l'Equateur...

On lira dans ce numéro de *La Vérité* le reportage sur le soulèvement des travailleurs et de la nation bolivienne qui a chassé le président à la solde de l'impérialisme américain aux cris de : "*Rentre chez tes maîtres à Washington, le gaz appartient à la nation !*" Alors, forum social ou lutte de classe ? Les masses travailleuses, pour se préserver, pour assurer leur survie, ont-elles un autre choix que de se dresser contre la politique destructrice de l'impérialisme ?

En Bolivie, dans leur mouvement pour se défendre, les masses travailleuses se sont réapproprié leurs organisations — la COB et la centrale paysanne —, occupant ainsi toute leur place pour la défense de la nation et renouant par là même avec toutes les traditions de la révolution bolivienne.

N'est-ce pas là la place des organisations ouvrières dans le monde entier ? La décomposition du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production met partout à l'ordre du jour le combat pour la révolution prolétarienne internationale. Telle est la raison d'être de la IV<sup>e</sup> Internationale. Dans le contexte actuel, le premier acte du combat pour la révolution, c'est le combat politique pour préserver l'indépendance des organisations ouvrières soumises à l'emprise désagrégatrice et corporatiste des forums sociaux.

## La lutte de classe contre la barbarie

Nul ne peut mettre en doute que la domination de l'impérialisme ne se perpétue qu'au prix d'une barbarie qui va croissant. N'est-ce pas là la signification des événements actuels en Irak, soumis non seulement aux feux de la guerre, mais aux feux dislocateurs qu'engendrent l'occupation militaire, le pillage des ressources pétrolières et la domination américaine ?

Qu'est-ce d'autre que la barbarie, que ce système totalement fondé sur le pillage et la destruction engloutissant des sommes gigantesques dans des dépenses militaires ? Une dépêche de presse rapporte :

*"Le président américain, G. Bush, a approuvé lundi une loi développant des millions de dollars pour la recherche consacrée à une nouvelle génération d'armes nucléaires et leur expérimentation. Le Congrès a pour sa part décidé d'allouer 6,3 milliards de dollars aux programmes d'armement nucléaire durant l'année 2004, soit 303 millions de dollars de plus que l'an dernier"* (AFP, 1<sup>er</sup> décembre 2003).

Mais, même dans l'atroce situation imposée au peuple irakien, l'impérialisme n'a pas partie gagnée. Dans l'Irak occupé et face à "la plus grande puissance du monde", une véritable résistance populaire, la résistance d'une nation tout entière, se dresse contre la dislocation et l'occupation étrangère.

Nous l'avons dit et écrit, nous le répétons : il n'existe pas de "super-impérialisme" capable de maîtriser les destinées de toute la planète, mais une lutte entre l'impérialisme, facteur de barbarie, et la résistance des masses travailleuses et des peuples, qui, en se défendant, défendent les bases mêmes de la civilisation humaine (1). Comme l'ont rapporté les membres de la délégation ouvrière internationale qui s'est rendue en Irak en novembre 2003, avec le soutien de la coalition américaine USLAW, la Confédération internationale des syndicats arabes et l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, des centaines de militants et de travailleurs cherchent à reconstituer des syndicats, à renouer avec les traditions du mouvement ouvrier irakien pour s'opposer à la dislocation de la nation. Et ce, alors qu'aux Etats-Unis mêmes, l'exigence de "*ramener les boys à la maison*", notamment portée par des centaines des syndicats, se répand dans des couches de plus en plus importantes de la population américaine.

N'est-ce pas l'unité de la lutte de classe internationale qui s'exprime ici ? Appelle-t-elle une autre réponse que le combat conscient, organisé, pour la révolution mondiale ?

Poser ces questions, c'est poser le problème de la place et de la responsabilité de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Dans le contexte de la situation en Irak, en Palestine, au Moyen-Orient et au Maghreb, la publication régulière de *La Vérité* en langue arabe est un pas en avant pour toute la IV<sup>e</sup> Internationale.

La préface de cette édition en arabe le souligne :

*« L'impérialisme américain essaie — à travers l'ONU et James Baker — d'imposer un état de déstabilisation permanente dans la région du Maghreb, de détruire les travailleurs et les populations*

maghrébines. Le plan Baker pour la "paix" au Sahara ne serait qu'une étincelle pour déclencher des conflits armés au Maghreb au bon vouloir de l'impérialisme. Et en même temps, la question palestinienne connaît de très graves développements avec la poursuite de la politique de massacre, de transfert des Palestiniens (...).

*Le peuple palestinien poursuit sa résistance et sa lutte pour la satisfaction des droits politiques et nationaux, et au premier plan le "droit au retour" — premier pas dans la lutte pour la construction d'une République palestinienne, laïque et démocratique sur tout le territoire de la Palestine historique.*

*Au début de cette année, l'impérialisme a mené sa guerre pour détruire l'Irak, le déchirer pour faciliter le pillage de ses richesses pétrolières et naturelles. La population irakienne intensifie sa lutte contre l'occupation américano-britannique, résiste pour défendre l'unité et la souveraineté de la nation irakienne. En tenant compte de l'immense importance de l'information pour l'aide à la construction d'organisations ouvrières, nous présentons aux lecteurs et aux militants parlant la langue arabe cette revue, La Vérité, pour aider à ouvrir une discussion large, libre et démocratique, au service de l'émancipation dans cette région du monde. »*

La situation tragique du peuple palestinien demeure au cœur de l'actualité internationale. Lundi 1<sup>er</sup> décembre, devant la presse mondiale, a été présentée à Genève une nouvelle "initiative de paix" lancée par des responsables palestiniens et israéliens, se situant, selon leurs propres paroles, dans le cadre de la "seule solution viable, celle de deux Etats, selon les résolutions 242 et 338 de l'ONU".

Mais pourra-t-il y avoir la paix en Palestine tant que ne seront pas reconnus les droits nationaux du peuple palestinien, et notamment le droit au retour des millions de réfugiés, chassés de leurs terres en 1948 ?

Or que dit à ce sujet l'initiative de Genève ? Dans le document, il est affirmé que les réfugiés devront individuellement déterminer leur place permanente de résidence, soit dans "l'Etat de Palestine" (c'est-à-dire les territoires palestiniens occupés en 1967, Cisjordanie et Gaza déjà surpeuplés), soit dans les pays d'accueil où ils vivent. Est ouverte "la possibilité" de demander l'Etat d'Israël, c'est-à-dire les territoires d'où ont été expulsés les réfugiés en 1948. Mais concernant ce dernier choix, il est clairement précisé : "Cette option est soumise au bon vouloir souverain de l'Etat d'Israël."

N'est-ce pas une manière d'exiger du peuple palestinien qu'il renonce au droit pour lequel il combat depuis près d'un demi siècle : le droit de revenir sur la terre dont il a été injustement chassé ? Peut-il y avoir de solution sans la reconnaissance de ce droit ? Peut-il y avoir une nouvelle "initiative de paix" débouchant sur autre chose que la dislocation et la barbarie, sans que soit reconnu le droit au retour ?

L'expérience de plus d'un demi-siècle montre que toutes les tentatives d'imposer une "solution intermédiaire" du type "deux Etats" revient à entériner et aggraver la situation de spoliation, d'injustice et d'oppression imposée au peuple palestinien.

## Le Brésil à un tournant

N'en est-il pas de même pour toutes les "solutions", qui, dans tous les domaines, semblant épouser une ligne de moindre résistance, reviennent à accompagner les plans impérialistes ?

Prenons, par exemple, cette innovation surgie de la rencontre des chefs d'Etat des Amériques les 21 et 22 novembre 2003, à Miami, aux Etats-Unis : "ALCA light".

Cette nouvelle formule de l'ALCA, proposée par le gouvernement Lula, baptisée ALCA "light", n'est rien d'autre que la mise en œuvre de l'ALCA, accord de libre commerce des Amériques, qui vise à faire sauter toutes les barrières douanières, toutes les réglementations, remettre en cause tous les droits et garanties des travailleurs des Amériques (2). N'est-ce pas précisément contre cet accord que se sont mobilisées les masses brésiliennes pour chasser les gouvernements inféodés à cette politique ? N'est-ce pas contre cette politique que se sont dressées les masses en Bolivie, en Argentine, mais également les paysans mexicains, y compris la classe ouvrière américaine et ses organisations syndicales, qui subissent les coups les plus féroces de la part de l'administration américaine au nom de l'effort de guerre, des budgets militaires, qui entraînent des coupes drastiques dans tous les budgets sociaux ?

Du 12 au 14 décembre 2003, à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, se tient à Sao Paulo une Conférence de toutes les Amériques contre l'ALCA. Nous revendrons dans notre prochain numéro sur les conclusions de cette conférence.

Exactement au même moment, les 13 et 14 décembre, se réunit la direction nationale du Parti des travailleurs du Brésil. A son ordre du jour, l'exclusion des députés et sénateurs du groupe Parti des travailleurs qui ont refusé, par leur vote, de se plier aux injonctions du FMI (3). Il est clair que si cette exclusion a lieu, il marquera un tournant dans l'histoire du PT du Brésil et de tout le continent. Depuis près d'un quart de siècle, le PT a été construit par les travailleurs et la nation brésilienne pour exprimer et porter les aspirations à l'émancipation sociale et à la souveraineté de la nation. Il en a découlé, du point de vue du régime interne du PT, une grande démocratie dans le respect des différents courants, tous rassemblés sur le terrain de l'indépendance de classe. Les masses travailleuses du Brésil, en votant massivement pour le Parti des travailleurs lors des élections de 2002, ont signifié clairement qu'elles voulaient mettre un coup d'arrêt à la politique de destruction et de dislocation de la nation brésilienne engendrée par les plans du FMI et de la Banque mondiale, et aux exigences, par le biais de l'ALCA, de l'impérialisme américain.

Qu'aujourd'hui, sous l'égide du nouveau gouvernement brésilien, présidé par Lula, cédant aux exigences de l'administration américaine et du FMI, sa direction entreprenne de transformer le Parti des

travailleurs en parti organisant la mise en œuvre de cette politique, serait d'une gravité extrême. Car, à terme, c'est non seulement le Parti des travailleurs comme parti ouvrier, dont l'existence serait en cause, mais ce serait aussi la porte ouverte à la remise en cause de la CUT comme centrale syndicale indépendante, la porte ouverte à une offensive de dislocation de la classe ouvrière et de la nation brésilienne elle-même.

Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur ces développements et sur le combat de la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale pour l'unité pour la défense des organisations ouvrières et de la nation brésilienne.

Mais il nous faut, dans ce contexte, poser une nouvelle fois la question de la responsabilité du Secrétariat unifié.

Dans le gouvernement brésilien, le ministre du Développement agricole est M. Rossetto, membre du Secrétariat unifié. Les masses travailleuses veulent voir satisfaites leurs revendications. Le combat pour "se réapproprié le PT" donne le contenu de ce combat. Ce n'est pas seulement poser le problème de la démocratie dans le parti contre les exclusions. Cette campagne a un contenu de classe, lié au fait que 53 millions de Brésiliens ont voté en faveur de Lula contre le FMI et la Banque mondiale. Ce qui se retrouve aujourd'hui, par exemple, dans les occupations d'usines, qui se multiplient lorsque les patrons et les multinationales les liquident, et où les travailleurs exigent du gouvernement : gardez nos emplois en décrétant la nationalisation de nos entreprises.

Mais, face aux travailleurs, il y a un gouvernement avec Rossetto, qui refuse de donner la terre aux paysans et qui défend donc le droit à la propriété privée des latifundiaires et qui a maintenu la mesure provisoire du précédent gouvernement qui criminalise les occupations de terres. Il y a ce gouvernement, qui remet en cause les retraites, la fonction publique, au nom du paiement de la dette et des exigences de l'ALCA. Chaque année, 50 milliards de dollars, près des deux tiers du budget brésilien, sont consacrés par le gouvernement à payer les intérêts de la dette externe ! Et pour satisfaire ainsi aux exigences des multinationales et des grandes banques, on remet en cause les retraites des fonctionnaires ! Et des centaines d'entreprises sont mises en faillite, à qui le gouvernement refuse la nationalisation pourtant exigée dans de nombreux cas par les ouvriers de ces entreprises qui les occupent avec les syndicats ! Quant aux paysans sans terre... Selon un organisme mis en place par le gouvernement, il faudrait donner sans tarder des surfaces cultivables à un million d'entre eux. Rossetto vient d'annoncer un plan promettant que des terres seraient remises à 400 000 sur quatre ans... mais les fonds alloués à cette opération au budget sont si dérisoires que le plus probable est qu'il ne se passera rien ! Pour l'année 2003, alors que le mouvement des sans terre exigeait que 120 000 familles soient satisfaites, le gouvernement a promis pour 60 000... et a installé en vérité 6 000 familles, c'est-à-dire moins que le gouvernement de droite précédent !

Et Rossetto applique cette politique en osant se réclamer du trotskysme. Et le Secrétariat unifié dans son ensemble couvre cette politique atteignant des sommets de duplicité (4) !

Car il ne s'agit pas là d'une "exception" brésilienne. Cette politique s'exprime en Italie, en Espagne, comme on pourra le lire dans les articles de ce numéro de *La Vérité* consacrés à ces deux pays.

Elle s'exprime dans le Forum social européen, auquel est consacré un article de ce numéro de *La Vérité*.

Au moment où s'annonce la plus grande des attaques contre les classes ouvrières d'Europe à travers la mise en place d'une prétendue Constitution européenne, qui remettrait en cause les nations, les droits souverains des peuples, les cadres nationaux auxquels sont attachées toutes les conquêtes de la classe ouvrière (Code du travail, retraites, Sécurité sociale, enseignement, services publics...), le Forum social européen qui s'est tenu rassemble dans un même cadre les partisans de la Constitution européenne et ceux qui prétendent s'y opposer. Tout cela au nom d'un combat qui leur serait commun, pour une "Europe sociale", c'est-à-dire de la légitimation de l'Union européenne, centre de destruction des droits et garanties des travailleurs et des nations.

L'article consacré au FSE démontre que l'élément central de la politique du SU est la remise en cause de l'existence des organisations ouvrières et au premier chef des organisations syndicales sous couvert de les intégrer à la "société civile", c'est-à-dire le corporatisme (*voir La Vérité, n° 34, "A propos du slogan le travail n'est pas une marchandise"*).

Il ne s'agit pas d'une question européenne, mais d'une question internationale. A quelques semaines de la tenue du Forum social mondial à Bombay (Inde), s'est tenue dans cette même ville, à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, une conférence pour la défense des organisations et la souveraineté des nations, rassemblant autour de larges délégations, venues de toutes les parties de l'Inde, des délégués du Pakistan et du Bangladesh.

Par là, cette conférence était en elle-même un appel à la paix et à la fraternité dans la région. Cette conférence a réaffirmé son opposition à la dissolution des syndicats dans la prétendue "société civile", pour la préservation des syndicats fondés sur la lutte des classes.

## L'actualité d'octobre 1917

On verra également dans ce numéro de *La Vérité* comment et pourquoi le Secrétariat unifié, par l'intermédiaire de son organisation française, la LCR, affirme que le cycle ouvert par octobre 1917 est aujourd'hui refermé. Pour notre part, nous, IV<sup>e</sup> Internationale, nous rejetons résolument une telle position, qui vise à enterrer la lutte des classes, le combat émancipateur du prolétariat, au profit d'une

“mondialisation solidaire”. Le combat plus que séculaire pour le renversement du système de la propriété privée des moyens de production et pour le socialisme demeure plus que jamais d’actualité pour s’opposer à la barbarie à laquelle pousse l’impérialisme. C’est la seule voie pour défendre la civilisation humaine.

C’est pourquoi, lors du conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale, une des questions clés sera celle de la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale dans la situation mondiale. On lira dans ce numéro de *La Vérité* un document qui ouvre la discussion sur le bilan de l’ex-URSS. Avons-nous eu raison de combattre pour la défense de l’URSS contre l’impérialisme et sa courroie de transmission restaurationniste, la bureaucratie ? Avons-nous raison aujourd’hui d’affirmer que l’actualité de la révolution d’Octobre se matérialise dans l’actualité du combat pour la révolution mondiale, dans laquelle s’insère la défense des segments de la propriété sociale ? La révolution russe avait exproprié le capital. La domination de la bureaucratie stalinienne n’a cessé, durant des décennies, de torpiller les bases mêmes de l’URSS fondées sur l’expropriation du capital.

En 1989-1990, c’est au compte de l’impérialisme, au sein de la bureaucratie stalinienne, qu’ont jailli les forces dislocatrices de l’URSS, la livrant au pillage de l’impérialisme. Mais, dans le même temps, l’existence d’une classe ouvrière, sa lutte pour la survie a préservé ces segments de la propriété sociale auxquels elle s’accroche pour se défendre comme classe. Mais peut-elle le faire dans les limites de la seule Russie ? Pour les bolcheviks, la révolution russe constituait le premier pas de la révolution internationale du prolétariat. Aujourd’hui, la défense des segments de la propriété sociale s’insère dans la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale au même titre que s’y insère pour chaque pays et chaque continent la défense des conquêtes ouvrières, des organisations, droits et garanties.

Au moment où cet article sur le bilan de l’URSS était écrit, l’une des anciennes républiques de l’Union soviétique, la Géorgie, était secouée par des troubles aboutissant au renversement de l’ancien nomenklaturiste stalinien, puis gorbatchévien, E. Chevarnadze. La presse elle-même note à ce sujet :

*“Alors que les potentats locaux ont installé leurs propres douanes, Parlement et administrations parallèles, notamment en Adjarie, les deux tiers du territoire échappent à l’autorité du pouvoir central en raison des sécessions de l’Abkhazie et de l’Ossetie du Sud. Révélateur de cette déliquescence générale est le fait que 10 % environ des 5,5 millions d’habitants ont quitté le pays, chassés par la guerre civile ou la misère ; la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Le chômage atteint 30 % dans les villes”* (*Les Echos*, 25 novembre 2003).

La presse note de l’équipe qui a remplacé Chevarnadze qu’il s’agit d’une “opposition issue du sérail” et directement chapeauté par l’impérialisme américain : *“Les Etats-Unis veulent une Géorgie stabilisée et ancrée à l’Ouest pour y accueillir l’oléoduc Bakou-Ceyhan en construction, puis le gazoduc reliant le champ gazier azerbaïdjanais de Chah Deniz à Erzurum, en Turquie”* (*La Tribune*, 25 novembre).

Cela n’a-t-il pas un rapport avec ce qui se passe en Irak ? N’est-ce pas là une nouvelle manifestation de la barbarie à laquelle conduit un système économique failli, qui, fondé sur l’appropriation privée, est incapable de régler positivement les problèmes de milliards d’êtres humains ?

La tenue, les 20 et 21 décembre en Ukraine, d’une conférence pour la défense des conquêtes de la révolution d’Octobre et la reconquête des droits perdus est entièrement fondée sur le fait qu’il n’y a pas d’autre voie pour la classe ouvrière de l’ex-URSS que de combattre pour défendre les segments de la propriété sociale, s’opposer à la privatisation-liquidation et barrer la voie à la barbarie impérialiste, dans le mouvement même qui met à l’ordre du jour la révolution internationale du prolétariat.

Car n’est-ce pas là, sous des formes différentes, la signification internationale du combat des travailleurs américains et des Amériques contre l’ALCA, des travailleurs d’Europe contre l’Union européenne et son projet de Constitution, des travailleurs d’Asie contre la dislocation et de ceux d’Afrique contre la mise sous contrôle et la disparition programmée du continent ?

Cette discussion au conseil général sur la base du document publié dans ce numéro de *La Vérité* est en réalité une discussion sur la situation mondiale, sur les développements de la lutte de classe à l’échelle internationale, intégrant comme une question centrale le bilan de la révolution d’Octobre. C’est en partant de cette discussion que seront définies les tâches et l’orientation politique de construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections, combattant dans chaque pays, sous les formes les plus diverses, pour des partis ouvriers indépendants, pour la défense des organisations syndicales indépendantes.

*La Vérité*

(1) Et cette lutte se mène aux Etats-Unis mêmes, où les travailleurs subissent au premier rang les coups portés par un système capitaliste toujours plus avide de profits, ce qui pose tout le problème de l’indépendance du mouvement ouvrier : lire dans ce numéro de *La Vérité* la déclaration du comité de rédaction du journal *The Organizer* : *“Quel président et quel programme aujourd’hui pour les travailleurs ?”*

(2) Voir nos articles dans les nos 32 et 34 de *La Vérité*.

(3) Voir nos articles dans les nos 33 et 34 de *La Vérité*.

(4) Un sommet est effectivement atteint dans le texte remis par la tendance Démocratie socialiste du PT (SU) sur le bilan d’un an de gouvernement Lula, texte publié le 9 décembre 2003. Ce texte dénonce entre autres choses “*les alliances du gouvernement avec la bourgeoisie*”, sa “*totale subordination au FMI*”, sa “*politique de chômage*”, etc. Mais il “oublie” de signaler que son ministre Rossetto participe au gouvernement et que les députés DS votent sa politique ! Il “oublie” d’évoquer les exclusions qui menacent les parlementaires qui refusent cette politique et qui, pourtant, concerne notamment Héloïse Hélène, membre du courant DS ! Il se conclut en revanche par la nécessité de généraliser à tout le pays la prétendue démocratie participative.

# Un retour sur l'histoire pour mieux comprendre la situation actuelle

*Par Henry Halphen*

C'est le jeudi 17 octobre, aux alentours de 22 h 30, que le président de la République bolivienne a embarqué avec sa famille et quelques hommes de confiance dans un avion à destination de Miami.

C'était le résultat ultime du soulèvement populaire commencé le 29 septembre à l'appel de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) et de la Confédération syndicale unique des travailleurs et paysans de Bolivie (CSUTCB) contre le bradage du gaz bolivien, au nom des accords commerciaux passés par le gouvernement de Sanchez de Lozada avec l'impérialisme américain. Les manifestants ont chassé le président au cri de « *Rentre à Washington, le gaz appartient au peuple* ». Le peuple bolivien s'est soulevé pour défendre la souveraineté de la nation, au moment même où, partout dans le monde, l'impérialisme cherche à détruire toutes les nations et, par ce biais, tous les cadres dans lesquels les travailleurs et les peuples ont inscrit leurs conquêtes.

C'est la politique de pillage et de démantèlement de la Bolivie découlant de l'ALCA (accord de libre-échange que le gouvernement américain entend imposer d'ici à janvier 2005) que les masses boliviennes, dans l'unité avec leurs organisations, ont brutalement rejetée.

La place du mouvement ouvrier bolivien, la puissance de ses organisations, de ses traditions de combat, ne sont pas pour rien dans la victoire que vient de remporter la classe ouvrière bolivienne. La CGT du Pérou, la CUT du Brésil ont tenu à faire savoir le soutien qu'elles apportaient au peuple bolivien et à la Centrale ouvrière de bolivienne (COB).

Revenons sur l'histoire du mouvement ouvrier dans son combat incessant pour préserver son indépendance : les thèses de Pulacayo de 1946, la constitution de la COB en 1952, l'Assemblée populaire de 1971...

---

### REVENIR SUR L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER...

---

La Bolivie, pays à économie de type semi-colonial sous le joug de l'impérialisme américain, de par son histoire a un prolétariat extrêmement composite : un prolétariat rural, un prolétariat minier et, à une époque plus récente, un prolétariat urbain, composé des ouvriers du textile, de l'alimentation, des cheminots, des métallurgistes, des imprimeurs. Mais si l'importance des mines dans les exportations et des mineurs dans la

lutte des classes a été grande, cela ne doit pas nous amener à une méprise concernant la place de la paysannerie. En effet, près de 60 % de la population active tirent leur subsistance de la culture du sol et de l'élevage. Le nombre de travailleurs des mines a considérablement diminué avec le mouvement de privatisation des mines durant les vingt dernières années.

La caractéristique de la Bolivie : un pays où existe un prolétariat fortement organisé, doté de syndicats indépendants de la bourgeoisie et de l'Etat.

Si on retrace à grands traits l'histoire du mouvement ouvrier, on note, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des premières sociétés mutualistes, créées par les artisans à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, souvent sous l'influence de jeunes artisans influencés par les idées socialistes et anarchistes. En 1918, la *Federacion Obrera del Trabajo* (Fédération ouvrière du travail, FOT) est créée à La Paz, avec la volonté de garder une indépendance de classe et la nécessité d'arracher l'organisation ouvrière à l'influence des partis bourgeois. Dans une déclaration de la FOT, on peut lire :

*« Il est temps que tout le prolétariat organisé de Bolivie pense à son avenir et qu'il adopte une attitude résolue quant à une véritable démocratie ouvrière, afin que nos interventions soient des interventions de classe, selon ce qu'exprime Marx lorsqu'il dit : "L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes", et, enfin, que, ainsi, nous réalisons ce qui est inscrit dans notre développement historique (1). »*

En juin 1923, la *Federacion Obrera Central de Uncia* (Fédération ouvrière centrale d'Uncia), constituée un mois plus tôt, est décimée dans le sang. Ce massacre du 4 juin 1923 aura une grande influence sur le mouvement syndical bolivien, mettant en évidence la collusion entre les intérêts du patronat et ceux du gouvernement.

En décembre 1942, le gouvernement brisa la grève des mineurs dans le sang. Voici la relation qu'en donne un historien américain :

*« En 1942, comme moment d'une campagne pour l'organisation, le syndicat de Catavi-Siglo XX présenta une liste de revendications à l'entreprise. L'entreprise les rejeta et le syndicat transmit ses revendications au gouvernement, qui ne donna aucune réponse. Pour tenter de briser la menace de la grève, l'entreprise demanda l'aide du gouvernement, et une importante force militaire fut envoyée à Catavi. En novembre, la situation se ten-*

*dit et la direction, dans sa tentative de briser les mineurs, ferma le magasin d'entreprise, principale source de subsistance des mineurs. En décembre, les mineurs se mirent en grève. Le 21 décembre, les grévistes se heurtaient violemment aux troupes d'occupation. Elles ouvraient le feu sur les mineurs et en tuaient une dizaine. La grève fut finalement brisée, mais les retombées de ce qui vint à être nommé "le massacre de Catavi" parvinrent à Washington (2). »*

La Fédération des mineurs sera créée en 1944. Elle mène une vigoureuse campagne pour le droit à l'organisation indépendante, protestant au Parlement contre les massacres des mineurs de décembre 1942. Mais il faudra attendre mars 1946 pour voir, lors du III<sup>e</sup> Congrès de la Fédération des mineurs, celle-ci se positionner nettement sur un terrain d'indépendance de classe. Dans la plateforme revendicative adoptée, on peut lire les mots d'ordre suivants :

- échelle mobile des salaires et des heures de travail ;
- contrat collectif ;
- contrôle ouvrier sur les entreprises ;
- indépendance syndicale ;
- Bourses pour les grèves.

Et, lors de grèves de juillet 1946, un comité ouvrier de La Paz adopte la déclaration suivante :

*« Le prolétariat ne doit pas se laisser abuser par les assassins de Catavi ni par les concessions de leurs frères de classe du MNR (mouvement nationaliste bourgeois — NDLR), véritables opportunistes au vocabulaire "pseudo-gauche", qui appellent à la collaboration de classe pour nous lier les mains à la voracité de leurs maîtres (...). Le prolétariat ne doit marcher, en ce moment, avec aucun parti politique d'origine bourgeoise, car l'avènement d'un gouvernement au service de la bourgeoisie et de l'impérialisme porte en lui l'assurance de tourner au fascisme, quelque soit le nom adopté. A partir d'aujourd'hui, nous, travailleurs unis et armés, luttons pour instaurer l'Assemblée du peuple, unique moyen pour défendre le grand bouleversement, afin qu'en bénéficient les grandes masses organisées de la nation. A bas la bourgeoisie criminelle et ses valets. Morts*

(1) Cité par Guillermo Lora, *Historia del Movimiento obrero boliviano*, tome II, La Paz, éd. Los Amigos del Libro, 1969, page 235.

(2) J. M. Malloy, *Bolivia, the uncompleted revolution*, Pittsburg, 1970, pages 224 et 225.

*aux assassins du peuple ! Vive l'Assemblée populaire (3) ! »*

---

## LES THÈSES DE PULACAYO DE 1946 : UN POINT D'APPUI POUR L'INDÉPENDANCE DE CLASSE

---

C'est en novembre 1946, à Pulacayo, que se réunissent les délégués de tous les syndicats miniers en un congrès extraordinaire, pour définir leur position face à la junte gouvernementale, qui prétend contrôler les syndicats. Le congrès adoptera sa réponse au travers d'une résolution générale votée à l'unanimité : la thèse centrale de la Fédération syndicale des travailleurs des mines de Bolivie, plus connue sous le nom de « Thèses de Pulacayo ».

L'important de ces thèses, c'est d'avoir marqué l'indépendance de l'organisation syndicale en subordonnant la lutte pour les revendications immédiates (conditions de vie et de travail) aux tâches historiques du prolétariat (en finir avec la propriété privée capitaliste).

Il s'agit d'un document d'une vingtaine de pages décomposé en onze chapitres.

Dans l'introduction, on trouve la caractérisation suivante de la Bolivie :

*« La Bolivie est un pays capitaliste arriéré. Au sein de son économie coexistent différents stades d'évolution et différents modes de production, mais c'est le mode de production capitaliste qui est qualitativement dominant, les autres formes économique-sociales constituent un héritage de notre passé historique. L'hégémonie du prolétariat dans la politique nationale découle de cet état de choses (4). »*

Dans le second chapitre des thèses, on trouve un paragraphe qui explique pourquoi les tâches démocratiques, pleinement accomplies par la classe ouvrière, se transforment, à un certain moment, en tâches révolutionnaires.

*« La dictature du prolétariat est l'expression de cette alliance (avec la paysannerie, NDLR) au niveau de l'Etat. Ce mot d'ordre de révolution et de dictature prolétarienne indique clairement le fait que c'est la classe travailleuse qui sera le moteur principal de cette transformation et l'axe central de cet Etat. Au contraire, soutenir que la révolution démocratique bourgeoise en tant que telle sera réalisée par des couches « pro-*

*gressistes » de la bourgeoisie et que le futur Etat sera celui d'un gouvernement d'union et d'entente nationales manifeste une ferme intention d'étrangler le mouvement révolutionnaire dans le cadre de la démocratie bourgeoise. Les travailleurs, une fois au pouvoir, ne pourront pas indéfiniment s'en tenir aux limites démocratiques bourgeoises et seront obligés, chaque jour davantage, de faire toujours plus d'incursions dans le régime de la propriété privée, de telle sorte que la révolution acquerra un caractère permanent (5). »*

En Bolivie, comme dans de nombreux pays d'Amérique latine, le mouvement ouvrier a dû combattre contre le nationalisme et ses positions politiques. Le fondement de la collaboration entre les classes, c'est la croyance que le prolétariat et la bourgeoisie sont intéressés de la même façon à une meilleure production. C'est à cette conception que les thèses de Pulacayo s'attaquent : à la collaboration de classe, elles opposent l'indépendance de classe.

Voici quelques extraits significatifs :

*« La lutte de classe est en dernière analyse la lutte pour l'appropriation de la plus-value... Nous savons clairement que la lutte contre le patron est une lutte à mort, car dans cette lutte se joue le sort de la propriété privée (...). Ceux qui pratiquent la collaboration de classe font un jeu de mot stupide quand ils soutiennent qu'on ne doit pas supprimer les riches, mais convertir les pauvres en riches. Notre objectif, c'est l'expropriation des expropriateurs (6). »*

*« Toute tentative de collaboration avec nos bourgeoisies, toute tentative de concession à l'ennemi dans le cours de la lutte, signifie l'abandon des travailleurs aux mains de la bourgeoisie. S'adonner à la collaboration signifie purement et simplement renoncer à nos objectifs (7). »*

*« Les ministres ouvriers ne changent pas la nature des gouvernements bourgeois (...). L'ouvrier qui a la faiblesse d'échanger son poste de combat dans les rangs révolutionnaires contre un portefeuille bourgeois trahit sa classe. La bourgeoisie a créé les ministres ouvriers pour mieux pouvoir tromper les tra-*

---

(3) Cité par Liberio Justo (Quebracho), *Bolivia : la révolution derrotada*, Cochabamba, Rojas Aranjó éditeur, 1967, page 129.

(4) *Thèses de Pulacayo*, chapitre I, paragraphe 2.

(5) *Thèses de Pulacayo*, chapitre II, paragraphe 3.

(6) *Thèses de Pulacayo*, chapitre III, paragraphe 1.

(7) *Thèses de Pulacayo*, chapitre III, paragraphe 2.

*vailleurs et faire que les exploités abandonnent leurs propres méthodes de lutte, s'en remettant corps et âme à la tutelle du ministre ouvrier (8). »*

Les thèses enregistrent que le patronat manipule la monnaie pour affaiblir les augmentations de salaires obtenues par les grèves. Comme réponse, le congrès de Pulacayo avance le mot d'ordre de l'échelle mobile des salaires, en référence à l'élévation du coût de la vie. Partant d'un salaire de base, il augmentera dans les mêmes proportions que s'élève le coût de la vie.

La revendication pour les 40 heures par semaine est avancée, mais complétée par le mot d'ordre d'échelle mobile des heures de travail, en relation avec le nombre de chômeurs.

La législation bolivienne parle de contrat collectif de telle manière qu'il est inapplicable dans les faits. Les thèses appellent à lutter pour le contrat collectif de travail :

*« Aux capitalistes organisés, qui œuvrent de concert pour faire pression sur l'ouvrier à l'aide d'un contrat individuel, nous opposons le contrat collectif des travailleurs organisés dans les syndicats (9). »*

A propos de l'indépendance syndicale, les thèses précisent :

*« Quand les syndicats deviennent des appendices gouvernementaux, ils perdent leur liberté d'action et mènent les masses sur le chemin de la déroute.*

*Nous ne pouvons avoir confiance dans les organisations qui ont leur secrétariat permanent au ministère du Travail et qui envoient leurs membres faire de la propagande gouvernementale (10). »*

L'importance des thèses de Pulacayo tient, comme nous avons essayé de le montrer, au fait qu'elles jettent les bases politiques et programmatiques sur lesquelles la lutte pour l'indépendance de classe va pouvoir se développer pleinement.

---

## DE LA CONSTITUTION DE LA CENTRALE OUVRIÈRE BOLIVIENNE, EN 1952, À L'ASSEMBLÉE POPULAIRE DE 1971 : LE COMBAT POUR L'INDÉPENDANCE DE CLASSE

---

C'est sur cette base que, quelques années

plus tard, le 17 avril 1952, se forme la Centrale ouvrière bolivienne (COB), centrale unique qui regroupe en son sein les organisations syndicales jusqu'alors dispersées. La COB se constitue dans le cours même de la vague révolutionnaire des 9 et 11 avril 1952.

Tout de suite, elle est confrontée à la question centrale de son indépendance. Le parti nationaliste MNR comprend parfaitement la situation révolutionnaire qui vient de s'ouvrir et propose trois postes de ministres aux dirigeants de la COB (11).

En proposant à la direction de la COB de former un cogouvernement, c'est ni plus ni moins l'intégration de l'organe de la représentation de la classe ouvrière à l'appareil d'Etat bourgeois que le MNR recherche. C'est la mise en cause de l'indépendance des organisations syndicales par la participation de leurs dirigeants au gouvernement de la bourgeoisie.

Dans la situation marquée par la dualité de pouvoir, la centralisation politique de la COB aurait dû s'effectuer autour de trois mots d'ordre ouvrant une perspective à la classe ouvrière :

— Hors du gouvernement les ministres ouvriers !

— Tout le pouvoir à la COB !

— Réalisation des thèses de Pulacayo !

Faute de cela, la COB, au lieu d'être l'instrument de la centralisation politique de la classe ouvrière, va devenir, par le lien qui la relie au gouvernement, le contraire : un élément de sa dislocation...

Comment la COB a-t-elle pu se transformer ainsi ?

Le 13 mai, le président Paz Estenssoro, afin de retarder la nationalisation des mines, principale revendication du peuple bolivien, met en place un subterfuge. Il crée « une commission », dans le but d'intégrer les organisations et ainsi freiner la mobilisation en cours. C'est sur la base de cet arrêt momentané que le gouvernement va pouvoir remplir sa tâche, à savoir la destruction de la démocratie syndicale de la COB, afin de parvenir à son intégration dans le cogouvernement.

Il faudra attendre 1971 pour que la classe ouvrière bolivienne se reconstitue et conquiert à nouveau son indépendance de

---

(8) *Thèses de Pulacayo*, chapitre VI, paragraphe 2.

(9) *Thèses de Pulacayo*, chapitre VII, paragraphe 4.

(10) *Thèses de Pulacayo*, chapitre VII, paragraphe 5.

(11) Les trois « ministres » furent Juan Lechin (secrétaire général de la COB), ministre des Mines et du Pétrole, G. Butron, ministre du Travail, et N. Chavez Ortiz, ministre des Affaires paysannes.

classe.

Les thèses adoptées par le IV<sup>e</sup> Congrès de la COB, en avril 1970, indiquent :

« *En ce sens, les travailleurs rejettent toute possibilité de retour au "cogouvernement", expérience négative qui a fermé à la classe ouvrière la voie de la conquête du pouvoir, et qui, en permettant à la petite bourgeoisie de contrôler et de freiner la classe ouvrière, a perdu tout prestige auprès des travailleurs, dans la mesure où il signifiait la trahison et le rejet du rôle historique du prolétariat* (12). »

A l'inverse de 1952, la COB refusa d'entrer dans le gouvernement, malgré des pressions énormes (13).

Lors d'une rencontre avec le chef de l'Etat, le général Torres, Juan Lechin, dirigeant réformiste de la COB, déclara :

« *Nous savons de façon officieuse, monsieur le Président, que vous avez l'intention d'offrir quatre postes à des ministres ouvriers désignés par la COB. Nous avons analysé la situation, et nous l'avons résolue, en principe, en vous laissant une complète liberté pour organiser votre gouvernement avec des hommes de confiance, parce que les travailleurs ne font plus confiance à une quelconque forme de participation dans le nouveau régime.*

*Les expériences amères que nous avons connues en 1952, avec le gouvernement de Paz Estensorro, furent une tromperie sanglante : en effet, au nom du cogouvernement, les travailleurs assumèrent des responsabilités qui n'étaient pas les leurs* (14). »

Il faut savoir que la direction de la COB avait fait adopter des conditions telles qu'elles soustrayaient les ministres au contrôle présidentiel, puisqu'ils étaient désignés par l'organisation et porteurs d'un mandat impératif, révocable à tout instant...

La non-participation de la COB à une nouvelle opération de cogouvernement assure le maintien de l'indépendance de classe des travailleurs et de leurs organisations.

Le maintien de l'indépendance de classe va alors se matérialiser dans l'Assemblée populaire, dont la séance inaugurale a lieu le 1<sup>er</sup> Mai 1971, journée internationale des travailleurs, à l'issue d'une puissante manifestation de 50 000 travailleurs dans les rues de La Paz.

Le début de la manifestation est marqué par un « incident » de la plus grande signification. L'attitude équivoque de certains dirigeants syndicaux a permis au président

Torres et à ses ministres de prendre place à la tête du cortège. La réaction populaire est immédiate. Elle confirme et accentue la rupture entre Torres et les manifestants. Les travailleurs laissent la tête du cortège s'ébranler et attendent délibérément qu'elle soit à une distance suffisamment grande pour se mettre en mouvement à leur tour. Ils déjouent par là même la tentative démagogique du gouvernement de récupérer la manifestation à son compte et évitent qu'elle ne soit entachée du moindre caractère officiel (15). L'indépendance de classe a ainsi été préservée.

L'examen de la charte de l'Assemblée populaire est intéressant. Concernant la question centrale du mandat, elle précise :

« *L'activité de chaque délégué sera financée par les organisations qu'il représente. Le financement de cette activité par les organisations syndicales, politiques, professionnelles, étudiantes, etc., signifie la cohésion au sein de chacune d'elles, ainsi que le contrôle et l'intérêt de leurs affiliés quant au travail de leurs délégués. En vue du meilleur fonctionnement de l'Assemblée populaire, il est prévu de surcroît la révocation du mandat des délégués qui n'accompliraient pas leurs obligations, ou qui les*

(12) Extrait des thèses de la COB adoptées par le IV<sup>e</sup> Congrès de la COB (avril 1970), page 163 du livre de Guillermo Lora, *Bolivie : de la naissance du POR à l'Assemblée populaire*, EDI, 1972.

(13) Le ministre de l'Intérieur, Jorge Gallardo, rapporte une conversation qu'il a eue avec le président Torres. Il lui dit : « *Que pensez-vous qu'il arriverait, mon général, si nous leur propositions (aux dirigeants de la COB — NDLR) de rentrer dans le nouveau gouvernement ? Leur participation pourrait être intéressante (...), pas dans le style de cogouvernement pratiqué dans les premières années de la révolution de 1952, mais par une formule distincte dans laquelle la classe ouvrière aurait un pouvoir de décision sur les actes du gouvernement. Seriez-vous d'accord ?* » Le président Torres répond, selon son ministre : « *Cela me paraît une bonne idée, nous allons y réfléchir* » (J. Gallardo, *Torres a Banzer, diez meses de emergencia en Bolivia*, page 59). Il expliquera par la suite que le président Torres proposera huit postes de ministres aux représentants de la COB, « *pratiquement la moitié du gouvernement* »... (pages 81 et 82).

(14) Cité par le ministre de l'Intérieur du gouvernement Torres, Jorge Gallardo, *Torres a Banzer : diez meses de emergencia en Bolivia*, Buenos Aires, Ediciones Periferia, 1972, page 81.

(15) Le ministre de l'Intérieur donne la version suivante : « *Quand avec Torres et son cabinet, nous arrivâmes à l'endroit du rassemblement, quelques déséquilibrés obligèrent les manifestants à se différencier des hommes du gouvernement, et nous signifiaient que nous devons nous éloigner du gros de la manifestation pour que la marche commence* » (*Ibidem*, pages 301 et 302). Sans commentaire...

*accompliraient mal, ce qui permet d'assurer l'exercice d'une vigilance de la part des masses (16). »*

Le texte de la convocation à la séance inaugurale de l'Assemblée populaire indique à son tour :

*« L'Assemblée populaire luttera contre les dangers de la bureaucratisation des cadres de direction et traduira la volonté et les décisions des organes de base, car elle plonge ses racines dans les assemblées régionales et dans les comités qui fonctionneront sur les lieux de travail.*

*Dès sa mise en marche, l'Assemblée populaire préparera un congrès des organisations de base de tout le pays, afin de porter à son plus haut niveau le processus d'organisation et de détermination des tactiques qui s'imposent dans la lutte (17). »*

Le 22 juin, se tient la session de l'Assemblée populaire, que de nombreux correspondants de presse qualifient de « *premier soviet d'Amérique latine* » (18). Le secrétaire de la Centrale ouvrière bolivienne est élu à la présidence de l'Assemblée populaire par 103 voix, contre 58 à Victor Lopez, de la Fédération des mineurs. En élisant le secrétaire de la confédération unique des travailleurs à sa tête, l'Assemblée populaire indique qu'elle tire le bilan politique de la période précédente, qu'elle préserve ainsi son indépendance et son unité face aux menaces d'intégration.

Ce processus sera interrompu par le coup d'Etat, en août 1971, du général Banzer.

Nous avons vu que la place occupée par la COB dans la lutte des classes en Bolivie ne

résulte pas seulement de son caractère d'organisation des travailleurs, mais aussi du rôle qu'elle a effectivement joué dans l'histoire politique des dernières décennies.

La nouvelle page écrite par la lutte des classes en septembre et octobre 2003 participe de cette continuité.

On lira dans le reportage réalisé en Bolivie par notre camarade Julio Turra comment cette question s'est de nouveau posée lors du congrès de la COB au mois d'août 2003, à Oruro : la direction liée au gouvernement de Sanchez de Lozada (notamment par son secrétaire général, Saturnino Manami) a été mise en minorité par le congrès qui a élu une nouvelle direction. Son mandat : mettre en œuvre une orientation d'indépendance de classe pour faire échec aux plans de l'ALCA de privatisation du gaz.

*« Le sort de l'ALCA se joue dans les rues de La Paz »,* a titré une agence de presse latino-américaine le 16 octobre...

Ce retour sur l'histoire permet de mieux comprendre la situation d'aujourd'hui. En Bolivie, comme partout dans le monde, l'enjeu majeur peut se résumer ainsi : garder des syndicats indépendants pour se défendre et exister.

**Henry Halphen**

(16) La Charte constitutive est publiée dans les annexes du livre de G. Lora, cité dans la note 12, page 178.

(17) Convocation à la séance inaugurale, avril 1971, page 183.

(18) Par exemple, le correspondant du journal *Le Monde* écrit : « *L'Assemblée populaire, déjà considérée par beaucoup comme le premier soviet d'Amérique latine, a connu...* » (*Le Monde*, 30 juin

## Journal de voyage en Bolivie

*Par Julio Turra*

C'est une véritable insurrection populaire qui a renversé le président, que les masses appelaient "Goni", en Bolivie, en octobre dernier. Le soulèvement d'un peuple qui a proclamé sa volonté de souveraineté. Le gaz bolivien appartient au peuple bolivien, ont dit durant des semaines, les ouvriers, les paysans, la jeunesse bolivienne insurgés. Pas question de le brader au profit de l'impérialisme américain. La nation bolivienne n'est pas à vendre !

Alors que l'impérialisme américain entend non seulement faire main basse comme jamais sur toutes les richesses du continent, mais, à travers l'ALCA (zone de libre-échange des Amériques, ZLEA), anéantir toute souveraineté des nations et des peuples du continent, briser tous les obstacles à la domination des multinationales, détruisant en masse la force de travail sur tout le continent et aux Etats-Unis mêmes (comme l'a déjà montré l'accord ALENA [NAFTA] signé avec le Mexique et le Canada), le soulèvement du peuple bolivien a ouvert une crise révolutionnaire dont les répercussions vont bien au-delà des frontières boliviennes. Une crise révolutionnaire qui se combine à la situation révolutionnaire ouverte il y a un an au Brésil, à la lutte de classe incessante qui dresse le peuple et les travailleurs argentins — que les mesures draconiennes du FMI et de la Banque mondiale ont précipité dans un abîme de misère —, au combat révolutionnaire du peuple vénézuélien — qui, par deux fois, a fait obstacle aux tentatives de coup d'Etat entreprises sur l'instigation directe de Washington.

Nous publions ici le carnet de voyage en Bolivie d'un membre du conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui éclaire les problèmes et les enjeux de cette "répétition générale" d'une révolution que les masses ont mise à l'ordre du jour en Bolivie.

Je suis arrivé en Bolivie le 22 octobre, pendant la semaine qui a succédé au renoncement et la fuite, à Miami, du président Gonzalo Sanchez de Lozada, surnommé "Goni" ou "Gringo" à cause de son fort accent américain (il a fait ses études et a vécu aux Etats-Unis pendant plusieurs années).

L'aéroport international de La Paz est situé à El Alto, concentration de 700 000 habitants, gonflée ces dernières années par l'exode rural et par les chômeurs — en particulier, ceux venus des mines fermées ou privatisées.

Les rues bouillonnaient de monde parlant en aymara (langue indigène), portant sur les visages la fierté d'avoir été le centre de l'insurrection qui a vaincu le gouvernement au prix d'au moins 91 morts (données officielles).

Descendant à La Paz par la route qui avait été bloquée par les insurgés la semaine précédente, ce qui a pratiquement isolé le principal centre politique du pays pendant plusieurs jours, j'ai retrouvé la ville dans une tranquillité tendue, portant encore les marques de la rébellion populaire sur les murs : "*Goni assassin, si tu ne t'en vas pas, nous te tuerons !*"

Un fait, connu de tous, qui a eu lieu après le renoncement de Goni, la nuit du 17 octobre, et qui est caractéristique de la situation ouverte en Bolivie : le vice-président, Carlos Mesa, a appelé Jaime Solares, secrétaire général de la COB, en lui demandant de libérer son passage en levant les barrières

dressées par les manifestants, afin qu'il puisse se présenter au Parlement et prendre possession de la présidence de la République !

J'ai rencontré Edgard Ramirez, qui, en 1993, alors secrétaire général de la Fédération syndicale des travailleurs miniers, était un des organisateurs de la 3<sup>e</sup> Rencontre latino-américaine pour la défense des services publics et des entreprises d'Etat (ELASPE) — qui avait commencé à Lima (Pérou) au moment du coup d'Etat du président Fujimori et qui s'est terminée à La Paz, avec l'appui de la COB et la participation de syndicalistes militants de l'Entente internationale des travailleurs de plusieurs pays du continent.

Ramirez, qui a aussi été secrétaire général de la COB (1995-1996), et malgré le fait qu'il n'occupe plus de poste de responsabilité directe dans le mouvement syndical, a eu une participation active dans les événements qui viennent de secouer le pays. Il a expliqué que, dès que le soulèvement a explosé à El Alto, avec d'autres anciens militants, il s'était proposé à aider les nouveaux dirigeants de la COB et de la fédération en rédigeant des documents et en intervenant dans les réunions.

Il est important de souligner que, jusqu'en août dernier (à peine un peu plus d'un mois avant le début de l'insurrection populaire), la COB avait une direction directement liée au gouvernement Goni, avec des syndicalistes du MNR et du MIR (parti de Jaime Paz Zamora,

membre de l'Internationale socialiste), dont le "chef" était le secrétaire général, Saturnino Manami.

Les événements de février de cette année — quand la police s'est mutinée, avec l'appui du mouvement populaire et de secteurs syndicaux, se confrontant à l'armée (24 morts) — ont renforcé l'opposition à la direction de la COB, lui permettant, en août, de gagner au congrès de la centrale tenu à Oruro (résultat contesté par les "gouvernistes").

Jusqu'au début des mobilisations contre la vente du gaz, le gouvernement Goni disait qu'il y avait deux directions de la COB et ne reconnaissait pas le nouveau secrétaire élu, Jaime Solares, comme interlocuteur.

Ramirez m'a invité à participer à une réunion de la commission exécutive élargie de la fédération minière, qui est historiquement le pilier de la COB, convoquée pour faire le bilan de la situation.

---

## UNE "EXPÉRIENCE HISTORIQUE" RELATÉE PAR SES PARTICIPANTS

---

Avec la présence de dirigeants de divers centres miniers, la réunion a été ouverte par le secrétaire général de la fédération, Miguel Zubieta.

*« Nous vivons une expérience importante et historique, qui a ému le monde entier. Une mobilisation qui a dépassé les dirigeants syndicaux, qui ne l'avaient pas prévue. La commission exécutive élargie de Huanuni du 29 septembre avait lancé correctement le mot d'ordre "Dehors Goni", nous avons été dépassés par les masses.*

*La mutinerie de la police, les 12 et 13 février de cette année, a été l'origine immédiate de la situation. Goni n'en a pas mesuré l'importance et a cru que seuls la répression, la corruption de dirigeants ainsi que le "nettoyage" dans la police, licenciant des patriotes, seraient suffisants. Malgré cela, le gros impôt prévu pour février et suspendu après les mobilisations est réapparu sous d'autres formes.*

*Maintenant, la force des masses ruine et dévaste les résultats électoraux de juillet 2002 (quand Goni a été réélu pour un second mandat, l'emportant sur Evo Morales lors d'un deuxième tour de vote au Parlement — NDA), avec un Parlement qui ne correspond plus aux rapports de force existants. Pour cela j'ai proposé à la commission exécutive élargie de la COB une Assemblée populaire parallèle à ce Parlement et à ce gouvernement.*

*Il est clair que Goni, Mesa et les FFAA se sont réunis pour décider la succession au pouvoir. Nous devons tirer le maximum de profit de l'idylle avec Mesa, qui ne va pas durer. Le schéma du MNR dans l'appareil d'Etat est fort, rappelons-nous que Goni était déjà ministre de "Paz Estenssoro" en 1985. Il est temps de revendiquer l'abrogation de la 21.060 (loi de privatisation des mines), de la loi des pensions qui a créé deux fonds, un individuel et un collectif, basés sur la capitalisation, et l'annulation de la loi des hydrocarbures (gaz et pétrole). »*

Le débat qui s'est ouvert entre les dirigeants ouvriers réunis a abordé les questions brûlantes du processus révolutionnaire ouvert en Bolivie. Un avocat du syndicat, qui travaille avec la fédération, est intervenu en disant :

*« Nous vivons une période de transition, nous avançons vers un affrontement définitif. Nous avons eu des triomphes, c'est le cas de l'eau (Cochabamba, en 2000, quand la privatisation a été empêchée — NDA), mais, maintenant, nous avons trois éléments fondamentaux : le pays a été paralysé ; l'incorporation du mouvement paysan, avec son aspect national (les trois langues indiennes). Attention, le discours indigéniste prend de l'ampleur à La Paz (région de prédominance Aymara), ce qui est un danger pour l'unité conquise dans la lutte ; si nous prenons en compte le manque de cohésion du mouvement ouvrier dans ce domaine, par exemple, les travailleurs de l'industrie sont en mauvaise situation. L'impérialisme peut manipuler cela pour diviser et désintégrer la Bolivie. »*

L'expérience de la riche histoire du mouvement ouvrier en Bolivie, reprise par des vieux militants, a été résumée par un dirigeant de la manière suivante :

*"Les travailleurs ont fait la révolution, mais nous n'avons pas réussi à constituer un gouvernement ouvrier. La même question se pose aujourd'hui : qui sera notre leader ?"*

Ce qui a provoqué des réponses d'autres participants. Un dirigeant de la ville minière de Oruro a dit :

*"Le renoncement de Goni est le résultat d'une bataille pour la libération nationale, qui, comme le disaient les thèses de Pulacayo (adoptée en 1947 par la fédération minière — NDA), doit être conduite par le mouvement ouvrier. Nous devons continuer à préparer le changement, vers un gouvernement ouvrier, sans exploités et sans exploiters. Pour l'unité du peuple,*

*l'appel à la grève a été fondamental. Le Parlement reste le même et la coalition MNR (Mouvement national révolutionnaire, parti nationaliste), MBL (Mouvement Bolivie libre, scission du MNR), MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire, Ile Internationale), ADN (le parti de Banzer, l'ancien dictateur) et l'ambassade des Etats-Unis sont notre principal ennemi. Nous avons besoin d'un programme alternatif pour changer le système sur la voie de la libération nationale."*

Un autre syndicaliste a ajouté :

*"Certains ont parlé de proclamer Solares (secrétaire de la COB — NDA) président de la République. Mais ce qui manque, c'est le facteur subjectif de la révolution, il n'y a pas de parti de la classe ouvrière actuellement. Nous devons nous unir pour le construire. L'instinct de la classe marque le chemin, dépasse les directions. Avant les événements de la semaine dernière, il y avait une liste de 200 dirigeants syndicaux qui devaient être arrêtés, maintenant nous sommes reçus par le gouvernement. Nous devons récupérer la COMIBOL (corporation minière bolivienne) en tant qu'entreprise de production, y compris pour le gaz. Nous devons exproprier les biens, les mines de l'assassin Goni."*

La COMIBOL n'exploite plus directement les mines, qui ont été privatisées (un des plus grands groupes privés est le CONSUR, qui compte, parmi ses principaux actionnaires, Goni lui-même). Aujourd'hui, expliquent les syndicalistes, l'ancienne et puissante entreprise d'Etat n'a plus que 150 employés statutaires et 150 contractuels précaires, se limitant à la supervision des contrats de concession d'exploitation.

Pendant le débat, un dirigeant a alerté sur la *"loi 21.060, qui est synonyme de chômage, et si nous n'annulons pas la loi d'hydrocarbures, l'ALCA va continuer"*.

---

## **"LES MASSES SAVOURENT LEUR FORCE"**

---

Pendant son intervention, Edgard Ramirez a tracé un bilan général de la situation :

*« Pendant toute une période s'est accumulée la base matérielle et politique pour le conflit, qui serait survenu avec ou sans Goni. Une période longue de transformations, avec une liste de dispositions légales qui ont fait que cet Etat ne soit plus l'Etat de 1952.*

*La COMIBOL avait le monopole, aujourd'hui elle ne l'a plus. Les lois d'hydrocarbures et de minerais sont le contraire de la nationalisation faite en 1965. L'appareil productif du pays a été détruit. Aujourd'hui nous achetons des habits d'occasion venant des Etats-Unis, l'industrie textile et vestimentaire a été détruite !*

*La situation est très grave : la seule chose qui se développe, ce sont les chômeurs. La dette externe, qui, avec Banzer, était de 2 milliards de dollars, est montée à presque 6 milliards et il y a, de plus, la dette interne (contractée avec les transnationales installées dans le pays), et qui atteint 2 milliards de dollars.*

*Ils ont détruit le pays, le niveau de détérioration est énorme. Cela provoque une crise dans l'appareil d'Etat lui-même, qui devient une crise de pouvoir, comme nous l'avons vu pendant la mutinerie de la police en février.*

*C'est une situation où tu ne commandes plus dans ta propre maison. Tu ne peux que gérer les explosions. Il n'y a pas de moyen terme possible. Ce processus de 20 ans de "paix", en vérité, n'a été que le vol du pays au bénéfice d'une demi-douzaine de propriétaires de mines privatisées à la solde des américains.*

*Je pense qu'il est possible que le gouvernement Goni ait préparé ce conflit — dans une sorte d'auto-coup d'Etat —, mais le tir est sorti par la culasse. Dans la COB, il a impulsé un "syndicalisme néolibéral", avec des gens tels que Saturnino Manami (ancien secrétaire général de la COB). Tout cela a fait partie de la préparation de l'affrontement de la part du gouvernement. »*

---

## **"LE FAIT EST QUE LE PEUPLE S'EST SOULEVÉ"**

---

*« Le fait est, poursuit Ramirez, que le peuple s'est soulevé à El Alto, malgré le manque d'organisation et de direction. J'ai vu les camarades attachant des câbles sur la passerelle de la route qui descend à La Paz et, par milliers, tirer jusqu'à la faire tomber et bloquer le chemin. Des anciens mineurs chômeurs ont graissé pendant des heures les roues des wagons d'un train abandonné, pour, ensuite, le pousser en bas de la rue, vers la route, où, avec une précision scientifique, ils sont allés bloquer le chemin. D'autres camarades étaient prêts à faire exploser les canalisations de gaz qui approvisionnent la capitale.*

*Il y avait un partage de tâches, simple et spontané : les moins de 35 ans, descendaient*

à La Paz, participaient aux marches, avec des armes improvisées — même un bazooka rustique, qui a été fait à des centaines d'exemplaires avec des tuyaux de canalisation —, avec des masques à gaz, disposés à affronter les troupes. Les plus de 35 ans restaient aux barricades de El Alto, défendant le "territoire" déjà conquis ; les femmes s'occupaient de l'approvisionnement des manifestants, leur donnant des citrons, du pain, de l'eau, tout ce qu'elles trouvaient pendant leurs promenades nocturnes aux alentours de la capitale. Tout cela a été le fruit de l'imagination et de l'initiative des masses.

Un camarade de El Alto m'a dit que toute la ville ressemblait à un campement de mineurs et que, dans chaque coin, il y avait des foyers autour desquels les gens se réunissaient, pareil à la mine de Siglo XX, au "bon vieux temps". Ce qui exprime la force de la tradition des luttes de notre peuple.

Evo Morales et le MAS ont assisté de loin à tout cela, ils n'y ont eu aucune participation, pendant que Filemon Escobar (actuel sénateur pour le MAS et le principal conseiller de Morales) prenait tranquillement le café dans les restaurants de La Paz.

Le bilan est un gain net pour les masses. Cela a changé le rapport de force. La vieille phrase de Juan Lechin, qui dit que "la COB renverse les gouvernements", considérée comme morte, a ressuscité. Les masses ont savouré leur force en affrontant les canons avec des pierres et en renversant un président, et elles reprendront leur mouvement là où il s'est arrêté, cherchant à répondre à la question : comment prendrons-nous le pouvoir ? »

Cette réunion de bilan a été clôturée par le secrétaire général, Zubieta, qui a dit :

« Il faut rompre avec la cohabitation du syndicalisme avec les partis néolibéraux, pour construire le facteur subjectif — le parti de la classe. Ce message doit arriver jusqu'au dernier des travailleurs. Goni a sous-estimé les masses. Les masses se sont emparées du mot d'ordre "Dehors Goni" et ont réussi à le renverser. En ce moment, l'état d'esprit des masses est : "Nous avons atteint l'objectif ; de révolution, nous en parlerons après la fête !" »

Le mouvement des masses nous a incorporés encore une fois, en tant que fédération minière. Notre premier objectif de classe est de récupérer la COMIBOL en tant qu'entreprise aux mains de l'Etat et non pas comme des coopératives sans futur. »

---

## LA "SOLUTION" MESA

---

Carlos Mesa, actuel président de la Bolivie, a pris son poste, comme nous l'avons vu, en demandant au secrétaire général de la COB l'autorisation de franchir les barricades pour arriver au Parlement.

Nous pourrions dire que les masses "tolèrent" qu'il gouverne, paraphrasant Lénine (Thèses d'avril), par "un degré insuffisant de conscience". Ce qui se traduit, concrètement, par l'absence, en Bolivie, d'un parti ouvrier de masse capable d'aider le mouvement embryonnaire d'auto-organisation des masses — rien qu'à El Alto, se sont construites plus de 500 assemblées de quartier, avec des délégués élus et révocables, en plus d'innombrables assemblées populaires locales — à se renforcer et se centraliser sur la voie de l'établissement d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan, de rupture avec le FMI et l'ALCA.

La "solution" Mesa, admise par l'ambassade des Etats-Unis en dernier recours (jusqu'à la dernière minute, Bush appuyait le mandat "constitutionnel" de Goni et sa politique de massacre des manifestants), a compté sur la participation active des gouvernements du Brésil et d'Argentine, membres du Mercosul, auquel la Bolivie est associée.

Le 17 octobre, des heures avant la chute de Goni, la COB a envoyé une lettre, signée par Solares, à la CUT et d'autres organisations syndicales du Brésil, dans laquelle nous pouvons lire :

*"Cette mobilisation, qui dure depuis un mois, a rendu fou le gouvernement. Des rumeurs en provenance du gouvernement font état d'un épuisement des moyens militaires, mais d'autres armements ont été acheminés depuis le Brésil à partir de la zone frontalière de Cobija.*

*Vous êtes nos camarades de combat, vous subissez la même misère et nous sommes victimes des mêmes malheurs, que le néo-libéralisme a semés sur toute la planète. Aidez-nous, afin que les équipements militaires qui vont servir à la répression ne soient pas remplacés. Nous gagnerons avec votre soutien.*

*La dernière nouvelle émanant de la presse bolivienne est que Lula va venir en Bolivie, afin de jouer un rôle de médiateur en même temps que le président argentin. Lula ne doit pas oublier la classe dont il est originaire. Il ne doit pas donner de l'oxygène au moribond qui a fait tant de mal aux travailleurs boliviens. Lula est métallurgiste, et, s'il était Bolivien, il adhérerait à la Fédération syndicale des mineurs de*

*Bolivie, fédération qui a joué un rôle héroïque et d'ampleur internationale. Il ne faut pas qu'il trahisse ses origines.*

*Si vous pouvez faire quelque chose pour qu'il ne fasse pas l'erreur d'essayer de sauver le régime fascisant en Bolivie, nos liens ne seront plus seulement des liens de classe, mais des liens du sang, car on aura empêché que le sang des travailleurs boliviens soit versé encore davantage dans notre patrie meurtrie par l'injustice.*

*Chers camarades, nous sommes convaincus que nous aurons votre soutien, et que, grâce à cela, nous l'emporterons."*

Il est certain que, avec le renoncement de Goni la nuit même du jour où ce message a été envoyé, les questions posées n'étaient plus vraiment d'actualité. Mais ce document donne un éclaircissement sur le rôle qu'a commencé à jouer le gouvernement Lula dans la crise révolutionnaire en Bolivie, cherchant à canaliser la révolte populaire pour une issue institutionnelle qui préserve la classe dominante au pouvoir.

La présence de Marco Aurélio Garcia, assesseur spécial de Lula pour les relations internationales, à l'investiture de Mesa est une démonstration claire de l'appui du gouvernement brésilien à cette solution (d'ailleurs rendue nécessaire par la situation, car, quelques jours plutôt, il prônait le "dialogue entre le gouvernement constitutionnel du président Sanchez de Losada et les forces de l'opposition").

En Bolivie, Evo Morales, du MAS, qui a condamné l'appel à la grève générale de la COB, qu'il considérait "précipitée", a multiplié les déclarations dans la presse, disant qu'il était nécessaire de "donner le temps de respirer à Carlos Mesa".

---

## C'EST LA "MÊME FEMME AVEC D'AUTRES JUPES"

---

Le 23 octobre, dans l'auditorium surpeuplé de l'université Mayor de San Andrés, Roberto de la Cruz, secrétaire de la centrale ouvrière départementale de El Alto, disait :

*« Evo Morales n'a pas participé à la marche du mois de septembre. C'est elle qui a mené la CE élargie de la COB à appeler à la grève générale illimitée pour "Dehors Goni" et "Le gaz ne se vend pas". Le sang de tout le peuple a coulé. Mais nous n'imaginions pas que Goni tomberait, les masses nous ont dépassés.*

*Même dans la zone sud (le secteur où habitent les couches moyennes et riches de La Paz), il y a eu des manifestations. La seule manière de pacifier le pays était le*

*renoncement de Goni. Nous avons porté un coup à l'impérialisme, qui a été la victoire de tout le peuple. Nous avons créé un précédent qu'aucun futur président ne pourra ignorer.*

*Qu'avons-nous gagné ? La guerre continue, nous avons gagné une première bataille, mais l'actuel gouvernement "est la même femme avec d'autres jupes, et si nous regardons les dessous, nous trouverons le même drapeau des Etats-Unis". Nous n'avons pas confiance en Mesa.*

*Nous avons maintenant l'opportunité d'annuler la loi d'hydrocarbures et la loi 21.060. Nous devons barrer l'entrée à l'ALCA. Nous avons rassemblé nos troupes pour recharger les batteries en vue de la prochaine révolte. Nous devons les faire, tous, partir du Parlement, balayer le MNR et le MIR, et non seulement Mesa. Pour cela, nous devons consolider l'unité du peuple bolivien, renationaliser le gaz. »*

Dans le même débat, Jaime Solares, de la COB, a dit :

*« La COB avait perdu son prestige, envahie par "l'argent" du MIR, du MNR et de l'ADN (parti de Banzer), faisant un pacte avec le gouvernement. On parlait de "participation populaire" pour nous tromper. La réalité, c'était la privatisation des fonds de pension. Le Congrès de Oruro, le 8 août, a commencé à changer la COB. La première marche de septembre a réuni 30 000 participants, alors qu'avant nous n'en réunissions que 2 000. C'est pourquoi, à la CE élargie de la COB, nous avons appelé à la sortie du gouvernement. Nous avons donné des instructions aux assemblées de quartier, le tambour de la guerre commençait à tonner.*

*Mais, maintenant, nous avons décidé un "repli stratégique", dû à la fatigue. La COB a maintenu formellement la grève, après la chute de Goni, mais les bases n'ont pas suivi.*

*Le MAS parle de "force du peuple", mais Evo Morales paraissait plus inquiet pour les élections municipales alors même que le peuple renversait le gouvernement, paralysant l'appareil productif avec ses marches. La démocratie est incompatible avec le FMI et la Banque mondiale. Aujourd'hui, il y a déjà des opportunistes qui se disputent un quota de pouvoir et des ONG, à Santa Cruz et Tarija, qui parient sur la régionalisation. »*

Répondant aux critiques qui disaient que la COB aurait "dû prendre le pouvoir" et non pas laisser Mesa assumer la présidence, Solares a dit :

« En plus des armes, il a manqué à la COB et dans les syndicats la capacité organique, car la nouvelle direction n'existe que depuis août. La COB ne peut être un parti et un syndicat en même temps. Comme parti, nous ne voulons pas d'une "troisième voie" à la Tony Blair, ni d'une évolution du M-19 de Colombie, qui est sorti des guérillas pour participer aux gouvernements qui appliquent les plans du FMI. »

---

## UNE "RÉPÉTITION GÉNÉRALE" QUI PRÉPARE DE NOUVEAUX AFFRONTEMENTS

---

Entre septembre et octobre 2003, il y a eu une "répétition générale" de la révolution en Bolivie, alimentée par les expériences passées de lutte de classe dans ce pays, qui prépare un nouvel affrontement, avec des rythmes et des délais relativement rapides.

Les forces de la contre-révolution, au-delà d'une conspiration pour un coup d'Etat ou une intervention militaire des Etats-Unis, que nous ne pouvons écarter, mais qui paraît peu probable dans l'immédiat (ce serait jeter de l'huile sur le feu, alors qu'il s'agit maintenant de calmer la situation), s'articulent autour du maintien des institutions ébranlées par l'ampleur du mouvement révolutionnaire des masses.

Le 7 novembre, pour la première fois depuis son investiture le 17 octobre, le nouveau président, Carlos Mesa, a reçu un coup de téléphone de Bush, qui a "réitéré l'appui des Etats-Unis au processus constitutionnel et aux institutions démocratiques boliviennes". En même temps, son ambassadeur à La Paz, protégé par 200 bérets verts, déclare à plusieurs reprises qu'il n'accepte pas l'abrogation de la loi 21.060.

Ce même 7 novembre, le ministre Javier Nogales, rejetant l'exigence d'un nouveau salaire minimum faite par la COB, a défendu un "dialogue national" ou un "pacte social".

Le gouvernement Mesa parle de convoquer une Assemblée constituante — ce qui était une exigence de tous les partis d'opposition depuis les élections de juillet 2002 —, alors que le Parlement, avec les députés et les sénateurs de toujours et de majorité "goniste" (MNR-MIR), reste en fonction, et que, de tous les ministres de Goni qui avaient fui, à l'exception de Sanchez Berzain, responsable direct de la brutale et assassine répression des masses, tous sont rentrés en Bolivie.

Le MAS, de Evo Morales et de Filemon Escobar, occupe une place privilégiée dans ce

scénario d'issue institutionnelle, barrant la voie à un pouvoir enraciné sur l'auto-organisation des masses. Ils sont les représentants directs, en Bolivie, de la politique du Forum social mondial, qui vise à donner un "visage humain à la mondialisation", de dissoudre les frontières de classe dans la "société civile participative", disposant, pour cela, d'une énorme place dans les médias.

L'ambition de Evo Morales est d'être le "Lula bolivien", comme il a dit à Santa Cruz de la Sierra, où il a organisé, le 13 novembre, une "Rencontre sociale alternative" au sommet gouvernemental ibero-américain qui s'est tenu dans cette ville de Bolivie, à laquelle il a invité le président Mesa lui-même.

Du point de vue du développement du mouvement révolutionnaire, la première nécessité est la construction d'un parti ouvrier qui rassemble, sur un terrain d'indépendance de classe et anti-impérialiste, une avant-garde extrêmement combative, mais assez fragmentée en petits groupes.

Un parti de la classe ouvrière, qui, s'appuyant sur le renouvellement de la COB — laquelle a été poussée, par l'action des masses, à occuper à nouveau une place centrale comme point d'appui dans la lutte émancipatrice du peuple bolivien —, aide à avancer sur la voie d'une Assemblée populaire nationale, qui se constituerait en pouvoir parallèle et opposé aux institutions pourries de l'Etat bolivien, et capable de défendre la nation face à la pression destructrice de l'impérialisme américain.

Sur le plan local, sont nées et se maintiennent différentes formes d'auto-organisation (assemblées populaires, assemblées de quartier) ; il reste à les étendre et les centraliser nationalement. Une Assemblée populaire nationale, convoquée par la COB, ouvrirait une issue positive devant les menaces qui pèsent sur le processus révolutionnaire, en particulier la manipulation, par l'impérialisme, des revendications des nations indigènes pour faire exploser l'unité de la Bolivie (comme il l'a fait dans l'ex- Yougoslavie ou essaie aujourd'hui en Algérie).

La proposition de la Conférence continentale de travailleurs contre l'ALCA, qui se tiendra à São Paul, Brésil, en décembre, a été accueillie avec un grand intérêt par des syndicalistes boliviens, qui savent que leur lutte ne peut se faire dans l'isolement, mais avec la lutte des travailleurs et des peuples des Amériques contre l'ALCA, avec la lutte des travailleurs du monde entier contre la politique de guerre et d'exploitation de l'impérialisme nord-américain.

**Julio Turra,  
novembre 2003**

# Les développements au Pakistan

*Par Gulzar Chudhary*

Dans le précédent numéro de *La Vérité*, nous avons publié des analyses de la situation en Inde et au Pakistan faites par des responsables syndicaux de ces pays. Nous avons cette fois demandé au camarade Gulzar Chudhary, secrétaire général de la All Pakistan Federation of Trade-Unions (APTUF), de donner son appréciation sur les développements au Pakistan.,

La situation au Pakistan est une situation critique et qui rend extrêmement difficile le combat des syndicats et la défense des intérêts de la classe ouvrière sur le plan politique. En effet, aujourd'hui, bien qu'on parle d'un processus démocratique, les libertés essentielles d'organisation, de manifestation, les droits syndicaux, de grève, de négociation collective ont été réduits ou suspendus.

Sur la question des droits syndicaux, notre fédération a fait appel à la Cour suprême du Pakistan pour que ceux-ci soient pleinement rétablis, mais celle-ci a refusé de prendre notre appel en compte, car, a-t-il été expliqué, la situation légale dans laquelle se trouve le pays est une situation d'exception, où un certain nombre de droits fondamentaux sont suspendus.

Il faut naturellement resituer cela dans une situation d'ensemble. Il convient de rappeler que le Pakistan a fait face déjà à plusieurs reprises, depuis sa constitution, à des crises profondes. A plusieurs reprises, l'ordre constitutionnel a été remis en cause : absence pendant plusieurs périodes d'un gouvernement repo-

sant sur les résultats d'une élection, régime militaire. A la racine de ces crises, se trouve la situation sociale et économique de notre pays. La terre reste la propriété d'une petite minorité de grands propriétaires, qui détiennent jusqu'à 20 000 acres. Dans la province du Punjab, 1 % de la population agraire, les grands propriétaires fonciers, détient 26 % de la totalité des terres cultivables.

Le deuxième facteur de ces difficultés structurelles se trouve dans le fait que le Pakistan réserve une large partie de son budget à la défense. La troisième est le poids de la dette extérieure dans l'économie pakistanaise. Enfin, la hiérarchie militaire, quels que soient les gouvernements, joue un rôle essentiel.

L'économie pakistanaise peut être décrite comme un cas classique où une prospérité artificielle est maintenue par l'aide étrangère. La situation s'est considérablement aggravée depuis la venue au pouvoir, une nouvelle fois, d'un gouvernement militaire, celui de Moucharaf. Comme cela a été indiqué plus haut en termes généraux, la situation était déjà très mauvaise du point de vue écono-

mique (dette extérieure, privatisations, lourdes dépenses militaires) et marquée par les tensions avec l'Inde, qui renforçaient le rôle particulier donné à l'armée. Le gouvernement Moucharaf est venu au pouvoir comme résultat de l'impasse dans laquelle se trouvaient les deux principaux partis politiques de la classe dominante (celui de Nawaz Sharif, qui était alors au pouvoir, et celui de Benazir Bhutto, qui était dans l'opposition). Ni l'un ni l'autre de ces partis n'offrait de solution positive et démocratique aux problèmes centraux et était incapable de mobiliser les masses pour leur défense.

Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement Moucharaf a réduit les libertés publiques, exercé une pression et utilisé les moyens de la répression contre les syndicats — en particulier dans le secteur public, les télécommunications, l'énergie —, s'acharnant spécialement contre l'organisation syndicale dans les chemins de fer.

Le 11 septembre 2001, la guerre contre l'Afghanistan, puis la guerre contre l'Irak ont entraîné une aggravation de la situation sur tous les plans.

Le gouvernement a mis en place une nouvelle politique industrielle, qui est contradictoire dans ses effets aux conventions de l'OIT, dont le Pakistan est signataire. La classe ouvrière joue, naturellement, un rôle essentiel dans le développement de l'industrie. Mais la manière dont les gouvernements ont posé le problème d'un développement industriel au Pakistan a toujours ignoré les besoins de la classe ouvrière. Le patronat, disposant de droits que l'on peut qualifier de féodaux, s'est attaqué à toutes les conquêtes que les travailleurs avaient obtenues auparavant.

L'APTUF a dénoncé cette politique auprès de l'OIT. Une campagne a été organisée à travers tout le pays contre cette politique, pour protéger les droits des travailleurs. La Pakistan Workers Confederation (PWC), qui coordonne les activités de plusieurs fédérations syndicales (nous y reviendrons plus loin), a tenu une réunion de son conseil général à Islamabad, la capitale du Pakistan, le 8 juillet. Elle a organisé des manifestations et des rassemblements dans tout le pays. Le 5 août, une large manifestation a eu lieu dans la ville de Rawalpindi contre

cette politique, contre le chômage, les licenciements, la non-application des lois du travail.

Le 17 septembre 2003, c'est dans la province du Punjab, à Lahore, qu'a eu lieu la plus importante manifestation. Les travailleurs par milliers, appartenant à neuf fédérations syndicales, participèrent ensemble à la manifestation. Ils se heurtèrent à un barrage établi par la police. En dépit des tentatives de celle-ci, la manifestation se poursuivit en direction du Parlement. Les travailleurs ne faisaient qu'utiliser leur droit légal et légitime à manifester. Mais la police a lancé des accusations relevant du droit pénal contre les dirigeants de l'APTUF et contre le secrétaire général de la Pakistan Workers Confédération.

Le dirigeant du syndicat des cheminots, affilié à l'APTUF, a été jeté en prison. S'il a été relâché à la suite d'une campagne nationale et internationale, les inculpations dont il est l'objet demeurent.

La situation des travailleurs du rail fait l'objet de la répression la plus poussée. Les chemins de fer — qui constituent une entreprise publique — ont été placés sous le contrôle direct de l'armée. Des officiers supérieurs dirigent, aux côtés des responsables civils, les principaux services. Les activités syndicales sont pratiquement interdites et de nombreux responsables syndicaux ont été arbitrairement transférés de la région où ils se trouvaient — et où ils avaient été élus par les travailleurs à leur poste — dans d'autres régions, privant ainsi les travailleurs de leurs représentants légitimes et désorganisant l'activité du syndicat à l'échelle nationale.

À l'échelle nationale comme à l'échelle internationale, ces atteintes aux droits syndicaux doivent être condamnées et, dans l'unité, des protestations doivent être organisées autour des exigences suivantes :

— Retrait des inculpations frappant les responsables syndicaux accusés d'avoir pris part à des manifestations, d'avoir critiqué la politique gouvernementale et d'avoir lancé des slogans contre cette politique !

— Halte aux mesures d'intimidation et de harcèlement contre les militants syndicaux et les travailleurs sur leurs lieux de travail !

— Que le gouvernement ouvre de véritables négociations avec les organisations syndicales !

Au moment où ces lignes sont écrites, les droits syndicaux ne sont pas rétablis. Je répète ce que j'avais déclaré dans un message lancé par l'APTUF : « *Nous assurons les travailleurs du monde et tous ceux qui luttent pour la démocratie et la paix que notre combat pour l'émancipation de la classe ouvrière se poursuivra.* »

Il faut comprendre que le maintien des inculpations fait peser en permanence une menace sur l'ensemble de l'activité syndicale. Les responsables peuvent être à tout moment victimes d'une décision d'arrestation arbitraire ou contraints d'utiliser — sans que cela soit une garantie contre une nouvelle arrestation — des fonds importants pour assurer leur liberté sous caution.

Ce facteur se combine bien sûr avec l'intervention directe des autorités militaires sur les lieux de travail, mais aussi les conséquences d'ensemble de la détérioration de la situation économique du pays, de la situation dans laquelle est plongée la grande masse de la population, en particulier les femmes. Le démantèlement du secteur public, les licenciements, les fermetures d'entreprises augmentent la masse des sans-travail et en même temps poussent au développement du secteur que nous appelons "informel".

Dans ces conditions, c'est une bataille difficile et permanente pour les organisations syndicales que de maintenir leur activité régulière, la réunion de leurs instances et leur financement.

Cette détérioration générale conduit à un renforcement du rôle des ONG, qui, de plus en plus, prétendent assumer des « tâches sociales », profitant des fonds qui leur sont alloués et du fait qu'elles ne sont pas l'objet de la répression qui s'exerce contre les organisations syndicales.

C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles notre fédération a apporté son soutien à la conférence de délégués ouvriers d'Asie qui doit se tenir à Bombay les 6 et 7 décembre 2003, à laquelle nous espérons participer avec une délégation représentative de notre fédération, en y intégrant des délégués d'autres entreprises.

La lutte pour la défense et l'existence même des syndicats est directement liée à

la lutte pour la souveraineté populaire et l'indépendance nationale. Cette question de la nécessité pour mener cette action d'organisations spécifiques et indépendantes de la classe ouvrière, qui ne doivent pas renier cette indépendance en se noyant dans la « société civile », comme si la société n'était pas divisée en classes antagonistes, est au centre de la conférence de Bombay.

L'appel à la conférence de Bombay soulève la question de la lutte contre le communautarisme en Inde, contre la division entre musulmans et hindous. En effet, cette conférence doit discuter de toutes les tentatives de détruire nos différents pays par le recours au communautarisme, aux divisions sur des bases religieuses, ethniques ou provinciales.

Cette question rejoint celle de la menace de guerre fratricide dans notre sous-continent. La lutte pour la paix, la lutte contre les menaces de guerres préparées par l'impérialisme et s'inscrivant dans le cadre de la « guerre sans fin » du président Bush, l'opposition à l'occupation militaire de l'Irak, la défense des droits des travailleurs irakiens et du peuple irakien, pour le rétablissement de sa souveraineté, ne se séparent pas de l'action spécifique contre les tentatives de précipiter le Pakistan et l'Inde dans une guerre criminelle.

Notre fédération a toujours agi en faveur de la paix et la fraternité parmi les peuples du sous-continent, dont l'une des expressions les plus claires et les plus récentes a été l'appel lancé en 2002, lors de la rencontre internationale de Genève pour la défense des conventions de l'OIT appelée par l'Entente, par des responsables syndicaux indiens et pakistanais.

Répétons-le : la guerre et l'invasion de l'Afghanistan, puis la guerre et l'invasion de l'Irak ont gravement pesé sur la situation au Pakistan. Au nom de la « guerre contre le terrorisme », Moucharaf s'est présenté comme un allié des Etats-Unis, donnant son soutien à leurs plans, acceptant la présence de troupes américaines dans la région et leur permettant même d'être présentes au Pakistan. Cela lui a valu de nouveaux prêts et le desserrement de l'étreinte de la dette : ces éléments n'ont en rien amélioré la situation de l'écrasante majorité de la population, mais

ont permis à Moucharaf de renforcer sa position face à l'Inde, dans le cadre de la manipulation d'ensemble des peuples du sous-continent par l'impérialisme.

Au niveau national, le gouvernement Moucharaf a tenté et tente de préserver une sorte d'équilibre de type « bonapartiste » en jouant avec différentes forces. Tout en proclamant qu'il est le meilleur et le plus sûr allié des Etats-Unis contre le terrorisme, il a renforcé la puissance politique des fondamentalistes par la mise en place d'une coalition de partis religieux qui, dans le cadre du système fédéral pakistanais, exerce aujourd'hui le pouvoir dans deux provinces (le Balouchistan et la Northwest Frontier Province). La hiérarchie militaire elle-même est divisée, et il ne faut jamais oublier que les services secrets de l'armée avaient joué un rôle d'encadrement, sous la direction de la CIA, dans la constitution du mouvement taliban.

Avec la dégradation économique, l'élément politique le plus important, c'est que les principales libertés — et en conséquence les droits syndicaux — sont suspendues. Dans ce sens, le régime actuel a un caractère arbitraire, et, à cause de la situation où règne en fait la loi martiale, les cours de justice ne peuvent se référer à la Constitution pour élever des objections à une décision du gouvernement. Mais il faut constater qu'à l'heure actuelle, le régime de Moucharaf n'utilise pas pleinement ses pouvoirs. Certes, il agit pour limiter et affaiblir l'activité des syndicats. Il leur dénie leurs droits et harcèle leurs dirigeants en engageant contre eux des poursuites judiciaires. Mais il n'a pas écrasé les syndicats. Il ne les a pas interdits. Il agit donc avec prudence, car il cherche à maintenir le plus longtemps possible l'équilibre instable sur lequel repose son régime.

Cet équilibre repose sur le fait que, pour l'instant, l'impérialisme américain, dans le cadre d'ensemble de sa politique de démantèlement des nations, considère

avoir besoin d'un certain degré de stabilité de l'Etat pakistanais.

Nous pensons que c'est notre rôle, quelles que soient les difficultés et les limites dans lesquelles notre action peut se déployer, que d'utiliser toutes les possibilités pour défendre et renforcer les organisations syndicales, pour exprimer les intérêts de la classe ouvrière, ouvrir la voie à une solution politique.

Dans cette situation, il faut constater que les deux grands partis établis, celui de Sharif et celui de Bhutto, n'ont pratiquement aucune activité. Bien sûr, cela s'explique en partie par la situation « légale » instituée par le gouvernement militaire. Mais, fondamentalement, aucun de ces partis ne présente, sur les points essentiels, une politique qui diffère de celle du gouvernement. C'est par rapport à l'impérialisme et non par rapport aux besoins du peuple qu'ils se déterminent. En fait, les seuls partis agissants qui mobilisent, qui organisent, ce sont les partis religieux. Ils capitalisent à partir de leurs positions publiques anti-américaines, tout en maintenant un accord avec le gouvernement.

Ce n'est qu'à partir de la classe ouvrière, de son mouvement organisé, que peut se dessiner une autre perspective. J'ai déjà souligné les difficultés dans lesquelles se trouvent les organisations syndicales, mais elles sont les seules — et en particulier notre fédération — à rassembler les travailleurs de tout le pays, en refusant les différences régionales, ethniques, linguistiques ou religieuses. Elles sont les seules à partir des revendications, des besoins de la population travailleuse, dont la satisfaction est indispensable à la défense de l'unité et de la souveraineté.

Là doivent se constituer les points d'appui permettant d'exprimer politiquement la volonté des travailleurs, afin de faire obstacle à la poursuite d'un cours qui conduit tout le pays au désastre.

**Gulzar Chudhary**

Italie

# La politique de Refondation communiste à la lumière des faits

*Par Lorenzo Varaldo*

Encore une fois, après la grève générale pour la défense de l'article 18 du Code du travail, les grèves et les manifestations contre les licenciements à Fiat, sur les mots d'ordre "*Nord-sud, tous unis*", le 24 octobre dernier, la grève générale a paralysé toute l'Italie, du nord au sud. 10 millions de grévistes, 1 500 000 manifestants dans 100 manifestations à l'appel de la CGIL, de l'UIL et de la CISL, pour la défense des retraites, contre la réforme de Berlusconi, qui poursuit et aggrave la réforme de Dini de 1995 mise en œuvre par la gauche avec le gouvernement de l'Olivier, dirigé par Prodi de 1996 à 1998. A nouveau, le 6 décembre, une manifestation nationale à l'appel des trois organisations syndicales contre la réforme des retraites a rassemblé une véritable "marée humaine" à Rome.

Une fois de plus, la classe ouvrière italienne a démontré sa capacité à se mobiliser avec ses organisations syndicales, du nord au sud, pour la défense des

conquêtes sociales qu'elle a arrachées en particulier dans les années 1946-1948, à la fin de la guerre.

Mais la classe ouvrière italienne se trouve depuis des années confrontée, plus encore que les autres classes ouvrières, à des obstacles. L'Italie a en effet depuis des années été considérée par de nombreux partisans de l'Union européenne comme un "exemple", un "laboratoire" du point de vue de l'intégration des organisations syndicales, des premières "concertations" aux "pactes sociaux", à l'unicité syndicale. "Laboratoire" de l'Europe aussi, du "compromis historique" des années 1970 prôné par le Parti communiste italien (PCI) au gouvernement de centre-gauche de l'Olivier, présidé par Romano Prodi, devenu depuis président de la Commission européenne de Bruxelles. C'est ce gouvernement de l'Olivier qui a "qualifié" l'Italie pour son entrée dans la zone euro au 1<sup>er</sup> janvier 1999, par la "réduction des déficits publics" et une politique d'austérité dras-

tique. C'est ce gouvernement qui a privatisé des secteurs entiers, dont l'électricité, imposé la première réforme constitutionnelle instaurant la régionalisation et mis en application la réforme des retraites votée par le premier gouvernement de Berlusconi.

C'est aussi le pays où s'est tenu le premier Forum social européen et où la "démocratie participative" est mise en œuvre dans des dizaines de villes.

Dans cette situation, il est indispensable d'analyser la place d'une organisation, considérée comme un des fleurons des altermondialistes, Refondation communiste (RC).

Nous entendons donner dans ce premier article des éléments sur la politique de Refondation communiste dans la dernière période, face aux questions fondamentales auxquelles la classe ouvrière italienne a été confrontée.

Mais avant, il est nécessaire de donner quelques indications sur ce qu'est Refondation communiste.

Le Parti de la refondation communiste (PRC) s'est constitué en 1991.

Il est né d'une scission du PCI, en opposition avec sa ligne majoritaire, lorsque celui-ci s'est transformé en DS (Démocrates de gauche, PDS puis DS), parti actuellement membre de l'Internationale socialiste.

Democrazia Proletaria, l'organisation italienne du SU, est membre de Refondation depuis la formation de ce parti (après avoir pratiqué dès les années 1950 l'entrisme "sui generis" dans le Parti communiste italien). Elle considère Refondation comme "l'expérience jusqu'ici la plus significative d'une rupture majeure sur la gauche d'un Parti communiste". Ce parti est considéré par le SU comme un modèle. Livio Maitan, l'un des dirigeants historiques du SU, est membre du comité politique national de RC. Le responsable aux entreprises, Turigliatto, est également membre du SU.

Refondation communiste, après la chute du premier gouvernement de Berlusconi, suite à la grève générale contre la réforme des retraites et après les élections de 1996, a participé de 1996 à 1998 à la majorité parlementaire du gouvernement Prodi, qui était à la tête de la coalition de centre-gauche de l'Olivier, lui permettant ainsi de gouverner.

En 1995, RC connaît une première scission. Le groupe de Garavini, qui avait soutenu la réforme des retraites du gouvernement Berlusconi, quitte le parti. Fausto Bertinotti devient le secrétaire général de RC.

En 1998, RC sort de la coalition. Une deuxième scission se produit à l'initiative de Cossuta, qui reste dans la coalition de l'Olivier, fonde le Parti communiste d'Italie.

En 1999, tous les partis de l'Olivier perdent les élections, sanctionnés par la politique anti-ouvrière menée par le gouvernement Prodi. RC subit le même sort, les travailleurs qui avaient fait confiance à RC et voté pour lui se sont détournés de ce parti.

En 2002, *Inprecor*, la revue du Secrétariat unifié, dans son numéro de mai-juin 2002, consacre plusieurs articles au V<sup>e</sup> Congrès de Refondation communiste : "*Tournant à gauche du Parti de la refondation communiste*", signé Livio Maitan. *Inprecor* publie également l'intégralité du rapport de Fausto Bertinotti à ce congrès, ainsi que des extraits de la résolution adoptée. A noter que Democrazia Proletaria a été une "minorité" dans Refondation jusqu'à la scission de Cossuta ; depuis, elle soutient Bertinotti.

Qu'est-ce que ce tournant à gauche qu'apprécie tant Livio Maitan ? Le tournant à gauche, c'est la "refondation du mouvement ouvrier" : "*Il est nécessaire maintenant de passer de Porto Alegre à l'organisation de l'opposition sociale en Europe et en Italie*", il s'agit d'aider à la "*naissance d'un nouveau mouvement ouvrier*".

Lorsque ce parti s'est fondé, il se référait à la tradition du mouvement ouvrier, à la lutte de classe, à la lutte contre le système capitaliste, au communisme. Beaucoup de militants en Italie et à l'échelle internationale ont pu voir dans la constitution de Refondation un espoir, une avancée vers la constitution d'un parti ouvrier indépendant.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Ce parti est-il un parti ouvrier indépendant, prend-il en charge la défense des intérêts ouvriers, de l'indépendance de classe ?

Nous ne voulons rien affirmer, mais, à partir des faits, dégager ce qu'il en est.

---

## REFONDATION, LE FORUM SOCIAL EUROPÉEN, LA CONSTITUTION EUROPÉENNE

---

Refondation communiste a été un des organisateurs (avec la CES) du Forum social européen de Florence, en novembre 2002.

Dans la continuité du Forum social européen de Florence, Bertinotti a été l'un des orateurs à l'Assemblée du mouvement des mouvements" qui a clôturé le FSE. Voici un extrait d'un compte rendu publié par *Liberazione*, le 16 novembre :

« Quant au secrétaire du PRC, Fausto Bertinotti, il ne parle pas seulement de la crise de la démocratie, mais aussi de quelque chose de plus vaste et de plus dangereux, d'une vraie crise de civilisation induite par la mondialisation. Une mondialisation qui, justement parce qu'elle est en crise, tue la démocratie et épouse la théorie de la guerre préventive et d'une politique brutalement libérale. "Une restauration de la démocratie sur les bases du passé n'est pas possible, déclare le secrétaire de RC. Il n'est pas possible de défendre ce que nous avons. Il n'est pas possible de retourner aux Etats nationaux. Aujourd'hui, il faut aller vers un nouveau sujet et un nouveau lieu de la démocratie." Le sujet est le mouvement des mouvements, avec ceux qui déclarent "un autre monde est possible". Le lieu, c'est l'Europe, l'autre Europe qui naît du conflit social. »

Déjà, le 23 juillet, Fausto Bertinotti s'exprimait dans *Liberazione* sur le thème "Une autre Europe" :

"Sur le terrain des luttes, je crois qu'il faut concevoir une mutation. L'Etat national, ses frontières, ne sont plus suffisants et parfois ne sont plus adaptés aux nouvelles caractéristiques des luttes."

Mais comment peut-on dire "il n'est pas possible de défendre ce que nous avons" ? Et ce, au moment où l'Union européenne, la Commission européenne, présidée par Romano Prodi, entendent détruire tout ce que "nous avons", les régimes de retraite et de protection sociale, les services publics, le tissu industriel, tout ce qui a été conquis par le mouvement ouvrier dans le cadre des nations,

particulièrement à la fin de la Seconde Guerre mondiale ? Le rôle du mouvement ouvrier n'est-il pas de combattre bec et ongles pour la défense de tout ce qui a été conquis ? Qu'est-ce que ce "nouveau lieu de démocratie" de l'autre monde possible, de "l'autre Europe", qui ne parte pas de la défense de tout ce qui est acquis ?

Bertinotti déclare : "Il n'est pas possible de retourner aux Etats nationaux." L'unité italienne conquise avec Garibaldi, la constitution de la nation italienne sont donc à mettre aux poubelles de l'histoire ? Toutes les droits, acquis, garanties, conquis à la fin de la Seconde Guerre mondiale, après la Résistance, en 1946-1948, avec l'Assemblée constituante italienne et la proclamation de la République italienne, ne doivent-ils pas être défendus ?

Que signifie dépasser les Etats nationaux ? Mettre en œuvre la régionalisation totale ? Mettre en place les "20 petites Italies", dont on voit aujourd'hui les conséquences désastreuses ? Un exemple : après la régionalisation des hôpitaux, les régions :

"Etranglées par les dettes, de nombreuses régions ont mis à l'ordre du jour la vente au privé des hôpitaux. La région du Latium l'a fait il y a deux ans pour combler un trou de 4 milliards d'euros, la Ligurie et les Pouilles ne nient pas devoir adopter la même mesure. La Sicile a annoncé la vente le 5 novembre, mais la région, submergée par les protestations, a dû geler la mesure" (*La Repubblica*, 23 novembre 2003).

Mais cette situation n'est-elle pas la conséquence de la politique mise en œuvre par Romano Prodi lorsqu'il présidait l'Olivier avec l'appui de Refondation, et de la politique que, depuis, il entend dicter au nom de la Commission de Bruxelles à tous les gouvernements ?

Indiquons également ce que disait Bertinotti au moment de la guerre en Irak, du Forum social européen de Florence et dans les mois qui ont suivi.

Le 15 février 2003 ont eu lieu dans le monde entier des manifestations contre la guerre en Irak. A Rome, 3 millions de manifestants défilent. Au lendemain de cette manifestation, on lit dans l'éditorial de *Liberazione*, signé par Bertinotti :

"Pour l'Europe, c'est une occasion extraordinaire pour se construire comme

*une Europe des peuples, et de se réunifier sous le drapeau de la paix (...). Ceux qui ont manifesté hier demandent une autre Europe, ils proposent une Constituante, ils en indiquent le contenu et les buts, ils demandent une représentation politique."*

Qu'en est-il du contenu de cette "Constituante" ?

*« L'opposition à la guerre doit être l'élément décisif de la nouvelle Constitution européenne en voie d'élaboration. Avec cette journée est née "l'autre Europe" et sa première action ne peut que se saisir du terrain de la Convention, comme terrain décisif. »*

Mais qu'est-ce que cette "Constituante" ? La notion même de Constituante est inséparable de l'idée de souveraineté nationale, de codification de droits et de garanties de la population définis par l'Assemblée constituante. Bertinotti

considère que les manifestants du 15 février "proposent une Constituante" et que la "première action est de se saisir de la nouvelle Constitution européenne". Mais peut-on parler de "Constituante", de "Constitution", lorsqu'il s'agit de la remise en cause de l'ensemble des droits et des garanties conquis par le mouvement ouvrier et démocratique dans le cadre des nations ? Dépasser les Etats nationaux, n'est-ce pas accompagner toute l'offensive de l'Union européenne, qui entend imposer un ordre totalitaire supranational ? Comment peut-on prétendre que la Constitution de Giscard d'Estaing pourrait être le terrain "*pour se construire comme une Europe des peuples*" ?

**Refondation communiste se prononce donc "pour une autre Europe". De qui s'agit-il concrètement dans la situation politique italienne ? Qu'en est-il du "Nouvel Olivier" en préparation ?**

## Mais qu'est-ce que l'Olivier ?

Après la chute du gouvernement Berlusconi, en janvier 1995, suite aux mouvements de grèves et de manifestations contre la réforme des retraites, ont lieu des élections générales au printemps 1996. C'est à l'occasion de ces élections que s'est formée la coalition de l'Olivier, qui a été portée au pouvoir.

### Qui composait cette coalition et ce gouvernement ?

A tout seigneur, tout honneur, commençons par son chef : Romano Prodi, baptisé "*le Delors italien*". Voici ce qu'en disait l'AFP : "*Proche de l'ancienne Démocratie chrétienne et aujourd'hui du Parti populaire italien qui l'a remplacée, il a commencé sa carrière comme ministre de l'Industrie de novembre 1978 à mars 1979 dans le gouvernement démocrate-chrétien de Giulio Andreotti. Par deux fois il a été président de l'Institut pour la reconstruction industrielle (IRI), gigantesque holding d'Etat, contrôlant les plus importants secteurs d'activité, qu'il a contribué à démanteler par une politique de privatisation toujours en cours.*"

Du fait de ces états de service, R. Prodi est devenu chef du gouvernement italien, et ensuite président de la Commission de Bruxelles, où il continue à exercer ses talents de privatiseur-destructeur.

### Par qui Romano Prodi était-il entouré dans son gouvernement ?

On trouvait tout d'abord, Lamberto Dini, qui était ministre du Trésor sous le gouvernement de Berlusconi, pour mettre en place la contre-réforme des retraites. Dini a été directeur général de la Banque d'Italie, après avoir été durant 17 ans un haut fonctionnaire du FMI. C'est donc un vrai spécialiste en plans d'ajustement structurel. C'est lui qui, ministre dans le gouvernement Berlusconi, a donné son nom à la contre-réforme des retraites.

Il y avait également Carlo Ciampi, l'actuel président de la République, qui a été lui aussi l'un des dirigeants de la Banque d'Italie. Mais il a surtout été "l'homme du dialogue avec les syndicats". En effet, c'est lui qui, en 1993, en tant que Premier ministre, a signé un pacte avec les syndicats entraînant une baisse importante des salaires réels, par la suppression de l'échelle mobile des salaires.

Mais dans cette coalition, il n'y

avait pas que des banquiers. Les dirigeants des partis de “gauche” et d’“extrême gauche” occupaient une place essentielle, car sans leur collaboration les mesures dictées par le FMI et l’Union européenne ne pouvaient pas s’appliquer.

Étaient membres du gouvernement des dirigeants de l’ex-Parti communiste italien (rebaptisé DS, Démocrates de gauche, depuis que ce parti est membre de l’Internationale socialiste).

Il y avait Walter Veltroni, vice-président du Conseil, qui se définissait lui-même comme “*fils de Berlinguer* (dirigeant du PCI partisan du compromis historique avec la démocratie chrétienne) et de Kennedy”.

On trouvait aussi Luigi Berlinguer, qui, comme ministre de l’Éducation nationale, entreprendra la “réforme” de l’école pour instaurer l’autonomie de toutes les écoles dans le cadre d’un système unique comprenant le public et le privé. Une partie de ces réformes a commencé à démanteler le cadre de l’Éducation nationale. Deux autres réformes, celle des cycles et celle sur le salaire au mérite, ont dû être retirées suite à la mobilisation des enseignants et des parents.

Il y avait aussi Massimo D’Alema, secrétaire général de DS, qui déclarait au lendemain même de la victoire de l’Olivier : “*Le gouvernement doit engager la réforme sur le fédéralisme de l’Etat et des administrations publiques. Le dialogue avec Bossi est ouvert.*” Or Bossi est le chef d’un parti, la Ligue du Nord, ouvertement raciste, qui revendique la séparation entre le nord et le sud de l’Italie, et la dissolution de la nation italienne.

Mais l’Olivier ne pouvait gouverner sans l’indispensable “*soutien critique*” de l’extrême gauche, fourni par Refondation communiste. Refondation communiste ne siégeait pas au gouvernement, mais ses votes au Parlement étaient indispensables à l’Olivier. Que déclarait son secrétaire général, Fausto Bertinotti ? “*Grâce à Refondation communiste, il a été possible de poursuivre et d’atteindre l’objectif de l’entrée dans l’Union monétaire européenne.*” Autrement dit, grâce à Refondation communiste, le gouvernement de l’Olivier, dirigé par Prodi, a pu privatiser, licencier, s’attaquer aux retraites et aux systèmes de santé, pour satisfaire aux critères de convergence de Maastricht. Un programme somme toute radicalement “révolutionnaire” !

L’Olivier a gouverné de juin 1996 à octobre 1998, jusqu’à la chute du gouvernement Prodi, provoquée par le retrait du soutien de RC au Parlement. Soit près de 28 mois, un record de stabilité, pour faire rentrer l’Italie dans les critères de Maastricht. En 1998, le PRC quitte la majorité parlementaire. Durant cette période, le PRC vote les lois de finances qui imposent des coupes budgétaires de 50 milliards d’euros par an, vote les lois sur la précarisation, sur la destruction des contrats collectifs nationaux, vote les premières privatisations. Il payera sa participation au gouvernement Prodi aux élections générales de 1999. Le PRC s’effondre.

Et c’est cette même coalition, avec les mêmes protagonistes, que se propose de soutenir Refondation ?

---

## LE “MANIFESTE POUR L’EUROPE” DE ROMANO PRODI ET REFONDATION

---

Aujourd’hui, le même Romano Prodi, qui hier a présidé l’Olivier et qualifié l’Italie pour l’euro, président actuel de la Commission européenne, est à nouveau candidat à la présidence du Conseil autour d’un *Manifeste pour l’Europe* et pour un “*Nouvel Olivier*”.

Selon la *Stampa* (14 novembre 2003), les six partis de l’Olivier (dont la Margherita — parti qui prône la doctrine sociale de l’Église —, DS — ancien PCI —, le SDI — sociaux-démocrates italiens —, les Verts) se sont réunis et ont adopté un document : tous les partis de l’Olivier

reconnaissent le document de Prodi comme une base positive. Toutes les listes qui se présenteront aux élections européennes auront une référence commune à l’Olivier.

Qu’en dit Refondation communiste ?

Le 15 novembre, *Liberazione* publie un article de Bertinotti au titre indicatif : “*Qu’est-ce qui ne nous convainc pas dans le Manifeste de Prodi.*” Il existe donc des choses qui “convainquent” et d’autres non.

L’article est un commentaire du *Manifeste pour l’Europe* de Prodi. Dans cet article, Bertinotti commence par les “mérites” du *Manifeste* :

“*Dans les mérites du document, nous sommes assez loin de l’apologie de la mondialisation du centre-gauche des années passées (de Clinton à d’Alema). Il n’y a plus d’apologie de la mondialisation, il y a la conscience des dégâts, des*

*injustices, des désastres, une expression de la régression en termes sociaux, politiques et culturels de ces dernières années. Il y a aussi une tentative de réélaborer une pensée sociale catholique et il y a une nouvelle attention aux mouvements, en particulier au peuple, pour la paix (...). Enfin, il est reconnu que la guerre est le concentré de tous les maux et que la recherche de la paix est encore aujourd'hui le trait essentiel de l'idée même de l'Europe (...).*"

Suivent des critiques sur "l'absence de critique de la politique de Bush sur la guerre préventive et la reconnaissance d'un rôle stratégique dans la construction d'un nouveau système de relations internationales" et sur "l'absence d'une critique plus radicale des politiques néolibérales". Il semble donc qu'il faille aller plus loin que Prodi, qui a cependant ouvert une voie juste.

Et en fait, l'article se conclut ainsi :

*"Mais malgré une défiance contre la gauche modérée et le camp réformiste et son projet, le Manifeste de Prodi semble être une référence importante, qui peut être utilement développée. La fin de l'apologie de la mondialisation néolibérale, l'attention aux mouvements et une inspiration de solidarité, même si elle est incapable d'aller jusqu'au fond de la crise de la civilisation, peuvent permettre un dialogue dans une compétition."*

Bertinotti commence par apprécier la "réélaboration" par Prodi de la "pensée sociale catholique". Il s'agit là de la référence à la démocratie chrétienne, à la doctrine sociale de l'Eglise, à l'alliance avec le Vatican. Refondation se situe dans la tradition du Parti communiste italien, qui a gouverné avec la démocratie chrétienne dans le cadre du "compromis historique".

Et pour Bertinotti, Prodi ne fait plus l'apologie de la mondialisation néolibérale. Comme l'ont fait Chirac, Raffarin et bien d'autres lors du Forum social européen de Paris-Saint-Denis, Prodi "porte une attention aux mouvements et à la solidarité". Prodi, le privatiseur, serait simplement "incapable d'aller jusqu'au fond de la crise de civilisation" ! Comment peut-on critiquer, s'opposer à la Constitution européenne et en même temps trouver du positif dans le Manifeste du président de la Commission européenne ? N'est-ce pas ce même Prodi, qui, avec la Commission

européenne, élabore depuis des années les directives européennes de destruction de tous les acquis sociaux ?

---

## QUE PROPOSE REFONDATION ?

---

Dans le document adopté lors du conseil national politique de Refondation des 25 et 26 octobre, il est proposé d'agir pour la construction "d'une gauche alternative" en Italie et en Europe :

*"La construction d'une gauche alternative a en Europe sa dimension naturelle. L'expérience du Groupe de la gauche unie au Parlement européen représente, dans cette perspective, une ressource importante (...). Le rapport avec le mouvement, la cohérence de l'opposition au projet de Constitution européenne, au projet d'armée européenne, le conflit social représentent les lignes de force pour la construction politique et programmatique de la gauche alternative en Europe, pour la construction d'une autre Europe."*

Opposition à la Constitution européenne ? Mais comment est-ce possible en "trouvant du positif" avec Prodi, l'un des initiateurs et promoteur de la Constitution européenne ? Comment peut-on s'opposer au projet de Constitution européenne, non en paroles, mais en actes, et s'approprier à gouverner avec Romano Prodi ?

Qu'est-ce que cette "gauche alternative" ?

*"Nous pensons que le temps est venu d'affronter le thème de la démocratie et des formes de participation à l'intérieur du mouvement, non pas pour reproduire les formes traditionnelles de la vie des partis et des organisations de masse, mais pour initier concrètement des formes d'expérimentation et d'innovation."*

Avec qui s'agit-il d'innover et d'expérimenter ?

Dans un éditorial du 24 octobre, sous le titre "Oui, nous voulons un syndicat fort", on peut lire : un syndicat « qui se rebelle contre le lieu commun, qui, désormais, domine les pays européens, pour lesquels qui défend les travailleurs "appartient à l'axe du mal", ainsi que l'a dénoncé John Monks, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats », est nécessaire. La référence de Refondation

pour le “nouveau mouvement ouvrier”, pour “la gauche alternative”, est donc la Confédération européenne des syndicats (CES). C’est ce même secrétaire général de la CES, John Monks, qui a déclaré lors du Forum social européen de Paris-Saint-Denis qu’il appelait à voter pour la Constitution européenne. C’est cette même CES qui a exigé et obtenu que la Charte des droits fondamentaux, négation de tous les droits conquis dans le cadre des nations, soit intégrée dans la Constitution européenne. Alors, peut-on s’opposer à la Constitution européenne tout en se félicitant des déclarations de la CES, qui se prononce pour la Constitution européenne ? Et c’est avec la CES que doit se construire le “nouveau mouvement ouvrier” ?

Cela, c’est la politique de Refondation. Voyons ce qu’en disent les membres de Democrazia Proletaria, minorité dans Refondation, qui ont fait une déclaration “d’abstention” lors du conseil politique national de Refondation des 25 et 26 octobre. Il faut

*« refonder la nécessité de nouvelles institutions du mouvement ouvrier, de nouveaux syndicats, de nouveaux partis, de nouvelles formes associatives. L’objectif du nouveau mouvement ouvrier est central, il consiste en la capacité de “composer” les besoins et les droits du vieux et du nouveau prolétariat (...). Le mouvement a eu le mérite de proposer l’unité plus large quand cela semblait impossible à beaucoup : nous pensons à la capacité de dialogue avec la CES, le 4 octobre. »*

“Composer les besoins et les droits du vieux et du nouveau prolétariat”. Il n’y a donc pas une seule classe ouvrière ?

Suit un catalogue des initiatives qui devraient caractériser la “gauche alternative” : proposition d’une nouvelle échelle des salaires, pour un salaire social, pour une nouvelle loi de représentation syndicale.

Pas un mot sur le retrait des “réformes” des retraites, de l’école, de la santé, de la Constitution italienne, pas un mot sur l’arrêt des licenciements.

Le Secrétariat unifié, comme Bertinotti, considère qu’il ne faut pas défendre

“l’ancien”, qu’on ne peut pas défendre les acquis. Normal, s’il s’agit de “dialoguer” avec la CES, qui est initiatrice de la réforme des retraites, pour la “formation tout au long de la vie”, pour “l’harmonisation européenne”, pour une nouvelle représentation syndicale, conforme au “syndicalisme rassemblé” de la CES, pour “un revenu social minimal européen”, pour cogérer l’Union européenne.

Et que disent les membres du Secrétariat unifié sur l’accord avec le “Nouvel Olivier” ? Le document émet des doutes, argumentant l’abstention. Que lit-on ?

*“Certainement, battre Berlusconi signifie également le battre sur le terrain électoral avec des choix tactiques, les convergences nécessaires pour ne pas laisser le pays à la droite. On dit que le désistement est impraticable, mais le désistement obtient l’objectif pour lequel il a été créé, c’est-à-dire battre Berlusconi.”*

Le Secrétariat unifié ouvre la porte à un nouveau 1996, au “Nouvel Olivier”. Ainsi, pour les membres du Secrétariat unifié, de la nouvelle gauche altermondialiste, il n’y a pas d’autre choix que Prodi, le président de la Commission européenne ? Alors, encore une fois, que signifient les déclarations sur la Constitution européenne ? Bertinotti s’oppose à la Constitution européenne et s’appête à gouverner avec Prodi. Le Secrétariat unifié s’abstient, mais se situe sur le même terrain, celui du “nouveau mouvement ouvrier”, de la CES, de la société civile, des ONG .

En 1991, Refondation se constituait, ses références étaient le combat pour une société sans classes. En 2003, avec le rôle que joue le Secrétariat unifié au sein de cette organisation, Refondation devient le chantre de l’Union européenne, de l’altermondialisation, de l’entreprise de destruction du mouvement ouvrier organisé pour sa fusion avec la CES, la société civile, “le nouveau mouvement ouvrier”.

---

## REFONDATION COMMUNISTE ET LES LICENCIEMENTS CHEZ FIAT

---

Le 18 octobre 2002, l'Italie est paralysée par la grève générale, appelée par la CGIL. Pas un avion, pas un train, pas un bus ne circule. La grève est totale dans la métallurgie, après l'annonce de 11 000 licenciements chez Fiat, sur un effectif de 31 000, dont la fermeture totale de deux usines. L'Italie subit de plein fouet les conséquences de la politique de désertification menée par l'Union européenne : 280 000 suppressions d'emplois sont annoncées dans les mois à venir. Fiat, c'est le cœur industriel de l'Italie, détruire Fiat, c'est vouloir détruire le cœur de la classe ouvrière italienne, de la nation italienne.

Durant cette période, RC est investi dans la préparation du Forum social européen qui se tient à Florence, du 6 au 10 novembre 2002. A aucun moment le FSE ne se prononcera pour l'annulation des licenciements chez Fiat.

Turigliatto est responsable national pour les entreprises pour RC, il est un des dirigeants de l'organisation du Secrétariat unifié en Italie. Voici ce qu'il a déclaré : *"Un autre futur pour la Fiat est possible"* :

*"Nous proposons de changer de modèles et de fabriquer des voitures écologiques. Cette crise, c'est l'occasion pour réorganiser et repenser tout le système des transports. Il ne suffit pas de construire plus de voitures, il faut réorganiser tout le système des transports"* (interview donnée à un correspondant d'*Informations ouvrières* à Turin, en décembre 2002).

Arrêtons-nous à ces affirmations : 5 600 travailleurs de Fiat ont été licenciés début décembre, ils touchent 500 euros par mois en "cassa integrazione" et, au bout de deux ans, ils ne toucheront plus rien. 3 000 travailleurs vont être licenciés en juin 2003. Avec la sous-traitance, ce sont 30 000 emplois qui sont liquidés. A Turin, en 1991, étaient produites 905 016 autos, en 2002, 280 000, et pour 2003, les prévisions sont de 170 000. En 1991, toujours à Turin, il y avait 58 344 salariés, 22 350 en 2002, 17 300 prévus en 2003. C'est une véritable liquidation de Fiat qui

est en cours, d'autant plus brutale que General Motors a acheté 20 % des actions de Fiat en 2000, avec une option d'achat des 80 % restants en 2004. Turigliatto n'évoque même pas ces licenciements et n'avance à aucun moment la revendication d'annulation des suppressions d'emplois, de réintégration des ouvriers licenciés. Nous posons une question à ce "spécialiste" en reconversions : en 2004, quand General Motors détiendra 100 % de Fiat, combien d'ouvriers restera-t-il pour produire la "voiture écolo" ? Le slogan du FSE, *"Un autre monde est possible"*, ne conduit-il pas, au nom d'un monde meilleur, à accepter les licenciements ? (Nous renvoyons à ce propos à l'article paru dans *La Vérité*, n° 34, *"Le travail est-il une marchandise ?"*.)

La revendication à défendre hier comme aujourd'hui n'est-elle pas : unité des travailleurs et des organisations syndicales pour l'annulation des licenciements et exiger la réintégration des licenciés, n'est-ce pas ce pourquoi les ouvriers de Fiat avec leurs familles ont fait grève et manifesté dans toute l'Italie ?

Le 16 décembre 2002, la Fédération européenne de la métallurgie (membre de la CES) organisait une journée européenne de solidarité à Fiat. Son secrétaire général, Kuhlmann, a pris la parole à Turin devant quelques centaines d'ouvriers pour affirmer, lui aussi, qu' *"un autre futur est possible pour la Fiat"* en fabriquant des voitures "éco-compatibles". Rappelons que la CES était déjà coorganisatrice du Forum social européen de Florence. RC a non seulement appelé à la journée de "solidarité européenne" le 16 décembre, mais Turigliatto a accueilli à Turin Kuhlmann, "expert en restructurations". La Fédération européenne de la métallurgie, à son dernier congrès, déclarait :

*"La FEM considère la politique industrielle comme une occasion de mettre en place un instrument de politique structurelle différencié et non comme un prétexte pour soutenir ou même réintroduire des aides d'Etat destinées à remettre à flot des entreprises incapables de soutenir la concurrence."*

La FEM s'est donc prononcée contre toute aide d'Etat pour sauver la Fiat, et, dans cette logique, elle a soutenu la

Commission de Bruxelles contre la prise de participation en France de l'Etat dans le capital d'Alstom. C'est cette politique de la CES que soutient la direction de RC. Rappelons que John Monks, président de la CES, s'est prononcé pour la Constitution européenne. Il ne s'agit pas là d'un accord conjoncturel, Refondation a coorganisé le Forum social européen avec la CES, comme la manifestation du 4 octobre 2003 à Rome.

---

## REFONDATION COMMUNISTE ET LES RETRAITES

---

**Un bref rappel :** fin 1994, alors que Berlusconi était au pouvoir, après 3 mois de grèves et de mobilisation pour le retrait de la réforme Dini des retraites (allongement de 5 de l'âge de départ à la retraite, baisse du niveau des prestations), les dirigeants de toutes les confédérations syndicales signaient un accord pour la mise en œuvre de cette contre-réforme. Cette contre-réforme prévoyait de passer de 35 à 40 annuités à partir de 2000. Aujourd'hui, en application de la réforme, le montant des prestations a diminué d'environ 35 %. Cependant, comme conséquence de la résistance de la classe ouvrière, il suffit encore, pour toucher une retraite, de cotiser 35 ans.

Sur injonction de la Commission de Bruxelles, du sommet de Barcelone, Berlusconi, comme tous les gouvernements de l'Union européenne, entend imposer immédiatement les 40 ans de cotisations et augmenter l'âge de départ en retraite.

La classe ouvrière est à nouveau confrontée à une question : "Unité pour le retrait de la réforme des retraites" ou "Une autre réforme est possible". Dans l'appel à la grève de 4 heures pour le 24 octobre, en date du 30 septembre, on peut lire : "*Ce sera le début d'une mobilisation qui durera tout le temps nécessaire pour contester et modifier les choix faits par le gouvernement*", et qu'une réforme est nécessaire, "*mais plus flexible et volontaire dans les choix pour les travailleurs, surtout pour les formes les plus dures de travail*".

Les 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2003, des dizaines d'usines se mettent spontanément en grève.

Le 3 octobre, la réforme est officiellement présentée par le gouvernement. Le 4 octobre, les trois organisations syndicales manifestent à l'appel de la CES à Rome, "*comme premier moment de la lutte*". Rappelons que la CES a élaboré avec l'Union européenne les nécessaires réformes des retraites.

Malgré cela, le 24 octobre, la classe ouvrière, dans toute l'Italie, se mobilisait en masse, à l'appel des confédérations syndicales CGIL, UIL et CISL, pour défendre les retraites. Les syndicats avaient appelé les travailleurs à 4 heures de grève et à manifester dans 100 villes. 10 millions se sont mis en grève, et 1,5 million sont descendus dans la rue, du sud au nord de l'Italie. Encore une fois, c'est toute la nation qui s'est mobilisée pour défendre un droit national. Malgré toutes les manœuvres, cette grève a représenté une véritable lame de fond. On lit dans *La Repubblica* :

*"Tous les moyens de transport étaient paralysés, les écoles fermées à 85 %. Les travailleurs de la grande industrie étaient soit chez eux, soit dans la rue : 70 % de grévistes à la Fiat à Turin, 85 % à Melfi, 100 % à l'Alfa-Roméo à Naples. 80 % de grévistes à Turin, 90 % à Naples..."*

C'est la confirmation que, comme en 1994, la classe ouvrière, dans toute l'Italie, n'accepte pas la destruction de son système de retraite, arraché dans les années 1945-1948, après des années de lutte contre le fascisme de Mussolini.

Mais en novembre-décembre 1994, les dirigeants de la CGIL, de l'UIL et de la CISL ont accepté de signer la réforme Dini des retraites, du nom du ministre de l'Economie du premier gouvernement Berlusconi. C'est cette réforme qui a été mise en œuvre par le gouvernement de l'Olivier, dirigé par Prodi. C'est cette "contre-réforme" qui a permis de baisser le montant des retraites de 35 % en moyenne et d'introduire une dose de capitalisation, autrement dit les fonds de pension.

Voilà pourquoi les dirigeants des organisations syndicales déclarent : "*Nous sommes pour défendre et appliquer la réforme Dini*", et cela contre la volonté des travailleurs. Le journal, lié à l'Entente, *Tribuna Libera* déclare quant à lui :

*« L'unité ne peut se faire que sur des bases claires : retrait total de la "réfor-*

*me”, maintien des 35 annuités, départ à la retraite à 57 ans, non au système de capitalisation. Et cela exige la rupture avec la réforme Dini de 1995. »*

---

## QUE FAIT, QUE DIT REFONDATION ?

---

A propos de la “réforme Dini”, *Il Giornale* (journal de droite) indique :

*“Il est évident que la dure réaction de la CGIL, de l’UIL et de la CISL provient du fait qu’elles ont été écartées d’un domaine, celui des retraites, où, jusqu’alors, toutes les décisions ont été prises en concertation entre le gouvernement et les syndicats. La réforme Dini en 1995 — défendue à toute force par les syndicats — a été en fait écrite par les experts de la CGIL, de l’UIL et de la CISL.”*

On lit dans *La Repubblica* que “Pezzota, Fassino, Bertinotti ont défilé ensemble” à Rome. Quelques jours avant la manifestation, Fassino, secrétaire général de DS, s’était prononcé publiquement contre la grève ! En revanche, Bertinotti était un farouche partisan de cette grève. *Il Giornale* rapporte que Bertinotti, à la fin de la manifestation, a affirmé : “On peut retourner à la réforme Dini, mais pour aller à gauche.” Y aurait-il donc de “bons fonds de pension”, à condition qu’ils soient gérés par la gauche et l’extrême gauche ? RC, en revendiquant “une bonne application de la réforme Dini”, aurait-elle comme rôle d’aider à faire passer la “réforme” Dini, votée sous le gouvernement Berlusconi et mise en œuvre par le gouvernement Prodi ?

Est-ce pour cela que, dans *Liberazione* (6 septembre), Patricia Sentinelli, membre du secrétariat national de RC, déclarait : “Il n’y a aucun antagonisme avec la CES.” RC appelait à manifester à Rome le 4 octobre avec les altermondialistes, pour “une autre Europe”, dont on a vu que le contenu s’inscrit dans le cadre de la Constitution européenne ! Bertinotti déclarait dans *Liberazione* :

*“Ces deux manifestations (celle de la CES et celle des altermondialistes) sont comme deux grands fleuves qui convergent vers la mer de la construction d’une autre Europe.”*

---

## REFONDATION ET LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE MAI-JUIN 2003. POUR UNE ALLIANCE SANS RIVAGES

---

Il y a eu des élections municipales les 24 mai et 8 juin 2003. RC a passé des alliances dans toutes les villes avec l’Olivier, coalition de partis de gauche et de droite, pour défendre le programme de Prodi, président de la Commission de Bruxelles (cela n’a pas été possible seulement dans 5 ou 6 villes, suite au refus de l’Olivier).

La province de Rome était considérée par tous les observateurs comme le symbole de cette élection, en raison des 3 millions d’électeurs appelés à voter, sur un total de 11. Dans cette province, c’est le candidat de la “Margherita” (parti se réclamant de la doctrine sociale de l’Eglise) soutenu par l’Olivier et Refondation communiste, Gasbarra (adjoint au maire DS de Rome, Veltroni), qui l’a emporté. Le taux de participation a été de 66,5 %, comme pour les précédentes élections, ce qui est peu pour l’Italie, où la participation tourne autour de 80 %.

Qui est Gasbarra ? Voici ce qu’on lit dans *Le Corriere della Sera* (27 mai) :

*“Le brillant quadra, d’origine démocrate-chrétienne, était une carte à jouer : à chaque fois qu’il a été candidat, non seulement il a gagné, mais il a dépassé les scores des partis qui le soutenaient. Peu avaient parié sur sa victoire au premier tour sans ballottage, même si la coalition pro-Gasbarra a tout fait pour gagner : aux côtés de l’Olivier se sont déployés Refondation communiste, le parti de Di Pietro et jusqu’au mouvement de Nanni Moretti, qui a soutenu ouvertement le candidat catholique.”*

Autrement dit, c’est pour un candidat démocrate-chrétien, de la “Margherita”, que Refondation communiste a fait campagne. Il faut savoir que la démocratie chrétienne, en Italie, s’est identifiée jusque dans les années 1980 à l’Etat, avec tout ce que cela implique comme corruption. Rejetée par les masses, elle tente de survivre au travers de multiples formations, qui ne peuvent exister qu’avec le soutien des dirigeants des partis de gauche. Cette même orientation a été mise en œuvre par RC au deuxième tour de ces élections communales. C’est ainsi que, dans la province de Vénétie-Frioul,

RC a appelé à voter pour Ricardo Illy, industriel du café et ex-maire de Trieste. Cela afin de battre la candidate de la Ligue du Nord, Parti xénophobe et fascisant. Qui est ce Ricardo Illy ? *Le Corriere della Sera* a interviewé le député Roberto Damiani, un proche de Illy :

*“Ricardo apprécie les idées de Romano Prodi, mais cela ne signifie pas qu’il soit prodien. C’est fondamentalement un illyen.”*

Autrement dit, Ricardo Illy n’est qu’un aventurier, qui se sert de la politique pour faire prospérer ses affaires, un peu comme Berlusconi lui-même. Voilà quel genre d’affairiste a soutenu RC ! Mais *Libe-razione* est quand même obligé de reconnaître qu’il y a eu des problèmes pour établir un programme commun avec Illy :

*“Il y a eu une rupture avec le passé concernant la paix et l’accueil des immigrants, la démocratie participative, la santé, l’écologie, et sur la future loi électorale. Mais sont restés en suspens des questions comme celle de la privatisation des autoroutes de Vénétie.”*

Autrement dit, sur des secteurs qui ne peuvent pas rapporter immédiatement de gros profits pour l’homme d’affaires Illy, un accord a été possible, mais s’agissant des milliards de profits à tirer de la privatisation des autoroutes, c’est chacun pour soi ! Voilà quel programme a soutenu RC.

En ce sens, RC, dans ces élections, au nom de la lutte contre Berlusconi, a participé à toutes les alliances avec le centre-gauche, jusqu’aux démocrates-chrétiens.

Dans une interview à *La Repubblica* (30 mai 2003), Bertinotti, le confirme :

*“Sur l’article 18, sur les luttes sociales, sur la paix, il y a des morceaux du centre-gauche qui sont plus proches de nous que des composantes technocratiques. Je ne parle pas seulement des Verts, du Parti des communistes italiens, de la gauche de DS, mais aussi de morceaux importants du monde catholique.”*

Cette politique d’alliance avec “le monde catholique” vient de loin. Togliatti, ancien secrétaire général du Parti communiste italien à la Libération, rentré en Italie, a imposé que soient inscrits dans la Constitution italienne les “accords de Latran”. Le Parti communiste italien a été un facteur décisif de la reconstruction de l’Etat bourgeois après la chute de

Mussolini, en s’alliant pour cela avec la démocratie chrétienne. Dans les années 1970, le Parti communiste italien justifia cette politique par ce qu’il appela le “compromis historique”. En 1976-1977, Andreotti, démocrate-chrétien, n’a pu gouverner qu’avec le soutien du Parti communiste italien à la Chambre des députés, dont l’un des responsables, Ingrao, était le président.

C’est donc dans la continuité de cette politique et sciemment que RC a passé partout des alliances avec “le monde catholique” et avec le centre-gauche, qui, durant 5 ans, entre 1996 et 2001, quand il était au pouvoir avec dans un premier temps Prodi et ensuite D’Alema, a mené une politique, au service de l’Union européenne, de privatisation des services publics, de destruction des retraites, de régionalisation, une politique qui a été la pointe avancée de l’intégration des syndicats à la mise en œuvre des directives européennes.

Durant cette campagne électorale, les dirigeants du centre-gauche, non seulement ont justifié leur soumission à l’Union européenne, mais ils se sont engagés à poursuivre dans la même voie s’ils revenaient au pouvoir. Ainsi, interviewé dans *L’Espresso*, Fassino, le secrétaire général de DS, se prononce pour une candidature de Prodi, l’actuel président de la Commission de Bruxelles, aux prochaines élections générales.

Sur le terrain électoral, RC passe systématiquement des alliances avec les partis de centre-gauche, aux ordres de Prodi, et des organisations issues du “monde catholique”. Ce parti, qui se présente comme l’inspirateur des altermondialistes, n’hésite pas à s’allier, comme on l’a vu pour les élections à Rome et en Vénétie, avec des affairistes ou des agents du Vatican. Et maintenant, Refondation cherche à nouveau à un accord avec Romano Prodi, qui se propose de former un “Nouvel Olivier”.

Ce parti de “la gauche de la gauche”, du “mouvement des mouvements”, n’est-il pas dans les faits un auxiliaire de Prodi, donc de la Commission de Bruxelles, dont Prodi, l’Union européenne, les gouvernements ont besoin, parce qu’aujourd’hui les appareils traditionnels des partis politiques institutionnels ne suffisent plus à

faire passer tous les plans destructeurs que rejettent les travailleurs et les peuples ?

Le rôle d'un parti ouvrier indépendant n'est-il pas de mener une politique qui défende pied à pied les acquis de la classe ouvrière arrachés par le mouvement ouvrier dans le cadre des nations, n'est-il

pas de préserver l'indépendance des organisations syndicales ? Et peut-on défendre les intérêts ouvriers sans rompre dans les actes avec l'Union européenne et le projet de Constitution européenne ?

**Lorenzo Varaldo**

**L'Italie connaît une crise politique. Prodi, ancien président du Conseil du gouvernement de l'Olivier, actuel président de la Commission européenne, est candidat à la formation d'un "Nouvel Olivier". Que dit Bertinotti à ce sujet ?**

**Interview de Fausto Bertinotti  
(secrétaire général de Refondation communiste),  
La Repubblica (22 septembre 2003)**

**Question du journaliste :** *“RC et l'Olivier qui se rencontrent, cela n'était pas arrivé depuis la rupture avec le gouvernement Prodi.”*

**Bertinotti** répond : *“C'est une rencontre sans précédent, une nouveauté. Ce n'est pas un Olivier élargi, mais la réunion de toutes les oppositions. C'est-à-dire le début d'un nouveau parcours, indépendamment des formes politiques que prennent les différents protagonistes.”*

**Commentaire :** RC cherche donc à reconstituer une alliance durable avec l'Olivier, même si cela doit prendre une forme particulière. Rappelons que l'Olivier a été constitué en 1995 par Prodi (voir encadré plus haut).

**Le journaliste poursuit :** *“La voie est donc libre pour Prodi, redevenu leader du centre-gauche ?”*

**Bertinotti :** *“Nous n'avons pas d'a priori, mais ce n'est pas le moment d'ouvrir une discussion prématurée et hors sujet. Dans le cas où ce serait Prodi, comme produit d'une discussion sur un programme alternatif, nous ne mettrions pas d'obstacles. Mais je pense que désigner le leader avant d'élaborer le programme, c'est mettre la charrue avant les bœufs.”*

**Commentaire :** Bertinotti n'est-il pas un illusionniste ? Voudrait-il nous faire croire que Prodi pourrait défendre un “programme alternatif”, défendre un programme en rupture avec le capitalisme, donc avec les institutions européennes ? Quelle autre politique que celle de destruction des conquêtes sociales pourrait appliquer Prodi ? On l'a vu à l'œuvre en Italie de 1996 à 1998 et jusqu'à maintenant à la tête de la Commission de Bruxelles. Discuter avec Prodi d'un programme n'est-il pas en réalité définir les moyens pour appliquer Maastricht et la Constitution européenne ?

**Laissons donc la parole à Prodi lui-même.**

*La Repubblica* (18 juillet 2003) interviewe Prodi et son porte-parole, Arturo Parisi.

Celui-ci explique : *“L'Olivier doit se présenter comme une formation européenne. Avec le même projet pour lequel se bat Romano Prodi en Europe.”*

*La Repubblica* rapporte ensuite les propos de Prodi : *“Le discours ne concerne pas seulement l'Italie, mais devrait impliquer aussi d'autres pays. Pour tout le monde, il est utile qu'en Europe il y ait des listes communes. Vu de l'Europe, c'est un problème plus européen qu'italien. Si bien que je m'adresse aussi bien aux formations de centre-gauche que de centre-droit.”*

Autrement dit, il s'agit de construire, en vue des élections européennes, un “Parti de la gauche européenne” sans rivage à droite, dont le programme s'identifie à la politique menée par Prodi depuis qu'il est à la tête de la Commission de Bruxelles. Politique qu'on pourrait résumer en quelques mots : déréglementer, privatiser, en finir avec les conquêtes sociales, et, pour cela, régionaliser en éclatant les Etats-nations au profit des firmes multinationales américaines. Ce qui va être poursuivi avec la mise en œuvre de la Constitution européenne dans les mois qui viennent.

# Plan Baker II : plan pour la paix ou "feuille de route" pour le démantèlement des nations du Maghreb ?

*Par Yassine Lamin*

---

## LE MAROC EST AU BORD DU GOUFFRE

---

Au mois de janvier 2004 doit être mis de nouveau à l'ordre du jour du Conseil de sécurité de l'ONU ce qu'on appelle le plan Baker sur le Sahara occidental. Rappelons que James Baker, ex-secrétaire d'Etat des Etats-Unis, au nom du secrétaire général de l'ONU, travaille depuis dix ans pour établir un plan d'autonomie pour le Sahara occidental.

En juillet 2003, une deuxième version du plan Baker (plan Baker II) a été adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU, par le biais de la résolution 1495. La position initiale du gouvernement marocain est opposée à ces plans, qui prévoient d'établir dans le Sahara occidental une large autonomie, l'élection d'une Assemblée législative et d'un président exécutif pour une prétendue autorité du Sahara occidental (ASO). Cette autonomie se maintiendrait pendant 4 ou 5 ans, et, à la fin de cette période, un référendum serait organisé pour décider le maintien de l'autonomie, l'intégration au Maroc ou l'indépendance. Il

faut ajouter que les élections à l'Assemblée législative autonome seraient fondées sur le recensement électoral fait par l'Espagne en 1974 et que le référendum serait fait sur la base des résidents dans le Sahara depuis 1999.

Le 20 octobre dernier, le secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, avait engagé le Maroc "à participer de façon constructive au processus en acceptant le plan (le plan Baker) et en l'appliquant". Le rapport du secrétaire général des Nations unies a fait savoir aux autorités marocaines qu'elles avaient jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2004 pour accepter le plan Baker et précisait qu'il compte proroger le mandat de la Minurso (mission de l'ONU au Sahara occidental) jusqu'au 31 janvier prochain :

*"Je souhaite, déclare Annan, qu'à cette date, le royaume du Maroc soit en position de s'engager de façon positive dans la mise en œuvre du plan."*

Avant d'ajouter :

*"Si ce n'est pas le cas, je retournerai devant le Conseil de sécurité avec mes opinions sur l'avenir du processus de paix au Sahara occidental, ainsi que sur le mandat de la Minurso."*

Il n'échappe à personne que la création d'un Etat croupion dans la région, en l'occurrence l'Etat sahraoui, serait un facteur de déstabilisation de tout le Maghreb, attisant toutes les rivalités tribales, régionales ou ethniques, surtout si l'on prend en considération les développements en cours en Algérie avec la question kabyle et la manipulation de la question tamazight au Maroc même. Tout d'abord, il faut considérer qu'une partie significative de la population en Algérie et au Maroc est berbérophone. Du point de vue démocratique et de la défense de la nation, la revendication du droit à la langue et à la culture est légitime et plus que justifiée. Le déni de ces droits entraîne dans les faits la possibilité de manipuler cette question, dans l'objectif de dresser la population berbérophone contre la population arabophone.

Le plan Baker vise à enfoncer le Maroc et le Maghreb dans le même processus que celui que connaissent les populations, les nations et les Etats de l'Afrique subsaharienne, c'est-à-dire une Afrique vouée à la destruction, à la guerre, au dépeçage et au pillage de ses richesses naturelles et économiques, et où les travailleurs et les peuples sont menacés même dans leur existence physique.

L'impérialisme, pour essayer de surmonter la crise du régime pourrissant de la propriété privée des moyens de production, s'attaque à la classe ouvrière et à la force de travail. Au Maroc comme ailleurs, cette offensive contre la force de travail, qui implique des mesures tendant à démanteler les droits sociaux qui existent à l'échelle nationale, notamment le Code du travail, amène à la dislocation de la nation. C'est pour cette raison que cela s'accompagne de la réforme de la Constitution, par exemple, en éliminant des droits de douane et le processus de régionalisation. La nation est le cadre dans lequel la classe ouvrière s'est constituée comme classe et a arraché ses revendications.

Dans le cas du Maroc et du Maghreb, l'objectif prioritaire de l'impérialisme, c'est à la fois le contrôle des richesses énergétiques et des matières premières et, en ce sens, la constitution d'un Etat croupion au Sahara occidental, riche en phosphate, permettant l'accès direct aux gisements de pétrole et de gaz de l'Algérie, est un objectif pour l'impérialisme d'une grande importance.

Le plan Baker essaie de se justifier en parlant de la "défense" des habitants du Sahara, auxquels il devrait garantir l'autodétermination. Mais détacher le Sahara occidental du Maroc, c'est tout d'abord une opération au détriment de la population de cette région, qui fait partie historiquement du Maroc.

---

## À L'AVANT-GARDE DE LA DÉFENSE DU PLAN BAKER

---

Dans une interview au *Journal hebdomadaire* (n° 212, 19 au 25 avril 2003), Abraham Serfaty (1), ex-opposant politique et dirigeant d'Ilal-Amam (organisation qui se réclame du marxisme) dans les années 1970, déclarait :

*"Le plan Baker II n'est pas la pire chose qui puisse nous arriver (...). Pourquoi, alors, laisser le Polisario et l'Algérie se saisir de l'opportunité, et se cantonner, quant à nous, dans la même attitude frileuse qui bloque tout ? Le blocage du Maroc traduit, à mon sens, deux choses au moins : la faiblesse de sa diplomatie et de sa communication, qui pèsent beaucoup plus que celles de ses voisins, et un évident manque de confiance en soi. Il ne faut pas avoir trop peur du plan, ni du référendum (...). L'autonomie de gestion que propose le plan revient à donner au Maroc une chance de convaincre, de séduire les populations du Sahara, quatre ou cinq ans durant (...), parce que, derrière tout cela, il y a la communauté internationale, à commencer par les Etats-Unis et, à un degré moindre, la France. Ces puissances ne veulent pas d'un Maghreb déséquilibré (...), ce qui revient, pour le Maroc, à établir une sorte de Commonwealth sans le droit de séparation, où le Sahara serait rattaché au royaume, à son roi, mais sans dépendre de ses lois, ni de son Parlement. Et puis, il n'y a qu'à bien étudier le plan Baker, qui ressemble, par bien des aspects, à la Constitution américaine (...).*

*Le Maroc doit absolument changer d'attitude, et surtout de discours. Le chauvinisme aveugle n'est pas le meilleur moyen pour défendre une cause. Malheureusement, du gouvernement jusqu'aux partis politiques, on ne semble guère avoir compris. On a l'impression que tout le monde est devenu prisonnier de ce langage, de ce discours qui ouvre la voie à toutes les surenchères stériles (...).*

*Le Maroc ne peut pas se mettre en dehors de la communauté internationale. Il gagnerait alors à réduire sa paranoïa. Le plan Baker est l'émanation, certes, d'un*

---

(1) Abraham Serfaty a été un opposant politique dans les années d'une répression très dure au Maroc. Il a été arrêté et condamné pour délit d'opinion. Il a fait 17 ans de prison dans un des pires bagnes du Maroc. Sans aucun doute, il a été un militant d'un courage exceptionnel. Mais, en sortant de prison, il s'est rallié politiquement au régime monarchiste et est devenu un défenseur acharné de la politique prônée par la couronne.

*Américain, mais il a été établi au nom des Nations unies. Ces gens ne nous veulent pas du mal, mais ils savent que le conflit ne peut pas durer éternellement (...).*

*La plupart des dirigeants historiques du Maroc politique font de la surenchère nationaliste sur la question du Sahara (...). Aujourd'hui, il faut arrêter avec cette vision et cette approche qui mènent droit au mur. Le Maroc a une chance à saisir : celle du rattachement du Sahara au royaume, dans le cadre d'une autonomie de la région. Tous les paramètres poussent vers cette direction, c'est une forme de solution politique qui sortirait tout le monde de l'impasse."*

Pour Serfaty, donc, le Maroc doit saisir l'opportunité que lui offre le plan Baker pour convaincre et séduire les populations du Sahara, durant 4 à 5 ans (temps que durera la gestion autonome avant l'organisation d'un référendum sur le statut final du Sahara). Dire qu'il faut défendre l'unité du Maroc serait faire preuve de chauvinisme aveugle, selon Serfaty. Mais à quoi correspond la défense du plan Baker, plan parrainé directement par les différentes administrations américaines et qui cherchent notamment à renforcer la présence des grandes multinationales américaines, d'abord au Maroc, et ensuite dans l'ensemble du Maghreb, multinationales qui mènent une

bataille sans merci pour contrôler toutes les richesses de la région, notamment face aux entreprises françaises ?

En effet, ces dernières années, on assiste à une présence croissante de ces multinationales au Maroc. Il n'est pas logique d'accuser de chauvinisme aveugle ceux qui n'acceptent pas le plan Baker. En effet, celui-ci, nous l'avons démontré, défend notamment les visées politiques de l'administration et des multinationales américaines. A l'inverse, nous sommes en droit de nous demander si Serfaty ne cache pas une certaine sympathie pour les intérêts américains.

Déjà, l'association dite du "Sahara-Maghreb" constituée par Serfaty et compagnie, a proposé, avant la dernière sortie du plan Baker — pour une "solution pacifique" du conflit au Sahara — des points dont on verra qu'ils ne sont pas différents du plan Baker : par exemple, diviser le Maroc en huit régions autonomes, avec des Parlements et des gouvernements autonomes, des législations, des budgets autonomes...., dont chacune aurait un accès à la mer, et permettre à l'Algérie d'avoir un accès sur l'Atlantique !

Dans la construction du gazoduc qui traverse l'Algérie et le Maroc, il n'y a pas seulement les intérêts de TotalFinaElf (France) et de Repsol (Espagne), mais aussi la participation du capital financier américain. Et pourtant, ces gazoducs ne desservent que des pays

## Qu'est-ce que le Sahara occidental ?

Le Sahara occidental ou ex-Sahara espagnol est une région du Maroc qui a été occupée par les Espagnols en 1882 en même temps qu'étaient conquises les enclaves de Ceuta et Melilla, au nord du Maroc (occupées encore aujourd'hui par l'armée espagnole). En 1912, l'ensemble du territoire marocain est soumis à un "protectorat" et partagé entre la France et l'Espagne. Ainsi, l'armée espagnole étend son occupation au Rif (nord du pays). Après une longue résistance nationale, dirigée par l'Armée de libération nationale (ALN) et les comités d'action marocains, la France concède l'indépendance, le 3 mars 1956, et l'Espagne le 7 avril 1956.

Mais cette indépendance est assortie de plusieurs conditions. La première, c'est la liquidation de l'ALN, le refus de tout processus constituant et l'intronisation avec des pouvoirs absolus de la monarchie alaouite. La deuxième, le maintien de l'occupation militaire espagnole sur le Sahara, sur Ceuta et Melilla. Les armées espagnole et française aident à l'écrasement de l'ALN et, après cela, l'armée espagnole divise la région du Sahara et cède au Maroc la ville de Tarfaya, traditionnellement la ville la plus importante du Sahara.

Il est évident que l'existence de la "question sahraouie" est un produit de la colonisation et relève de la responsabilité des différents gouvernements espagnols, qui ont essayé de maintenir une enclave dans une région à la fois riche en phosphate et principale zone de pêche espagnole.

Le 6 novembre 1975, le gouvernement marocain récupère le Sahara par le biais de la Marche verte, opération organisée par l'armée marocaine, organisant l'invasion pacifique du Sahara par des centaines de milliers de Marocains. A partir de ce moment, des affrontements militaires se sont produits entre l'armée marocaine et le Polisario, groupe armé soutenu par le régime algérien et le gouvernement espagnol. Pour diverses raisons, le gouvernement espagnol et le régime algérien ont attisé ce conflit, qui a empoisonné la vie politique au Maroc, permettant notamment à la monarchie alaouite de gouverner de manière très autoritaire, utilisant la question du Sahara comme une question sacrée, "d'union nationale" (pour de plus amples développements, lire dans *La Vérité*, n° 30, de mai 2002).

européens. Cela donne un certain droit de regard aux multinationales américaines sur la distribution du gaz en Europe. Mais les premiers intérêts des pétroliers américains, c'est de réduire les coûts de transport du gaz et du pétrole algériens, et de s'éloigner des risques que peut présenter le bassin de la Méditerranée... En effet, c'est pour cela que l'impérialisme mondial veut faire du Sahara une région de libre-échange ou une zone franche, c'est-à-dire la mettre au service des multinationales pétrolières, notamment américaines, pour piller les richesses des nations du Maghreb.

---

### **POUR LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DE LA NATION ET DES TRAVAILLEURS DU MAROC**

---

Si l'on se situe sur le terrain des intérêts particuliers de la classe travailleuse, la défense de la nation une et indivisible est indispensable, car c'est dans le cadre de la nation que la classe ouvrière s'est constituée comme classe, qu'elle a arraché ses revendications et a bâti ses propres organisations syndicales indépendantes. Pour nous, défendre la nation revient à défendre les services publics, le secteur public national (les différents bastions et fruits de l'indépendance politique du pays, les mines, les sucreries, les PTT, les chemins de fer...). Défendre la nation revient à défendre son unité face à la politique de régionalisation — véritable arme pour la destruction de la classe ouvrière et de la nation —, à combattre les différents accords de libre-échange et la politique qui consiste à éclater la nation marocaine en un ensemble de zones franches et de zones de libre-échange, et la politique des gouvernements successifs, de gauche ou de droite, qui mettent la nation à genoux devant les multinationales étrangères.

Défendre la nation revient à défendre l'école publique, les statuts des fonctionnaires, les régimes de retraite et de Sécurité sociale, et les différentes législations sociales, fruits de la lutte pour l'indépendance politique du pays.

Et cela exige d'avancer vers le regroupement des masses, des travailleurs et des jeunes sur la ligne du front unique anti-impérialiste pour défendre la nation marocaine et regrouper les militants et les responsables syndicaux, surtout ceux de l'Union marocaine du travail (UMT). En effet, l'UMT, syndical traditionnel de la classe ouvrière marocaine, s'est constituée dans le combat pour l'indépendance et a concentré sur elle tous les acquis sociaux de

l'indépendance. Ainsi, depuis 1956, le Code du travail marocain est calqué presque entièrement par le Code du travail français et l'UMT a incarné dans toute cette période la défense de ce code.

On connaît déjà la situation du continent africain, après l'écrasement de l'Irak, avec les conflits meurtriers qu'attisent les grandes puissances impérialistes en Côte-d'Ivoire, au Nigeria, au Liberia, qui menacent de détruire ces nations et la vie des millions de travailleurs et des peuples de ces pays, uniquement pour que soient sauvegardés les intérêts des multinationales, dont le but, aujourd'hui, consiste à détruire l'industrie, les services publics et la force de travail.

Mais, face à cette situation, il y a les fortes mobilisations en cours de la classe travailleuse, avec les grèves qui secouent l'Algérie et le Nigeria, et la mobilisation des travailleurs et du peuple noir au Zimbabwe pour mettre fin aux débris du colonialisme britannique, pour pouvoir enfin vivre libres sur leur propre terre.

Tout cela constitue des éléments essentiels pour la préparation de la Conférence africaine de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples contre la place de cette nouvelle agence subsidiaire qu'est l'Union africaine (*voir encadré*) et le rôle qu'elle joue pour imposer "le protectorat" américain en Afrique.

---

### **LE NOUVEAU PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (NEPAD) : UNE ARME POUR POUSSER AU PROCESSUS DE DÉMANTÈLEMENT DU MAGHREB**

---

Le NEPAD (*voir encadré*), adopté en juillet 2001 par les chefs d'Etat africains réunis à Lusaka, appuyé par les différentes institutions du mondialisme (G 7, FMI, Union européenne...), est censé faciliter aux Etats africains la privatisation du secteur public, surtout celui de l'énergie, du transport et des télécoms, maintenir le paiement constant des services de la dette extérieure et déréglément sur toute la ligne, ce qui signifie que le NEPAD n'est qu'une machine pour la destruction des richesses naturelles et nationales des pays africains.

Le NEPAD, avec les promesses faites par les dirigeants africains, était présenté comme moyen pour éradiquer la pauvreté et remédier au retard du continent par un "allègement" de la dette extérieure et par une collaboration étroite avec les bailleurs de fonds, c'est-à-dire

avec les institutions internationales qui ont pillé et qui continuent à piller le continent et ses richesses naturelles et économiques.

Le NEPAD devait également permettre la mise en place de ce qu'on appelle "une bonne gouvernance", chère à la Banque mondiale et à Washington. La "bonne gouvernance", doctrine de la Banque mondiale et de l'Internationale socialiste, se transforme aujourd'hui en gouvernance américaine ou "protectorat" américain et se traduit dans le cas de l'Afrique par la généralisation des guerres dites "ethniques" pour mieux piller les richesses du continent.

Dans la ligne de mire du NEPAD, il y a la privatisation des secteurs de l'énergie et de l'industrie minière. Le chiffre d'affaires dans le secteur minier, y compris le phosphate, a connu cette année au Maroc une chute libre par rapport à l'an dernier. Il est passé de plus de 10,24 milliards de dirhams (en l'an 2002) à moins de 8,60 milliards cette année, soit une régression de plus de 16 % ! Dans le cadre du NEPAD, présenté par les chefs d'Etat africains, il était mentionné que

*"la marginalisation continue de l'Afrique par rapport au processus de mondialisation et l'exclusion sociale de la vaste majorité de ces peuples constituent une grave menace pour la stabilité mondiale".*

Donc, pour ces chefs d'Etat, la marginalisation du continent par rapport au processus de la mondialisation serait la cause de la pauvreté et du retard de l'Afrique ! Mais qu'est-ce que la mondialisation, sinon la désindustrialisation et la dévastation des secteurs de l'énergie et des mines ? Qu'est-ce que la mondialisation, sinon la destruction des richesses naturelles et économiques des pays du continent africain ?

---

## **LE GOUVERNEMENT JETTOU AU SERVICE DES INTÉRÊTS CONTRAIRES À CEUX DE LA NATION**

---

Les dernières législatives (du 27 septembre 2002) n'ont fait qu'accentuer la crise politique et institutionnelle du régime en place et du gouvernement. Le taux d'abstention a dépassé les 48 % et si l'on ajoute les votes nuls et les non-inscrits sur les listes électorales, ce sont les deux tiers des Marocaines et des Marocains en âge de voter qui ont décidé de ne se prononcer pour aucun des candidats, ce 27 septembre 2002.

Cette situation a ouvert une période de crise sans précédent, non seulement du pou-

voir, mais aussi et surtout au sein des différents partis politiques institutionnels, de droite comme de gauche. En effet, le gouvernement Youssefi est dirigé par l'Union socialiste des forces populaires (section marocaine de l'Internationale socialiste) et ses alliés de la Koutla. Il s'agit d'un bloc formé par l'USFP, l'ISTIQLAL (traditionaliste), le Parti du progrès et du socialisme (PPS, ex-Parti communiste marocain, plus monarchiste que stalinien). Au gouvernement participent également des partis de centre-droit : le MN, qui représente les propriétaires terriens, connu pour sa manipulation de la question Berbère, un parti qui, après qu'il a échoué à détruire l'UMT dans les années soixante, essaie aujourd'hui de diviser la population marocaine en se basant sur les différences linguistiques et "ethniques" ; le RNI, qui représente la moyenne bourgeoisie urbaine (un parti constitué par Hassan II et D. Basri à la fin des années 1970 pour faire face à la poussée révolutionnaire des masses), aux côtés de ministres dits de souveraineté (les ministres de l'Intérieur, de l'Extérieur, des Affaires religieuses).

Ce sont eux qui sont responsables du rejet quasi total des travailleurs et des jeunes marocains, qui attendaient avec impatience du gouvernement Youssefi qu'il améliore leurs conditions de vie et de travail, ce qui exigeait une rupture avec l'impérialisme et les institutions internationales (FMI, Banque mondiale, OMC, Union européenne...). Mais la "politique sociale" du gouvernement (privatisations, licenciements massifs, contre-réformes destructives, etc.) a augmenté le taux du chômage jusqu'à 28 % de la population active et de la pauvreté (plus de 6 millions des Marocains, soit un cinquième de la population marocaine, vivent sous le seuil de pauvreté).

Chômage massif, déréglementation sur toute la ligne, privatisation à tour de bras, service de la dette extérieure, qui n'était jamais celle des travailleurs ou de la nation (le Maroc, dont la dette s'élevait en 1982 à 22 milliards de dollars US, avait payé en 1991 plus de 22, 6 milliards de dollars ; mais la dette initiale reste désormais quasi inchangée, tandis que l'Union européenne exige le démantèlement de tous les services publics, l'industrie, surtout l'industrie minière, la pêche maritime et tout le secteur agricole national).

Les multinationales demandent que soient liquidées toutes les normes du travail, les législations sociales, les conventions collectives, en imposant leur "régionalisation", donc une destruction pure et simple de la nation marocaine et de son unité, ainsi que celle de la

classe ouvrière et ses organisations syndicales indépendantes.

Pour faire face à la situation de crise, mais aussi pour avancer dans l'éclatement de la nation programmée par l'impérialisme, les institutions internationales — surtout le FMI et la Banque mondiale, qui, au début de l'an 2001 et dans un document (le document de stratégie), soulignaient les faiblesses de la gestion économique du gouvernement d'alternance, prônant donc sa "détrônisation" — ont dû choisir D. Jettou à la primature. D. Jettou, l'ancien ministre de l'Intérieur (qui avait avancé dans le démantèlement du statut des fonctionnaires communaux et qui a poussé les communes à privatiser leurs services de base, comme c'est le cas à Tétouan-Tanger avec les services de l'eau potable, de l'électricité et de l'assainissement, tous vendus à AMENDES, groupe appartenant à Vivendi Universal), a avancé par sa "charte communale" dans le processus de régionalisation et de décentralisation, ce qui doit aujourd'hui lui permettre de dépecer toute la nation. D. Jettou, l'un des grands patrons marocains de la fabrication de chaussures, qui avait l'habitude de répéter un "conseil" que lui aurait prodigué le roi Hassan II ("*Vous avez 100 jours pour faire des réformes ; après, vous vous faites avaler par l'administration*"), a été nommé Premier ministre par le roi le 9 octobre 2002.

Le nouveau gouvernement fait face à un lourd héritage laissé par le gouvernement de l'alternance, qui n'a pas avancé dans la mise en application des contre-réformes demandées par les institutions du mondialisme, en premier lieu la "réforme" du Code du travail, le statut des fonctionnaires, les régimes de retraite et de la Sécurité sociale, du fait de la résistance de la classe travailleuse marocaine et de ses syndicats, surtout de l'Union marocaine du travail (UMT). Donc, la première tâche majeure pour le gouvernement Jettou était celle d'imposer ces différentes "réformes", à commencer par celle du Code du travail, que tous les gouvernements précédents, depuis 1993, ont échoué à mettre en place. Cinq projets ont été faits depuis 1993 (1993, 1994, 1995, 1998 et 1999), qui ne sont qu'un ensemble, non de règles, mais de non-règles (ou de déréglementation), imposant la flexibilisation des salaires et des horaires du travail, l'interdiction de la grève au nom de sa "légalisation", la "réforme" des régimes de retraite, la légalisation des licenciements et des fermetures d'entreprises au nom de la "restructuration", l'introduction des contrats à durée déterminée à la place de ceux à durée indéterminée, la "réforme" du statut des fonctionnaires, etc.

En effet, le gouvernement Jettou n'a pu avancer dans la mise en œuvre de ces différentes contre-réformes sociales qu'après les événements qu'a connus Casablanca le 16 mai dernier (l'attentat qui a fait des dizaines de morts). Le régime marocain et le gouvernement Jettou, profitant du climat politique et social ouvert par ces événements tragiques, ont accentué leurs pressions sur la direction de l'UMT.

C'est dans ce climat que le gouvernement a fait passer au Parlement la loi dite "antiterroriste", le 22 mai 2003. Cette "loi", qui ressemble au Patriot Act des Etats-Unis adopté immédiatement après le 11 septembre 2001, est une révision totale des libertés démocratiques, si minimales soient elles, conquises par la nation et les travailleurs marocains, et est censée élargir la répression contre toutes formes de contestations et de protestations ouvrières et sociales.

Elle préconise d'augmenter la durée de la garde à vue de 48 heures à 14 jours sans le droit de parler à un avocat ; de permettre à la police judiciaire d'emprisonner, d'enquêter sur les personnes et dans les maisons entre 21 heures et 5 heures, ce qui était interdit (formellement) dans le passé ; de permettre à la police de mettre sur écoute les appels téléphoniques ; de fouiller les courriers postaux et électroniques ; d'interdire toute manifestation "pro-terroriste", ce qui va permettre, par exemple, à la police d'interdire toutes les manifestations de soutien à la population et à la cause palestinienne ou à la résistance irakienne, considérées par "le droit international" comme des actes terroristes, etc.

Et immédiatement après, on a fait passer le nouveau "Code du travail" au Parlement, tous deux (loi antiterroriste et "Code" du travail) adoptés à l'unanimité par les deux chambres du Parlement ! Et dans la foulée, il y a eu une succession de révisions, soit en matière de libertés démocratiques (avec surtout le nouveau "Code sur les partis politiques", qui est en préparation et dont la présentation au Parlement est prévue pour les prochaines semaines), soit en matière de législation sociale (la "légalisation" du droit du grève ou le nouveau "Code de la famille").

---

## L'ACCORD DU 30 AVRIL 2003 ET SON TRÈS GRAVE DANGER POUR LES TRAVAILLEURS ET LEURS ORGANISATIONS SYNDICALES

---

Déjà, deux semaines avant ces événements tragiques et lors d'une session du dialogue social, le 30 avril 2003, qui a réuni le Premier

ministre, le patronat et les centrales syndicales les plus représentatives (CDT, UGTM et UMT). Jettou a réussi à faire un pas en avant dans la mise en place des contre-réformes que les institutions internationales et les multinationales exigeaient. Il a notamment réussi à faire adopter l'annualisation du temps de travail pour permettre aux entreprises d'arrêter, partiellement ou intégralement, leurs activités productives pendant deux mois chaque année. Il a réussi également à "réformer" les régimes de retraite via la privatisation, à interdire la grève au nom de sa légalisation et du prétendu "respect du droit du travail", à arrêter le recrutement dans la fonction publique, à commencer par les échelles 01 à 04, qui permettent aux conseils municipaux et communaux de privatiser les services de base, ceux de l'eau potable, de l'électricité et de l'assainissement. Ce sont ces échelles qui assuraient jusqu'à hier les services de base des citoyens et assuraient aussi le recrutement de la main-d'œuvre peu ou pas qualifiée.

L'accord signé implique l'annualisation du temps de travail par le biais de la réduction du temps hebdomadaire de travail (de 48 heures par semaine à 44) et la "réforme" des régimes de retraite ; la Caisse marocaine de retraites (CMR) connaît une grande difficulté du fait du non-recrutement dans la fonction publique. Le rapport moyen entre ceux qu'on recrute par rapport à ceux qui partent à la retraite est de deux sixièmes annuellement, ce qui oblige le gouvernement à faire payer aux fonctionnaires (actifs) les pertes annuelles de la caisse causées par le non-recrutement dans la fonction publique. Ils sont tombés d'accord sur la proposition du gouvernement consistant à encourager le départ volontaire et anticipé de plus de 52 000 fonctionnaires à la retraite, pour réduire la masse salariale de 12,5 % du PIB national à 7,5 % !

Le régime des retraites au Maroc est basé sur la répartition solidaire (conquise durant les premières années de l'indépendance politique du pays). Ce système est considéré aujourd'hui par l'Etat et les multinationales comme "non convenable" et ils proposent d'introduire la retraite par capitalisation, l'augmentation de l'âge de départ à la retraite, d'introduire des fonds de pension ou d'augmenter les cotisations mensuelles des fonctionnaires dans la CMR.

Les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 octobre derniers, Jettou s'est réuni avec les "partenaires sociaux" pour la mise en place de cette contre-réforme et il a proposé d'augmenter les cotisations des fonctionnaires de 2 % actuellement à 3 % du salaire de base. Dans le même temps, son ministre de

l'Education fait appel aux instituteurs retraités pour les années 2000, 2001 et 2002 pour qu'ils reviennent travailler ! Mais on ne recrute quasiment plus de nouveaux instituteurs. De plus, le secteur de l'éducation connaît cette année un grand manque en matière de personnels. Il y a un manque de plus de 3 000 enseignants (à l'école primaire, au collège et dans les différents lycées et établissements techniques et professionnels), ce qui laisse plus de 130 000 élèves sans profs !

On ne recrute même pas de profs ou d'instituteurs en contrats à durée indéterminée (CDI) et le chômage atteint des sommets sans précédent dans les rangs des diplômés (les licenciés, docteurs, ingénieurs d'Etat). Chaque année, se sont plus de 20 000 nouveaux diplômés qui arrivent sur le marché du travail et si l'on ajoute ceux qui y sont déjà, ce sont plus de 200 000 chômeurs diplômés. Ces derniers ont constitué leur "propre" organisation, l'Association nationale des diplômés chômeurs (ANDCM).

Le gouvernement a fait pression sur les syndicats en disant qu'il faut renoncer à l'augmentation de salaires, à la préservation des CDI et des régimes de retraite parce que c'était la seule manière de combattre le chômage et de créer des emplois. Pour faire cela, le gouvernement Jettou a pris appui sur l'existence des centrales syndicales telles que la Confédération démocratique du travail (CDT, qui joue le même rôle que la CFDT en France) pour faire pression sur l'UMT afin qu'elle accepte les exigences du gouvernement.

---

## QUE RESTE-T-IL POUR LES SYNDICATS DEVANT UN TEL ACCORD ?

---

Depuis 1996, les différents gouvernements utilisent les rencontres de dialogue social pour essayer de faire accepter par les directions des syndicats les diktats qui ont comme origine les plans du FMI. Mais rentrer dans cette logique amène à détruire les syndicats comme organisations qui défendent les intérêts des travailleurs.

On doit signaler pour l'occasion la signature de l'UMT sur l'accord du 30 avril, et ce pour la première fois de son histoire. La direction de l'UMT n'a jamais signé d'accord avec aucun des gouvernements marocains depuis l'indépendance du pays, qui coïncide avec la création de la centrale en mars 1955. Une large discussion est ouverte au sein de l'UMT à ce sujet. Ainsi, il y a des camarades qui disent dans différents bureaux de wilayas que l'UMT n'aurait

pas dû accepter de signer ces accords ; d'autres ont déclaré que ces accords étaient le moindre mal et que, en échange, même si c'était limité, il y a eu des augmentations de salaires.

Après l'accord social du 30 avril, on a assisté à une succession de grèves ouvrières : les fonctionnaires, qui veulent sauvegarder leur statut, les travailleurs du transport (à Mohammedia et à Casablanca), les différentes mobilisations des jeunes chômeurs luttant pour leur droit à avoir un travail digne... Toutes ces mobilisations des toutes dernières semaines arrivent avec la préparation de la nouvelle loi de finances pour l'an 2004.

Le ministre des Finances et de la Privatisation, M. F.-A. Oulaalou, avant de présenter son projet de budget 2004 devant le Conseil des ministres ou le Conseil du gouvernement, l'a présenté devant la délégation du FMI au début du mois d'octobre. Le ministre a exposé les grandes lignes de son budget, qui ne sont pas uniquement dans la continuité de tous les budgets des années précédentes, mais pire encore, avec la décision de ne créer que 7 000 postes dans la fonction publique, dont essentiellement des postes à la sécurité (police, officiers et autres), tenant compte des événements qu'a connus le Maroc en mai dernier !

---

## POUR AIDER AU COMBAT POUR LA DÉFENSE DE LA NATION

---

Toute la situation politique nationale pousse les travailleurs et la jeunesse de ce pays dans la voie de l'organisation de la résistance, mais les masses travailleuses et la jeunesse ont besoin pour cela de se saisir de leurs organisations pour combattre et pour arracher et satisfaire leurs revendications vitales : d'abord et avant tout par

la défense de la souveraineté et de l'unité de la nation marocaine une et indivisible !

Pour aider au regroupement des travailleurs et des jeunes sur la ligne de la défense de la nation et de l'indépendance des organisations syndicales, la question est posée d'avancer vers la constitution d'un Parti des travailleurs qui aidera les masses exploitées et opprimées à ouvrir une issue politique favorable à la classe travailleuse et à la nation.

Résumons-nous : pour les travailleurs, les jeunes et les paysans, au Maroc, la défense de leurs intérêts les plus vitaux est profondément liée à trois questions : tout d'abord, l'attachement à la défense de l'unité de la nation, face à l'offensive de l'impérialisme pour émietter la nation marocaine. Ensuite, pour combattre pour leurs revendications les plus immédiates et assurer le ciment qui unifie la nation, les travailleurs, les étudiants et les paysans ont besoin de leurs organisations, y compris de leurs organisations syndicales, indépendantes des diktats de l'impérialisme.

Cela signifie le renforcement de l'indépendance de l'UMT, ainsi que la reconstruction de l'Union nationale des étudiants du Maroc. Enfin, pour assurer l'unité de la nation, reprenant le combat pour l'indépendance, le peuple marocain cherche la mise en place de véritables institutions démocratiques, c'est-à-dire entamer le processus qui amène à une Assemblée constituante.

C'est dans ce sens que le combat pour un Parti des travailleurs peut s'identifier avec les aspirations de la majorité laborieuse de la nation marocaine. Un seul moyen : élargir ce débat au sein du mouvement ouvrier marocain.

**Y. Lamin**

**L'Union africaine (UA) :** L'Union africaine, c'est l'organisation qui a remplacé l'ancienne Organisation de l'unité africaine (OUA) fondée en 1963, et qui regroupe les 53 Etats d'Afrique. Créée lors d'un sommet des chefs d'Etat qui s'est tenu du 8 au 10 juillet 2002 à Durban, en Afrique du Sud, cette nouvelle organisation, dont les structures ont été calquées sur le modèle de l'Union européenne, a adopté le NEPAD comme programme officiel, alors qu'il organise la dislocation de l'Afrique.

**Le NEPAD :** Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, dont le sigle anglais NEPAD a été retenu comme sigle courant, est un plan qui a été adopté au sommet de l'OUA à Lusaka, en Zambie, en juillet 2001. Il est le produit de la fusion du Programme du millénaire — présenté au sommet d'Alger en 1999 par le président d'Afrique du Sud, Thabo Mbeki, qui déboucha sur le Plan d'action du millénaire (MAP), élaboré par les présidents Mbeki, d'Afrique du Sud, Olusegun Obasanjo, du Nigeria, Abdelaziz Bouteflika, d'Algérie, et Alpha Oumar Konaré, du Mali —, d'une part, et du Plan Omega, que le président Abdoulaye Wade, du Sénégal, a présenté au sommet de l'OUA qui s'est tenu à Lomé, en juillet 2000, d'autre part.

Dicté aux gouvernements africains par les grandes puissances et institutions à leur service (FMI, Banque mondiale, OMC, ONU, Union européenne, etc.), le NEPAD, sous prétexte de promouvoir les investissements directs étrangers pour assurer le développement de l'Afrique, vise à accélérer la dislocation du continent en y intensifiant le pillage des richesses à travers les privatisations et la liquidation des entreprises publiques. C'est ainsi qu'il reprend tous les plans liquidateurs de l'impérialisme, notamment les plans d'ajustement structurel (PAS), qui organisent la ruine de l'Afrique.

De façon très significative, Michel Camdessus, ancien directeur général du FMI et représentant du gouvernement français pour le NEPAD, indiquait, lors d'une interview qu'il a accordée à Radio France International (RFI) le 12 février 2002, qu'avec le NEPAD, il s'agit bien de "*l'ajustement structurel approfondi*" (sic).

# Espagne

## De la Constitution monarchiste de 1978 à la Constitution européenne

*Par Andreu Camps*

En Espagne, la tradition du mouvement ouvrier, qui date de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, implique une imbrication étroite entre le Parti socialiste (PSOE) et l'Union générale des travailleurs (UGT). Au début du mouvement ouvrier en Espagne, il y a eu aussi la constitution d'une forte organisation de masse anarcho-syndicaliste, la CNT, organisation qui a joué un rôle essentiel pendant plus de cinquante ans, notamment lors de la guerre-révolution de 1931-1937. Sa non-reconstruction après la mort de Franco a été aussi le produit de sa faillite lors de cette guerre-révolution, alors qu'elle a joué un rôle essentiel et même majoritaire dans les fractions les plus avancées de la classe ouvrière (Barcelone).

Dans les années 1930, dans ce processus révolutionnaire, le mouvement ouvrier était essentiellement structuré par le PSOE

et l'UGT, qui représentaient le courant réformiste traditionnel, par la CNT-FAI (courant anarcho-syndicaliste), sans sous-estimer le surgissement d'un parti centriste, le POUM, dont l'adaptation au Front populaire combinée à son cantonnement régional (essentiellement en Catalogne) a empêché le développement.

A cette époque, le Parti communiste n'avait pratiquement aucune influence de masse. Dès le début, il a été stalinisé et a subi des purges. C'est pendant la guerre de 1936-1939 qu'avec l'aide politique, financière et matérielle de l'appareil du Kremlin, le PC s'est constitué comme une force de respect de l'ordre républicain bourgeois contre les comités des milices antifascistes, contre les occupations de terres, contre les collectivisations et contre toute tendance qui se constituait à gauche dans les organi-

sations traditionnelles, et également par l'organisation de la répression contre le POUM, ainsi que contre des secteurs du mouvement anarchiste, des socialistes de gauche et des bolcheviks-léninistes.

Le Parti communiste d'Espagne, dirigé à l'époque par Santiago Carrillo, a porté sur son dos la restauration monarchiste, produit de l'accord entre les institutions franquistes et la direction des partis communiste et socialiste, et des partis nationalistes basque et catalan (le pacte de la Moncloa de septembre 1977, qui a donné lieu à la Constitution du 2 décembre 1978).

L'appareil du PC a subi de plein fouet les conséquences de la prise en charge de cette politique. Il est entré très rapidement en crise et a été obligé de se transformer en coalition électorale en 1986, la Gauche unie, qui a anticipé la conception de la "société civile", avec déjà, à ce moment-là, la participation des partisans du Secrétariat unifié (les amis de Mandel-Krivine) en Espagne.

La chute du Mur de Berlin et la dislocation de l'Union soviétique ont encore approfondi cette crise en la transformant en une situation irréversible, et cela a amené le PC à une situation de marginalisation, par la perte même du contrôle des Commissions ouvrières (CCOO).

---

## LA RECONSTRUCTION DU PSOE ET DE L'UGT

---

Depuis la mort de Franco, la réorganisation du PSOE et de l'UGT a été très rapide, notamment en ce qui concerne l'UGT, qui a tenu en avril 1976, avant même sa légalisation, son congrès à Madrid. Ce congrès était axé sur le combat pour la liberté syndicale, c'est-à-dire pour le démantèlement de l'appareil vertical, et contre la tentative de la direction des CCOO d'imposer l'unicité syndicale à travers la "démocratisation" de l'appareil vertical. Selon Camacho, dirigeant historique des CCOO, il s'agissait uniquement "*d'investir le syndicat sans que les ascenseurs s'arrêtent de fonctionner*".

La reconstruction rapide de l'UGT et du PSOE a entraîné des illusions pour la majorité de la classe, qui rêvait d'imposer la république, parce que, en Espagne, république signifie démocratie. C'est l'appareil du PC, Carrillo en tête, qui a été chargé de discipliner la direction du PSOE (déjà sur une orientation "rénovatrice") pour lui faire accepter la monarchie et le roi nommé par Franco. C'est l'essentiel du pacte de la Moncloa.

Mais l'acceptation de la monarchie, c'était l'acceptation d'une partie essentielle

## Quelques repères

**14 avril 1931** : après la défaite des partis monarchistes lors des élections municipales, la II<sup>e</sup> République est proclamée.

**18 juillet 1936** : la majorité du commandement de l'armée se soulève contre la république et provoque l'insurrection ouvrière.

**Mai 1937** : la classe ouvrière de Barcelone se soulève pour la défense des conquêtes sociales et de la collectivisation. Son écrasement par le gouvernement de la République ouvre les portes à Franco (*voir l'article paru dans La Vérité, n° 20, de septembre 1997*).

**1<sup>er</sup> avril 1939** : Franco remporte la guerre, instaure un régime dictatorial.

**20 novembre 1975** : mort de Franco, précédée et suivie de la renaissance du mouvement ouvrier, qui menace d'une explosion révolutionnaire.

**Septembre 1977** : signature du pacte de la Moncloa entre le gouvernement néo-franquiste et les partis ouvriers et nationalistes.

**6 décembre 1978** : adoption par référendum de la Constitution monarchiste.

**28 octobre 1982** : victoire électorale du Parti socialiste, qui reste au gouvernement jusqu'à mars 1996, date à laquelle le parti néo-franquiste d'Aznar remporte les élections. Il est encore aujourd'hui au gouvernement.

**Mars 2004** : prochaines élections législatives.

**13 juin 2004** : référendum sur la Constitution européenne et élections au Parlement européen.

des institutions modelées par le franquisme. Le PSOE remporte les élections générales de 1982 dans un mouvement équivalent à la victoire de Mitterrand en France, sur la base d'un programme électoral qui, même s'il était limité, intégrait des aspirations et des revendications : création de 800 000 emplois, sortie de l'OTAN, solution politique à la question basque, épuration des appareils des institutions franquistes, etc. Mais, une fois au gouvernement, Gonzalez gouvernera, comme il l'a avoué lui-même après sa démission de la direction du PSOE en juillet 1996, *"en respectant les institutions héritées du franquisme"*.

Le PSOE et l'UGT se sont transformés dans ces années-là en pivot de l'organisation de la classe, avec beaucoup d'aspects contradictoires, parce que le gouvernement Gonzalez, soumis aux institutions européennes (l'Espagne entre dans la Communauté européenne en 1986), met en œuvre un programme brutal de désertification industrielle, de restructurations agricoles, d'attaques contre les droits récemment reconquis par la classe ouvrière. Cela a eu pour conséquence, depuis 1985, l'autonomisation de la direction de l'UGT, dirigée à l'époque par Redondo père, ce qui reste encore le cas aujourd'hui, même si la plupart des responsables de l'UGT ont la carte du PSOE.

A cela s'ajoute le fait que l'effondrement du PC, sa perte de contrôle des Commissions ouvrières ont eu pour conséquence qu'un nombre important de militants responsables des CCOO ont aujourd'hui la carte du PSOE. Donc, il n'est plus obligatoire, comme dans les années 1930, d'être membre de l'UGT quand on est au PSOE.

Ces rapports contradictoires ont une importance majeure pour définir une orientation concrète de front unique. A cela, il faut ajouter que même si, politiquement et électoralement, la référence majoritaire de la classe ouvrière reste le PSOE, une fraction significative de cette classe ouvrière, et notamment de la jeunesse, ne vote plus PSOE et ne vote pas évidemment PC. En effet, ce dernier, avec sa coalition électorale, la Gauche unie, apparaît de plus en plus comme le représentant de l'altermondialisme, mais avec le soutien institutionnel de l'appareil d'Etat, qui a besoin de son existence pour assurer la stabilité et pour jouer

le rôle de repoussoir par rapport au combat pour l'indépendance de classe.

Les récentes élections dans la région de Madrid et en Catalogne montrent l'existence de cette fraction de la classe qui s'abstient et qui, selon tous les sondages, va continuer à s'abstenir même dans les élections générales de mars 2004. Et pourtant, la plupart de ces travailleurs et jeunes ont participé à la grève générale du 20 juin 2002 contre la réforme de l'allocation chômage, ont envahi toutes les villes du pays lors des manifestations de février-mars contre la guerre et contre le gouvernement, et ont poussé leurs organisations à se mettre à la tête de la grève et de l'action directe.

Ces rapports contradictoires qui existent entre les masses, la classe ouvrière, les jeunes et les organisations traditionnelles, notamment le PSOE et les syndicats, constituent l'originalité de la situation, différente de ce qui peut exister en Allemagne, en Grande-Bretagne ou en France.

L'impuissance de la bourgeoisie espagnole à constituer une nation unifiée et sa peur de la classe ouvrière ont fait que cette bourgeoisie a besoin de conserver l'appareil franquiste, aujourd'hui totalement soumis à l'impérialisme américain, pour préserver ses intérêts de classe.

La solution à la question nationale ne peut être que le produit du combat du prolétariat pour son émancipation, dans des conditions qui exigent pour lui de s'émanciper, en même temps que de la monarchie héritière du franquisme, de l'Union européenne et de l'Europe des régions pour combattre le vieil appareil centraliste, et aussi les illusions que peuvent soulever dans des couches de la classe ouvrière et de la population, en Catalogne, au Pays basque, en Galice, les organisations nationalistes.

---

## LA PLACE ET LE RÔLE NATIONAL ET INTERNATIONAL DU GOUVERNEMENT DE LA MONARCHIE

---

Pour analyser la place du gouvernement Aznar, il faut tenir compte de la continuité de ce gouvernement par rapport au gouvernement antérieur. Rappelons qu'après la mort de Franco, s'est rapidement mis en place un gouvernement qui a négocié le

pacte de la Moncloa, le gouvernement Suarez, dirigeant d'un parti qui a disparu aujourd'hui, l'Union du centre démocratique (UCD). Depuis 1982, le PSOE a été au gouvernement 14 ans durant et a organisé l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne, tout cela, comme l'a déclaré Gonzalez, en respectant l'héritage franquiste. En effet, la transition monarchiste et le gouvernement Gonzalez organisent le sauvetage de l'appareil franquiste en l'intégrant à l'Europe, mais en établissant la subordination totale de cet appareil à l'impérialisme américain.

C'est pour cela que les différents gouvernements espagnols défendent dans le cadre des institutions européennes les exigences les plus directes des administrations américaines et des multinationales américaines, et ce à tous les niveaux : au niveau militaire (la place de l'OTAN), au niveau économique (les intérêts des multinationales américaines), au niveau diplomatique et politique (par rapport à l'Irak, à Cuba, à l'Amérique latine en général, au Maghreb, suivant les intérêts de l'impérialisme américain), au niveau financier, en plaçant les grandes banques espagnoles, notamment Santander et Bilbao-Biscaye, sous "l'aile protectrice" de Wall Street et du système financier américain.

L'arrivée au pouvoir du gouvernement Aznar en mars 1996 (en mars 2004, cela fera 8 ans qu'il est au pouvoir) a signifié une continuité et un changement. La continuité de la politique de Gonzalez sur les conséquences de l'intégration à l'Union européenne et l'instauration des régions, et un changement parce que Aznar et son parti, le Parti populaire, contrairement à Gonzalez et au PSOE, c'est la représentation directe du franquisme, de ses institutions, de ce que la dictature a constitué comme rapport politique, militaire et économique entre l'armée, l'Eglise, le grand capital financier, le grand capital terrien et l'appareil répressif judiciaire.

Socialement, Aznar et son Parti populaire ont hérité dans une bonne mesure de la base du franquisme, qui s'est constituée sur le dos de l'exploitation sauvage de la classe ouvrière, de la constitution d'un énorme appareil d'Etat parasitaire, éduqué et modelé contre la classe ouvrière et contre les peuples.

Cet héritage n'est pas une formule de style : les individus qui composent le gou-

vernement, les grandes entreprises, les hauts fonctionnaires des institutions de l'Etat, de l'appareil judiciaire, de l'armée et aussi de la Conférence épiscopale sont dans leur grande majorité des fils de franquistes ou apparentés. La liste serait longue à établir, mais le gouvernement Aznar est composé dans une large mesure d'individus qui ont leur origine dans les sectes les plus réactionnaires de l'Eglise catholique (Opus Dei, les Légions du Christ) : les ministres de la Justice, de la Défense, des Affaires extérieures, de l'Intérieur...

Les grandes entreprises, les multinationales qui ont une place sur le marché mondial, anciens monopoles privatisés, sont à l'exemple de la banque Santander, la première banque du pays, qui participe au pillage des Amériques, dirigée depuis toujours par la famille Botin, franquiste sous Franco, monarchiste sous la royauté, "socialiste" sous Gonzalez... Repsol, l'entreprise pétrolière qui a raflé le pétrole de l'Argentine, qui a organisé le consortium qui pille le gaz bolivien et d'autres, est présidé par Cortina, fils d'un ministre de Franco. Endesa, multinationale de l'électricité, qui a participé à la privatisation de l'électricité au Chili et dans d'autres pays du cône Sud des Amériques, était présidé jusqu'il y a quelques mois par Martin Villa, ancien ministre de l'Intérieur du dernier gouvernement de Franco, ex-chef départemental de la Phalange. L'organisation patronale de Catalogne est présidée encore aujourd'hui par le franquiste Rosell. Et pour ne pas allonger la liste, le secrétaire de la CEOE (confédération des entrepreneurs d'Espagne) est Cuevas, ancien dirigeant du syndicat vertical.

C'est au compte de l'impérialisme américain qu'elles ont participé à la privatisation des entreprises publiques dans toute une série de pays d'Amérique latine (Argentine, Venezuela, Pérou, Chili, Brésil aujourd'hui). Toutes ces entreprises, en même temps qu'elles participent du pillage des entreprises publiques, notamment en Amérique latine, ont appliqué en Espagne des plans de licenciements. Par exemple, dans la dernière période, la banque Santander a licencié ou mis en préretraite 30 000 de ses travailleurs en Espagne. C'est la base pour établir un combat unifié de front unique des travailleurs espagnols et d'Amérique latine avec leurs organisations,

contre les plans de ces multinationales, parallèlement à l'exigence adressée au gouvernement espagnol du non-paiement de la dette.

Pour sauvegarder leurs intérêts économiques et les institutions monarchistes, Aznar, suivant Gonzalez sur ce point, a clairement tout joué en suivant, sans s'en éloigner d'un pouce, la politique américaine.

---

## LA CONSTITUTION DE 1978 ET LA CONSTITUTION EUROPÉENNE

---

La Constitution de 1978, contrairement à la Constitution portugaise, a comme caractéristique centrale de respecter la continuité des institutions en ajoutant des institutions élues, en régionalisant le pays et en instaurant la place de la monarchie. En effet, selon l'article 62,

*“le roi ratifie et promeut les lois, convoque et dissout les Cortes, convoque les référendums, propose des candidats à la présidence du gouvernement, il est le commandant des forces armées... Le roi n'est pas responsable de ses actions.”*

C'est-à-dire que les articles 62, 63, 64 sur les fonctions du roi sont pleinement intégrables dans la Constitution européenne. Il n'y a aucune contradiction avec aucun des articles de la Constitution européenne.

Dans les articles 93 et 95, il est dit que, *“par le biais d'une loi, on pourra autoriser la signature des traités par lesquels on transfère à une institution ou organisation internationale l'exercice des compétences qui découlent de la Constitution”*.

C'est-à-dire que cela permet l'adoption directe de la Constitution européenne, en même temps que l'article 95 dit que

*“la signature d'un traité international qui contient des normes contraires à la Constitution exigera la révision constitutionnelle”*.

Donc, formellement, ils peuvent se voir obligés de réviser la Constitution.

Dans le titre VIII de la Constitution sur l'organisation territoriale de l'Etat, il y a une anticipation de l'Europe des régions :

*“L'Etat est divisé en 17 régions. Chacune d'entre elles a un Parlement, un gouvernement, un budget.”*

Chaque région peut avoir des compétences différentes et il y a deux types de régions. Ce titre détaille les compétences qui restent à l'Etat, celles exclusives des régions et les compétences partagées.

Ainsi, par exemple, dans la discussion qui se mène au sein des institutions européennes sur le plan Ibarretxe, qui propose la constitution d'un Etat basque associé à l'Etat espagnol dans le cadre de l'Union européenne, il n'y a aucune contradiction entre ces plans et l'Union européenne. Le 13 novembre, a eu lieu à Salzbourg, en Autriche, la *“IV<sup>e</sup> Conférence des présidents de région avec pouvoir législatif”*, et cette conférence a dit clairement que le plan Ibarretxe allait dans le sens de l'Europe des régions, et notamment parce qu'il demande la représentation directe des régions dans les institutions européennes.

Malgré cela, l'adaptation de la Constitution de 1978 à la Constitution européenne exige une révision des articles préliminaires. En effet, il est dit dans l'article 1<sup>er</sup>, point 2, de la Constitution espagnole :

*“La souveraineté nationale réside dans le peuple espagnol.”*

Cela, évidemment, est contradictoire avec toute la première partie sur la définition et les objectifs de l'Union européenne, qui transfère toute la souveraineté aux institutions européennes, notamment la capacité de légiférer, qui est transférée aux commissaires qui siègent à Bruxelles.

En même temps, le gouvernement Aznar est réticent sur quelques aspects de la Constitution européenne, notamment par rapport à la distribution des places au sein du Conseil des ministres européen et dans les autres institutions. En effet, le traité de Nice donnait une surreprésentation à l'Espagne, ce qui permettait d'établir avec d'autres pays moyens une minorité de blocage. Le projet actuel de Constitution empêche cette minorité de blocage, donc permettrait qu'un accord du gouvernement français avec le gouvernement allemand soit majoritaire. Fidèle défenseur des intérêts de l'administration américaine, Aznar voudrait conserver cette minorité de blocage, parce que, même si les bourgeoisies allemande et française sont incapables d'avoir une politique indépendante par rapport à l'impérialisme américain, elles voudraient tout de même conserver une partie de leur marge de manœuvre. Cela s'opère

dans une situation de crise approfondie au sommet de l'Union européenne autour du pacte de stabilité et du projet de Constitution.

Au moment où nous écrivons, alors que les travaux de la conférence intergouvernementale de l'Union européenne doivent se conclure le 13 décembre, les pays membres ne se sont pas encore mis d'accord sur le projet définitif de Constitution.

---

## LA CRISE INSTITUTIONNELLE AUJOURD'HUI EN ESPAGNE

---

Vingt-cinq ans après l'adoption de la Constitution espagnole par référendum, le 6 décembre 1978, la crise institutionnelle s'exprime de nouveau sous différentes formes. Tout d'abord, parce que l'objectif central de la Constitution, qui était de diviser la classe ouvrière pour l'écraser, de dénaturer et d'intégrer les organisations de la classe, notamment les syndicats, de détourner les aspirations nationales des peuples basque et catalan..., a échoué dans une bonne mesure, même si elle a assuré la survie des institutions héritées du franquisme.

Mais la contradiction entre cet **appareil**, la classe ouvrière organisée et les aspirations nationales apparaît dans tout son éclat. Du point de vue de la classe ouvrière, vingt-cinq années de régionalisation n'ont pas produit une différenciation régionale des salaires, parce que le système national de négociation collective reste debout. Mais la privatisation des services publics (la santé, l'éducation, les transports...) du fait de la régionalisation a entraîné de lourdes conséquences.

Aujourd'hui, les plus grands obstacles auxquels le mouvement d'émancipation ouvrière et d'émancipation des peuples se trouve confronté, c'est la constitution de ces 17 régions, qui protègent l'appareil d'Etat franquiste, le grand capital et les multinationales, l'armée, l'Eglise, les institutions judiciaires et de répression, et qui imposent la division de l'organisation de la classe ouvrière.

Qui a intérêt à disloquer le cadre économique commun que représente l'Espagne ? C'est l'appareil franquiste en décomposition, qui a besoin de la régionalisation pour sa survie ; c'est l'Union européenne, ses

institutions au service des multinationales et des marchés financiers qui ont besoin de la régionalisation pour casser l'unité de la classe ouvrière, pour s'attaquer au "coût du travail", pour pousser à la concurrence les différents gouvernements régionaux et octroyer des conditions privilégiées aux multinationales dans les différentes régions.

La dynamique de la régionalisation est imparable. Ses effets dislocateurs dépassent largement le cadre de l'Espagne. La mise en place, à partir de l'Union européenne, du Comité des régions, même si dans le projet de Constitution, il n'a qu'un caractère consultatif, a ouvert la voie à toute une série de processus de dislocation régionale. Par exemple, les 17 régions espagnoles ont un bureau ouvert à Bruxelles, qui fait du lobbying auprès des institutions européennes pour avoir une représentation directe dans les institutions européennes. Mais, par exemple, les régions de Catalogne, du Pays basque, de la Galice ont des "ambassades" dans d'autres pays, sur d'autres continents. Le gouvernement catalan a 60 ambassades. Depuis l'été, il vient d'ouvrir à Casablanca une "ambassade", qui devrait négocier avec le gouvernement marocain les quotas d'émigration pour la Catalogne.

Le gouvernement régional basque est en train d'organiser, dans ce qu'ils appellent le Pays basque du Nord, une campagne politique avec l'aide de Batasuna (qui est légal en France) pour la constitution d'un département basque.

Tout cela s'accompagne de l'aide à la constitution de forces politiques basco-françaises, qui se présentent aux élections municipales et cantonales. Prenant appui sur la Constitution européenne, ces forces politiques œuvrent consciemment au démantèlement de l'unité de la République en France et à la division de la classe ouvrière en Espagne.

Prochainement, il est même prévu une rencontre de ces forces avec le ministre de l'Intérieur français, Sarkozy. L'objectif déclaré du Parti national basque (PNB), qui intervient sur une plate-forme qui s'appelle Batera, légale en France, c'est d'éventuellement constituer un conseil général parallèle. Rappelons aussi que, dans les villes frontalières (Irun, Hendaye, Fronteravia), un accord de coopération a été signé, qui transgresse le Code du travail français et le statut des travailleurs espagnols.

La politique de la IV<sup>e</sup> Internationale et de sa section en Espagne est plus que jamais inséparable du combat contre l'Union européenne, du combat contre la monarchie franquiste. La perspective stratégique vers l'union libre des républiques libres d'Espagne ne peut pas se dessiner sans combiner le combat pour le démantèlement de la monarchie et des institutions franquistes et la rupture avec l'Union européenne.

L'intérêt de la classe ouvrière, mais aussi de la majorité des peuples d'Espagne, est de garder le cadre économique commun, comme disait Marx, que représente l'Espagne.

C'est dans ce cadre que la classe ouvrière a conquis ses droits, constitué ses organisations, mais c'est dans ce cadre aussi que les peuples d'Espagne ont combattu ensemble la monarchie bourbonnienne et la dictature franquiste. Ils ont tissé des liens non seulement de solidarité, mais politiques et économiques, qui rendent réaliste et viable le combat pour rétablir la fraternité entre les peuples, pour l'union libre des républiques libres d'Espagne.

---

## LA PLACE DES PARTIS QUI SE RÉCLAMENT DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET LES APPAREILS SYNDICAUX

---

Rappelons, après la mort de Franco et depuis la relégation des organisations syndicales, que la place occupée, d'un côté, par l'UGT, et, de l'autre, par les CCOO, est différente.

Il ne s'agit pas, bien évidemment, de revenir sur le caractère contre-révolutionnaire des bureaucraties liées à la social-démocratie ou à la bureaucratie stalinienne. La IV<sup>e</sup> Internationale est fondée sur le bilan et les leçons des trahisons de 1914 et de 1933, auxquelles nous intégrons la politique liquidatrice de ceux qui, pendant la crise de 1950-1953, ont voulu liquider la IV<sup>e</sup> Internationale en l'intégrant dans le cadre des PC (tel Pablo). Ce dont il s'agit, c'est de déterminer la place différente occupée par les appareils respectifs.

Nous l'avons dit, et ce n'est pas seulement une vérité universelle, mais cela s'applique dans chaque pays, la bureaucra-

tie réformiste est un produit organique du développement du capital. Elle vit donc de la gestion des réformes conquises par la lutte de la classe ouvrière. C'est le cas de l'UGT. C'est pour cela que cette bureaucratie a besoin entre autres de la démocratie politique, et il y a donc des contradictions systématiques entre l'appareil de l'UGT et l'héritage franquiste. C'est la même chose par rapport au PSOE.

En revanche, l'appareil des Commissions ouvrières (CCOO) et du PC a été à l'avant-garde de la restauration monarchiste, de la défense et de la mise en application du pacte de la Moncloa, avec tous les éléments de néocorporatisme que cela représente, notamment la primauté des comités d'entreprise sur les sections syndicales et la régionalisation. Cela est renforcé aujourd'hui par la soumission totale face à la Confédération européenne des syndicats (CES) et par l'effort déployé par l'appareil des CCOO pour que le secrétaire de l'UGT soit président de la CES, face à "l'indifférence" des responsables de l'UGT.

L'initiative de pactes avec le gouvernement a été l'œuvre des dirigeants des CCOO. L'actuel secrétaire général, Fidalgo, élu au congrès de 2001, a notamment accentué cette politique. Publiquement, il a dit que le dialogue social a connu une accélération notable sous le gouvernement du Parti populaire et n'a pas hésité en 2001 à signer seul l'accord sur la nouvelle réforme des retraites. En ce sens, les CCOO sont aussi une couverture des altermondialistes par le biais des dirigeants groupés sous l'influence des amis de Krivine en Espagne.

Ces dernières semaines, préparant le congrès, la majorité du comité confédéral des CCOO, autour de Fidalgo, a approfondi sa politique pro-européenne. Par exemple, elle a publié une brochure sur la Constitution européenne qui commence ainsi :

*« Cette brochure a été éditée avec l'aide de la Commission européenne. Le mouvement syndical européen est pour le "oui" critique à la Constitution (même si personne, ni aucune instance des CCOO, ne s'est prononcé là-dessus). Le projet constitutionnel est un des textes les plus avancés du monde, parce qu'il donne un caractère juridique contraignant pour les citoyens. »*

Ensuite, il y a une longue introduction, qui est une véritable escroquerie, sur le contenu du projet constitutionnel. Par

exemple, sous la rubrique “services publics”, il est dit :

*“Tous les citoyens et citoyennes européens doivent avoir la garantie de l'accès facile aux services publics pour le libre exercice de leurs droits.”*

Parfait ! Et il est ajouté article 36 :

*“La Constitution reconnaît l'accès aux services d'intérêt général.”*

Et tout est comme cela...

La première tâche, donc, pour les militants qui combattent contre la Constitution européenne, a été de décortiquer ce projet en expliquant son véritable contenu.

Le 16 novembre, lors d'une visite à Aviles, dans les Asturies, dans une région où toutes les mines de charbon vont être fermées dans les prochaines années, où plus de la moitié de la sidérurgie et des hauts-fourneaux ont été démantelés, où le gouvernement régional est socialiste, Fidalgo a déclaré que les Asturies sont la meilleure expression de la dépense excessive sur le plan social et a ajouté que si les CCOO avaient en leur possession un billion d'anciens pesetas, cet argent serait investi dans la formation pour les nouvelles technologies... Il faut dire que les seuls appuis que Fidalgo a trouvés sont le Parti populaire et les patrons.

C'est à partir de là que Fidalgo, qui, depuis que le Parti populaire est au gouvernement, a signé pacte après pacte, s'est montré disposé à négocier la nouvelle contre-réforme sociale qu'annonce le Parti populaire. La marche à la Constitution européenne provoque une division dans les rangs de la bourgeoisie espagnole et de l'appareil d'Etat. L'appareil d'Etat central et le grand patronat craignent que l'approfondissement de la régionalisation implique aussi une rupture de leur contrôle sur le marché du travail, c'est-à-dire sur l'exploitation de la classe ouvrière. Par ailleurs, une partie de la fraction basque et catalane de la bourgeoisie s'inscrit pleinement dans l'Europe des régions, même au prix de la rupture du cadre économique commun que représente l'Espagne.

Ces divisions se réfractent aussi au sein des appareils syndicaux dont les structures ont été régionalisées. Ainsi, Fidalgo se montre enclin à suivre les exigences de la CEOE (l'organisation centrale des patrons). En revanche, des organisations régionales

des Commissions ouvrières (et à un autre niveau de l'UGT) comme la direction de la Commission ouvrière nationale de Catalogne avancent l'idée de constituer un “cadre régional de la négociation collective”. De toute évidence, le combat pour les revendications de la classe ouvrière exige le combat pour préserver l'unité de la classe, de ses organisations, indépendamment de l'appareil central de l'Etat et des gouvernements régionaux.

Concernant l'UGT, les positions sont plus contrastées. Lors du comité confédéral des 19 et 20 novembre derniers, les documents adoptés enregistrent la campagne de la CES et apportent leur appui à sa campagne pour la Constitution européenne.

Mendez (secrétaire général de l'UGT) a été nommé président de la CES au mois de mai, à Prague. Dans le même temps, au moment où le gouvernement annonce la couleur sur les négociations collectives, où Fidalgo prône la productivité du travail comme valeur suprême du syndicalisme, le comité confédéral de l'UGT, réuni les 19 et 20 novembre 2003, déclare :

*“L'Espagne est un des pays de l'Union européenne qui a les plus grandes différenciations salariales. Les petits salaires sont en train de s'imposer sur le marché du travail. L'UGT considère que l'actuel modèle de négociations collectives, qui prévoit des augmentations de salaires avec des clauses de révision en fonction de l'inflation, est l'instrument privilégié et irremplaçable pour impulser la croissance économique, pour redistribuer la richesse et améliorer le niveau de vie des citoyens. Il est donc nécessaire, en même temps, de porter un coup d'arrêt au travail précaire et aux bas salaires.”*

La contradiction entre la défense de la Constitution européenne et le maintien du cadre actuel de négociations collectives doit être soulevée. Cela permet de développer le débat le plus large au sein de l'UGT parmi les adhérents et dans les instances pour montrer le véritable contenu du projet de Constitution européenne.

---

## LA PLACE DU PC ET DE LA GAUCHE UNIE

---

Nous ne reviendrons pas sur ce que nous analysons au début de ce texte : la

forme qu'a prise la crise du PC et la constitution de la Gauche unie en 1986 pour détourner le mouvement pour le non à l'OTAN qui s'est exprimé cette année-là.

La Gauche unie est l'instrument privilégié de la remise en cause de l'indépendance du mouvement ouvrier, donc des syndicats, au nom de l'altermondialisme. Dans la Gauche unie se retrouvent aujourd'hui tous les anciens groupes de l'extrême gauche, toutes les variantes des groupes qui se réclament du trotskysme, toutes les fractions du PC. La ligne commune de tous ces regroupements, c'est l'adaptation à la Constitution européenne "amendée" du point de vue "social et démocratique", ce qui se traduit en Espagne par pousser à l'extrême la régionalisation. Cette politique met en cause l'unité de la classe ouvrière en même temps qu'elle contourne le combat pour l'expropriation du capital, ainsi que la perspective de l'union libre des républiques libres, même si, formellement, des secteurs de la Gauche unie se prononcent pour la III<sup>e</sup> République. Mais cela est plutôt le signe que, vingt-cinq ans après la Constitution espagnole, la monarchie est mise en cause par plusieurs aspects.

Tout d'abord, parce que le pacte constitutionnel (Moncloa) a été rompu à partir de la nécessité de l'appareil franquiste de s'attaquer au peuple basque et à tous les peuples, et ce malgré le fait que la direction du PNB cherche en réalité un nouvel accord avec la couronne. Ces derniers mois, plusieurs articles et ouvrages sont parus, qui mettent en question le roi et la monarchie, notamment leur véritable responsabilité dans le coup d'Etat manqué du 23 février 1981 et les pratiques d'enrichissement illégal habituel dans la maison royale des Bourbons (les commissions pour achats de pétrole, d'armes). La prochaine période verra ces questions réapparaître.

De ce point de vue, la Gauche unie a un rôle majeur à jouer pour la défense, en dernière instance, de la monarchie sous une propagande générale de république fédérale.

---

## LES RESPONSABILITÉS DU PSOE

---

Nous avons dit : le PSOE reste le parti traditionnel de la classe ouvrière, avec des rapports qui sont politiques — la majorité

de la classe ouvrière se considère comme socialiste —, des rapports d'organisation à travers l'UGT, des rapports électoraux, même s'il y a une fraction de la classe et une bonne moitié de la jeunesse qui ne votent pas ou plus pour le PSOE.

Mais quelle est la situation actuelle du Parti socialiste ? Le 30 août a eu lieu une réunion près de Santander d'un organisme qui s'appelle le conseil territorial du PSOE, composé du secrétariat du PSOE, plus les 17 dirigeants régionaux, organisme qui n'a pas de pouvoir statutaire. Et cette réunion a produit une déclaration qui joue le rôle de programme du PSOE sur le modèle de l'Etat. L'axe, c'est : il faut approfondir la régionalisation et éventuellement réformer la Constitution espagnole et les statuts régionaux sur trois axes : donner au Sénat le caractère d'un représentant des régions ; instituer un organisme de cogouvernement de l'Etat avec le président du gouvernement et les 17 présidents de régions, qui se réunissent périodiquement ; proposer l'accès direct des 17 régions aux institutions européennes.

Evidemment, ce programme approfondit tous les éléments de dislocation, y compris du Parti socialiste. Cela n'a pas empêché qu'après le 30 août, de manière réitérée, les différents barons se critiquent publiquement entre eux. Par exemple, Ibarra d'Estrémadure et Bono de Castille-La Manche se prononcent même pour utiliser l'article 155 de la Constitution espagnole, qui permet l'interdiction des institutions régionales (par rapport au Pays basque).

Entre-temps, d'autres responsables, comme Maragall, de Catalogne, défendent le contenu du plan Ibarretxe et proposent pour la Catalogne la même démarche avec la constitution d'une eurorégion. La liste est longue, mais tout ce conflit et l'intervention directe du Parti populaire d'Aznar dans la crise interne du PSOE provoquent un désarroi total parmi les militants socialistes, qui se réfugient bien souvent dans l'UGT. C'est pour cela qu'on ne peut concevoir une intervention pour conforter les militants socialistes qui veulent une véritable Parti socialiste, d'opposition au Parti populaire et qui ne mène pas une politique de pacte permanent, sans intervenir dans l'UGT.

La ligne par rapport au PSOE est donc déterminée par sa place objective, mais le PSOE n'est pas réformable, et en même

temps les travailleurs n'ont pas d'autre instrument pour défaire le gouvernement des franquistes. C'est pour cela que toute orientation de front unique met au centre le PSOE au plan politique et l'UGT au plan syndical.

L'exigence de rupture du consensus, c'est-à-dire de l'union nationale contre le peuple basque, que le gouvernement Aznar veut imposer, donne un aperçu du point d'appui que constitue l'orientation de front unique qui se concentre sur la rupture avec le Parti populaire.

---

## LES PARTIS NATIONALISTES AUJOURD'HUI

---

La question nationale en Espagne se pose en des termes différents de ceux existant dans les années 1930. Tout d'abord, c'est la question des questions dans la marche à la révolution prolétarienne. La république a été incapable de la régler, 40 années de franquisme ont aiguisé tous les éléments d'oppression nationale, 25 ans de monarchie-régionalisation ont amené le pays à une situation qui, à tout moment, peut devenir incontrôlable.

Durant les années qui ont précédé et suivi la mort de Franco, une alliance avait été, dans les faits, établie entre la classe ouvrière et les peuples contre le franquisme. L'aspiration à établir un régime démocratique, où la fraternité entre les peuples soit une réalité institutionnalisée, était l'aspiration de la majorité. C'était cela le sens du combat pour la république, pour l'union libre des républiques. Mais les intérêts de l'impérialisme allié à la bureaucratie du Kremlin pour empêcher l'explosion révolutionnaire en Espagne après le Portugal exigeaient le maintien d'une bonne partie de l'appareil franquiste et ont obligé les partis ouvriers et les partis nationalistes à détourner les aspirations des travailleurs et des peuples.

Cela a débouché sur le pacte de la Moncloa.

Aujourd'hui, on ne peut pas aborder la question de la démocratie, donc du droit des peuples, sans établir le lien entre l'instauration de ce droit et le démantèlement de la monarchie et de l'appareil franquiste, et la rupture avec l'Union européenne et sa Constitution.

La monarchie a toute sa place dans la Constitution européenne. La démocratie et la République n'en ont aucune. La dislocation régionale de la classe ouvrière, l'abaissement du "coût du travail" sont un des buts de la Constitution européenne. Le combat pour l'union libre des républiques libres part de la défense de l'unité de la classe ouvrière, de ses revendications et de la défense de ses organisations.

La critique que nous portons aux partis nationalistes, notamment le PNB, Batasuna et la Gauche républicaine de Catalogne, ce n'est pas seulement qu'ils défendent la propriété privée — ils n'ont jamais caché qu'ils étaient les partis de la bourgeoisie et des classes moyennes —, mais qu'ils ne défendent pas les droits des peuples basque et catalan. En effet, le plan Ibarretxe a comme point de départ que le Pays basque est une région de l'Europe où il demande un strapontin dans les institutions européennes.

En pleine campagne électorale pour les élections du 16 novembre en Catalogne, Carod-Rovira, candidat de la Gauche républicaine de Catalogne, déclare :

*"Depuis 1931, la Gauche républicaine a revendiqué un Etat pour la Catalogne. En 1931, nous avons intégré cela dans le cadre d'un Etat fédéral ibérique. Aujourd'hui, nous insérons cela dans le cadre européen."*

Tout est dit. Il n'y a pas de défense des droits nationaux sans rupture avec la monarchie et l'Union européenne.

---

## QUELQUES ÉLÉMENTS SUR LA FORME QUE PREND LA LUTTE DES CLASSES

---

Nous avons insisté à plusieurs reprises sur le caractère explosif et même semi-insurrectionnel qu'a pris le mouvement de la classe dans les années autour de la mort de Franco. Par exemple, en janvier 1977, après l'assassinat par un commando parapoliticien des avocats d'Atocha, une grève spontanée s'est répandue dans tout le pays. La grève générale était à l'ordre du jour et le mot d'ordre était clair : la monarchie était responsable des assassinats. C'est l'appareil du PC, en accord avec le ministre de l'Intérieur de l'époque, Martin Villa, bien que le PC ait été dans l'illégalité, qui a

empêché l'explosion révolutionnaire et qui a réabsorbé le mouvement de grève vers la promesse de légalisation de tous les partis, y compris du PC, de la tenue d'élections générales qui ont eu lieu le 15 juin 1977.

L'histoire est longue et la mise en place des régions a cherché dès le début à empêcher la forme de mobilisation à l'échelle nationale que prend rapidement toute action partielle de la classe ouvrière. La régionalisation n'a pas empêché la grève générale du 14 décembre 1988 contre une loi d'emploi précaire de Gonzalez, qui a signifié la prise de distance de l'UGT par rapport au PSOE et le retrait de la loi. Elle n'a pas empêché non plus la grève du 20 juin 2003 contre la réforme des allocations de chômage, ni les manifestations de février-mars, syndicats et partis en tête, contre la guerre et contre le gouvernement. Mais la régionalisation a empêché une explosion révolutionnaire.

Par exemple, au Pays basque, les syndicats nationalistes, avec l'aide des syndicats nationaux, ont divisé la grève du 20 juin, les uns appelant le 19 et les autres le 20... L'autre caractéristique de tout le mouvement de la classe a été que, malgré la faiblesse du nombre d'adhérents des syndicats, tout mouvement significatif s'est saisi des syndicats en cherchant à contraindre à leur unité pour la défense des revendications.

Par exemple, au mois d'octobre, il y a eu une longue grève des travailleurs de la raffinerie Repsol, à Puerto Llano. Il faut dire à ce sujet que la même Repsol, qui pille les richesses énergétiques en Argentine ou en Bolivie, maintient les trois quarts de ses travailleurs dans une situation de précarité et de sous-traitance. Le 19 août, un accident à la raffinerie en raison du non-respect des règles de sécurité a provoqué la mort de plusieurs travailleurs. Les secrétaires syndicaux Mendez et Fidalgo ont couru à Puerto Llano pour essayer de calmer les esprits. La masse des travailleurs les a reçus de manière très violente et les a expulsés de l'assemblée. Cela n'a pas empêché qu'au mois d'octobre, la grève a été convoquée dans l'unité par l'UGT et les CCOO autour des revendications, que les manifestations dans la ville avaient à leur tête les responsables syndicaux et le maire socialiste de la ville.

Ce rapport entre la classe ouvrière et les syndicats, notamment l'UGT, est loin d'être

affaibli. C'est pour cela qu'on ne peut pas imposer la Constitution européenne, qu'on ne peut pas imposer la macroréforme du marché du travail que prône le Parti populaire si on ne détruit pas de manière qualitative les organisations syndicales.

---

## LA CRISE DU RÉGIME, LA RÉAPPROPRIATION DE LA MÉMOIRE HISTORIQUE ET LA LUTTE POUR LA DÉMOCRATIE

---

La rupture du consensus qui a donné lieu au pacte de la Moncloa, la mise en question des institutions du régime directement par les masses — n'oublions pas que, pendant les manifestations de février-mars, les drapeaux républicains étaient massivement présents — s'accompagnent du mouvement qui a surgi des profondeurs mêmes de la classe ouvrière, des secteurs les plus opprimés, pour se réapproprier la mémoire historique.

En effet, ce sont les familles de réprimés et d'assassinés par le franquisme qui ont été, au point de départ, il y a deux ans, à l'origine d'un mouvement embrasant tout le pays.

Il y a eu toute une opération d'union nationale, parrainée par la Gauche unie et quelques dirigeants du PSOE, notamment Alfonso Guerra, pour clore cette question en proposant au Congrès des députés une motion unanime. En effet, le 20 novembre 2002, une motion a été adoptée par tous les groupes parlementaires, y compris les néo-franquistes du Parti populaire, pour condamner le franquisme. A ce moment-là, le Parti populaire a dit que ce vote devait clore toute autre réclamation ou exigence. Mais cette tentative pour casser ce mouvement pour se réapproprier l'histoire a échoué.

Aujourd'hui, de nouveau, il a été proposé par la Gauche unie qu'à l'occasion de l'anniversaire de la Constitution du 6 décembre, un hommage soit organisé par tous les groupes parlementaires. Mais cette proposition a été refusée par le Parti populaire, qui considère que revenir sur cette question, c'est revenir sur ce qui s'est passé pendant la guerre et la révolution. Et donc, il a rompu le consensus là-dessus. Mais en ce sens, le Parti populaire a raison.

Au-delà des exigences tout à fait honorables des familles des victimes, il s'agit d'autre chose : toutes les questions qui étaient en suspens lors de la guerre et de la révolution (celles de la terre, de la propriété des moyens de production, de la démocratie, et notamment la question nationale), non seulement n'ont pas été réglées, mais aujourd'hui réapparaissent dans une combinaison certes différente de celle des années 1930, mais comme des questions dont les travailleurs et les peuples d'Espagne exigent la résolution pour construire un avenir de paix et de démocratie.

Il s'agit aussi des partis politiques qui représentent ou disent représenter la classe ouvrière, donc de leur capacité à combattre pour la démocratie et pour les droits des travailleurs. C'est pour cela que cette question est explosive.

La section de la IV<sup>e</sup> Internationale doit intégrer le combat pour se réapproprier la mémoire historique, donc l'exigence de la responsabilité pour les crimes du franquisme, la réhabilitation politique et morale des victimes et le combat plus général pour la démocratie, pour l'union libre des républiques libres, pour le règlement de l'ensemble des aspirations sociales et démocratiques des travailleurs et des peuples.

---

## LA PRIORITÉ DES TÂCHES DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Les élections législatives convoquées pour le mois de mars représentent un enjeu majeur pour les travailleurs et les peuples d'Espagne. Ces élections sont convoquées dans une situation critique de la lutte des classes et elles vont déterminer l'avenir des travailleurs et des peuples d'Espagne dans la prochaine période. Il n'est pas exagéré de dire que ce qui est en jeu dans ces élections, c'est le fait de savoir si le gouvernement néofranquiste, prenant appui sur la Constitution et les institutions européennes avec le soutien direct des appareils, notamment des Commissions ouvrières, va être capable de

porter un coup majeur aux conquêtes des travailleurs, notamment au cadre actuel des négociations collectives, donc à l'existence même des syndicats, et de transformer l'offensive contre le peuple basque en une situation d'affrontement presque irréversible entre les peuples d'Espagne, seule manière de sauvegarder les institutions franquistes et d'imposer la Constitution européenne.

Rappelons donc que le gouvernement a annoncé la mise en place après les élections d'une macroréforme du marché du travail, parallèlement à la poursuite de l'offensive contre le peuple basque et tous les peuples. En ce sens, la déclaration institutionnelle des commissions exécutives de l'UGT et des CCOO contre le plan Ibarretxe et l'attitude de la direction du PSOE facilitent cette offensive.

Partisans des droits des travailleurs et des peuples, nous mettons au centre le combat contre la Constitution européenne. Nous considérons que notre devoir est d'aider les travailleurs et les jeunes à s'adresser à leurs organisations, et notamment au PSOE, pour signifier que la défense des droits des travailleurs et des peuples est contradictoire à l'acceptation du traité de la Convention européenne et avec les exigences du gouvernement Aznar. C'est pour cela que nous aidons à mettre en place un Mouvement des travailleurs et des jeunes pour la défense des droits des travailleurs, des droits des peuples, pour la démocratie.

Nous qui combattons pour la république, pour l'union libre des républiques libres, nous n'en faisons pas une condition pour combattre ensemble afin d'en finir avec le gouvernement Aznar et pour dire non à la Constitution européenne. Nous cherchons donc à constituer un regroupement politique dans lequel puissent se retrouver avec nous des militants socialistes syndicalistes d'autres tendances, sans les obliger à renoncer à leur affiliation de parti.

**Le 1<sup>er</sup> décembre 2003,  
Andreu Camps**

## Notes préparatoires au conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale

# Révolution politique et révolution sociale dans l'ex-Union soviétique

Le conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale se réunira en janvier 2004.

Parmi d'autres, une question est inscrite à son ordre du jour : « *Révolution politique et révolution sociale dans l'ex-Union soviétique* ».

La IV<sup>e</sup> Internationale s'est constituée dans le combat contre la dégénérescence bureaucratique de l'Union soviétique et pour la révolution politique. Elle s'est, pour ce faire, appuyée sur l'analyse magistrale de Léon Trotsky dans *La Révolution trahie* (1936). Le combat pour la révolution politique signifiait lutter pour la défense des bases sociales et économiques issues d'Octobre 1917 (défense de l'URSS), défense inséparable du combat politique pour le renversement de la bureaucratie usurpatrice (laquelle, selon Trotsky, « défendait » l'URSS à sa manière, c'est-à-dire par des « *moyens qui en préparaient l'effondrement* »).

Contre le révisionnisme pabliste, notre courant a toujours affirmé la nécessité de maintenir le programme de défense des conquêtes sociales (défense de l'URSS) et refusé de confondre les bases issues d'Octobre 1917 avec la bureaucratie qui en avait usurpé l'héritage et le drapeau.

Des décennies ont passé. En 1989, le Mur de Berlin est tombé. En 1991, sous la forme qui avait été constituée dans les années qui ont suivi la révolution d'Octobre, l'URSS a éclaté. En ex-URSS, comme dans tous les pays de l'est de l'Europe, les barrières à la pénétration capitaliste ont été abattues. Quel bilan tirer aujourd'hui ? Les marxistes se doivent, en toute circonstance, de ne pas contourner le bilan de leurs propres analyses et chercher, à la lumière des faits, à mesurer

dans quelle proportion ces analyses ont été confirmées ou, au contraire, infirmées par le déroulement des événements. Il s'agit, en toute circonstance, de dégager d'une analyse fondée sur les faits un point d'appui pour l'action et l'organisation.

C'est dans ce cadre que s'ouvrira au conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale une discussion qui, sans aucun doute, se poursuivra lors du VI<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ces notes constituent donc une première contribution au rapport présenté au prochain conseil général.

## Note n° 1

Dans *La Révolution trahie*, après avoir analysé toutes les facettes du régime soviétique, Trotsky tente, dans la conclusion du chapitre 9, d'en proposer une définition d'ensemble. L'URSS, écrit-il, est un régime transitoire. Il précise :

« *Qualifier de transitoire ou d'intermédiaire le régime soviétique, c'est écarter les catégories sociales achevées comme le **capitalisme** (y compris le "capitalisme d'Etat") et le **socialisme**.*

*Mais cette définition est en elle-même tout à fait insuffisante et risque de suggérer l'idée fausse que la seule transition possible pour le régime soviétique actuel mène au socialisme.*

*Un recul vers le capitalisme reste cependant parfaitement possible.*

*Une définition plus complète sera nécessairement plus longue et plus lourde. »*

De cette « définition plus longue et plus lourde », Trotsky propose la formulation suivante :

« *L'URSS est une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, dans laquelle :*

*a) les forces productives sont encore trop insuffisantes pour donner à la propriété d'Etat un caractère socialiste ;*

*b) le penchant à l'accumulation primitive, né du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l'économie planifiée ;*

*c) les normes de répartition, de nature bourgeoise, sont à la base de la différenciation sociale ;*

*d) le développement économique, tout en améliorant lentement la condition des travailleurs, contribue à former rapidement une couche de privilégiés ;*

*e) la bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme ;*

*f) la révolution sociale, trahie par le parti au gouvernement, vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs ;*

*g) l'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme ;*

*h) la contre-révolution en marche vers le capitalisme devra briser la résistance des ouvriers ;*

*i) les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. »*

Trotsky ajoute : « *La question sera tranchée en définitive par la lutte des deux forces vives sur les terrains national et international. »*

## Note n° 2

Si l'on reprend la définition « longue et lourde » proposée par Trotsky pour l'URSS de 1936 et qu'on la confronte à la situation de 2004, il faut inverser l'ordre des facteurs, et mettre en tête celui que Trotsky place en fin : « *La question sera tranchée en définitive par la lutte des deux forces vives sur les terrains national et international.* » En dépit de l'ampleur des mesures de démantèlement des

conquêtes issues d'Octobre (nous y reviendrons plus loin), il est à notre avis correct d'affirmer que, aujourd'hui encore, la question n'est pas tranchée jusqu'au bout. Elle ne peut l'être que sur l'arène de la lutte de classe internationale.

Au-delà des étapes indiscutablement franchies par le processus de rétablissement du capitalisme dans l'ex-URSS — et dans des conditions très particulières, nous le

verrons plus loin —, l'avenir reste ouvert. Il ne peut être dénoué que par et dans la lutte des deux forces sociales vives qui se

confrontent sur le terrain de la lutte de classe nationale et internationale.

### Note n° 3

Indiscutablement, les caractéristiques de l'ex-URSS comme un Etat non dominé par la propriété privée des moyens de production ont été largement abolies. Mais dans quelles conditions l'ex-URSS s'est-elle trouvée projetée dans l'arène du marché mondial capitaliste ? On ne peut sur ce plan — du moins pour qui s'en réclame — s'émanciper de la méthode du marxisme.

Revenant sur les conditions historiques qui ont conduit à Octobre 1917 et à la constitution de l'URSS, Trotsky écrit : « *L'histoire des dernières décennies attestée avec une force particulière que, dans les conditions de la décadence du capitalisme, les pays arriérés ne sauraient atteindre le niveau des vieilles métropoles du capital. Les civilisateurs dans l'impasse barrent la route à ceux qui se civilisent. La Russie est entrée dans la voie de la révolution prolétarienne, non parce que son économie était la plus mûre pour la transformation socialiste, mais parce que cette économie ne pouvait plus se développer sur des bases capitalistes. La socialisation des moyens de production était devenue la condition nécessaire avant tout pour tirer le pays de la barbarie : telle est la loi du développement combiné des pays arriérés* » (tiré du chapitre I, « L'acquis », de *La Révolution trahie*).

Si l'on transpose cette analyse aux conditions économiques, sociales et politiques du moment présent, on en arrive aux questions suivantes :

- Vivons-nous toujours — et bien plus aujourd'hui qu'à l'époque où Trotsky écrivait — dans les conditions de la décadence du capitalisme ? A cela nous avons répondu « oui » dans les documents de la conférence de reproclamation de la IV<sup>e</sup>

Internationale, en 1993, et des IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Congrès mondiaux (1993 et 2002).

- Précipitée dans la sphère du capitalisme, l'ex-URSS connaissait-elle un énorme retard économique (malgré le formidable développement des forces productives qu'a permis l'économie planifiée, pourtant soumise à la gabegie et au parasitisme bureaucratiques) ? Cela n'est pas contestable.

- Dans ces conditions, peut-on imaginer un seul instant que les pays issus de l'ex-URSS puissent aujourd'hui atteindre « le niveau des vieilles métropoles du capital » ? Peut-on imaginer qu'aujourd'hui, moins qu'hier, « les civilisateurs dans l'impasse ne barrent la route à ceux qui se civilisent » ? Non, bien sûr.

Il en découle — sur la base même de la putréfaction du régime social fondé sur la propriété privée des moyens de production — que, plus encore aujourd'hui qu'il y a un siècle, la Russie (et les autres pays issus de l'éclatement de l'URSS) ne peut se développer sur des bases capitalistes. Aujourd'hui, plus encore qu'il y a un siècle, la socialisation des moyens de production est la condition nécessaire de tout pas en avant. Cette socialisation nécessaire peut-elle prendre appui sur autre chose que sur la révolution internationale du prolétariat ? Cette dernière peut-elle procéder d'autre chose que de la défense et de la reconquête de toutes les institutions et conquêtes arrachées par la lutte de classe internationale, ce qui inclut, pour l'ex-URSS, la défense (aux fins de reconquête) des segments de socialisation non détruits issus du régime d'octobre 1917 ? N'est-ce pas là la continuité du programme de la révolution politique, non pas sous la forme où Trotsky l'avait analysé, mais dans son contenu ?

### Note n° 4

En août 2003, une étude consacrée par le magazine américain *Fortune* aux dix premières fortunes, hors Etats-Unis,

d'hommes d'affaires âgés de moins de quarante ans place cinq Russes (contre trois l'an dernier) parmi les dix premiers.

Ces cinq fortunes récentes ont comme caractéristique « *qu'elles proviennent du sous-sol, tandis que les jeunes milliardaires américains de moins de quarante ans sont essentiellement prospères dans les nouvelles technologies* ». Ajoutons que plusieurs de ces dirigeants vivent hors de Russie, où sont enregistrées leurs entreprises. La structure sociale de cette couche de nouveaux milliardaires russes montre que ces fortunes nouvelles, pour l'essentiel, ne procèdent pas du développement des forces productives en Russie, mais se constituent sur la base d'un pillage dislocateur.

Au même moment, le journal français *Le Monde*, daté du 9 septembre 2003, indique les conditions dans lesquelles la Chine s'impose comme « l'atelier du monde » : « *La compression des coûts, notamment ceux des salaires — favorisée par un système policier réprimant le syndicalisme libre —, est une motivation première pour les industriels. Mais l'avantage comparatif du coût de la main-d'œuvre, qui explique en grande partie le "miracle chinois", ne durera pas éternellement. Déjà à Shanghai, les salaires flambent sur les postes les plus qualifiés.* »

Les deux informations méritent d'être mises en relation. En Chine, comme naguère dans l'ex-URSS, la supériorité d'une économie qui ne soit pas fondée sur la propriété privée des moyens de production s'est exprimée en particulier dans le rythme de l'industrialisation du pays (rythme infiniment plus rapide et aux conséquences infiniment plus profondes que pour tous les pays environnants).

L'une des conquêtes de la révolution prolétarienne en Chine, c'est la constitution d'une industrie ayant des caractéristiques de l'industrie moderne et donc le

développement rapide d'un prolétariat nombreux. Ce prolétariat, près de 300 millions d'ouvriers en Chine (par comparaison, ils étaient moins de 10 millions en 1949), constitue l'une des « conquêtes » du régime fondé sur la propriété sociale. Aujourd'hui, soumis à la dictature de l'appareil bureaucratico-militaire, ce prolétariat est livré aux processus de relocalisation par lequel le capital financier international cherche en permanence à abaisser les coûts du travail. Mais, comme le relève *Le Monde*, cela ne peut être que temporaire. La classe est classe. Même interdite de toute forme d'organisation, elle est amenée à chercher, par les lois mêmes de la lutte de classe, les voies de l'organisation, passant de la « classe en soi » à la « classe pour soi ».

La première conquête issue de la révolution prolétarienne chinoise, c'est l'existence même du prolétariat chinois. Sa défense comme classe est partie intégrante de la défense de la propriété sociale. Le premier article du combat pour la révolution politique, c'est la défense du prolétariat comme classe. Aujourd'hui, cette question est au cœur de l'explosion qui s'annonce. Défendre l'existence même de la classe ouvrière chinoise et de la nation chinoise est indissociable aujourd'hui de la défense de la propriété sociale : c'est l'actualité du combat pour la révolution politique en Chine.

Dans une situation différente, l'observation vaut pour la Russie : la défense du prolétariat comme classe — menacé d'un processus de destruction, y compris physique, du fait de « l'insertion » de la Russie dans le marché mondial, à l'heure où celui-ci est en voie de dislocation — recoupe de manière indissociable la question de la défense des segments de propriété sociale.

## Note n° 5

Si l'on considère la situation aujourd'hui, dans les pays issus de l'ex-URSS et de l'est de l'Europe, il serait absurde de prétendre que nous avons affaire à des Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés. Comme régime social qui dominait dans ces pays, la propriété sociale n'est plus. Nombre des critères caractéristiques

d'Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés — incluant le monopole du commerce extérieur, le contrôle sur la monnaie, le plan, la propriété des moyens de production, où dominait la propriété d'Etat comme expression de la propriété sociale, la collectivisation de l'agriculture — sont largement démantelés.

(Encore qu'il sera utile, dans une étude précise de la structure socio-économique de la Russie, de l'Ukraine, etc., de préciser sous quelle forme et dans quelle proportion subsistent les segments de propriété sociale — en incluant tous les aspects, y compris les kolkhozes, les institutions sociales, crèches, maisons de retraite, dispensaires... — dont l'existence est reliée à la propriété sociale des usines.)

Peut-on en conclure que la page ouverte par la révolution d'Octobre est définitivement tournée et que le monde s'unifie sous le régime capitaliste de la propriété privée des moyens de production ?

C'est là la conclusion tirée par les stalinien et les pablistes.

Le congrès de la LCR (l'organisation française du Secrétariat unifié) a, en

novembre 2003, décidé de modifier ses statuts, y supprimant toute référence à la dictature du prolétariat. Explication fournie par ses dirigeants : « *C'est une manière de dire que le cycle ouvert par octobre 1917 est aujourd'hui refermé* » (*Le Monde*, 4 novembre 2003).

En ce qui concerne l'organisation pabliste, écrire que la page ouverte par la révolution d'Octobre est définitivement fermée, c'est se rallier à l'horizon « indépassable » de l'économie de marché. C'est aussi travailler à désarmer travailleurs et militants, qui cherchent à combattre sur le terrain de classe, afin qu'ils se rallient à l'altermondialisation, c'est-à-dire à la politique dite d'humanisation du capitalisme.

## Note n° 6

La IV<sup>e</sup> Internationale n'est pas totalement à l'abri des pressions exercées par les forces qui œuvrent à la décomposition des conquêtes de la classe ouvrière, incluant les segments issus des conquêtes d'Octobre. Cette pression s'est en particulier exercée sur la question de l'ex-URSS.

Il nous faut revenir sur l'éditorial publié par *Informations ouvrières*, le 11 décembre 1991, titrant en première page : « *L'URSS : la fin ?* ». Cet article était certes conjoncturel. Mais, d'une certaine façon, l'orientation qui s'y est exprimée a imprégné toute notre activité dans cette région du monde dans la période qui a suivi. Cet éditorial conclut de fait à la « fin de l'URSS », sans qu'à aucun moment ne soit mis en rapport l'existence de l'URSS avec sa base socio-économique (la propriété sociale), pas plus que, en sens inverse, sa fin supposée n'est analysée en rapport avec la liquidation de la propriété sociale elle-même. L'équation posée est : éclatement de la bureaucratie égale destruction de l'URSS. Mais l'URSS, pour les trotskystes, n'a jamais été réductible à la superstructure (étatique). Pour nous, l'URSS (et donc la défense de l'URSS) a toujours inclus au premier chef les conquêtes d'Octobre (même confisquées par la bureaucratie) qui constituaient la base socio-écono-

mique de l'URSS. Ecrire que l'éclatement de l'URSS comme Etat (relié à l'éclatement de l'appareil bureaucratique lui-même) équivaut, *ipso facto*, à la fin de l'URSS, cela revient à tirer un trait d'égalité entre l'URSS et la bureaucratie. C'est la position classiquement pabliste.

Rappelons qu'en 1951, Michel Pablo, dans *Où allons-nous ?*, écrit : « *La réalité sociale objective, pour notre mouvement, est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien. Du reste, qu'on le veuille ou non, ces deux éléments constituent la réalité objective tout court, car l'écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent actuellement dirigée ou influencée par la bureaucratie soviétique (...). La transformation (de la société capitaliste en socialisme) occupera probablement une période historique entière de quelques siècles, qui sera remplie entre-temps par des formes et des régimes transitoires entre le capitalisme et le socialisme, nécessairement éloignés des formes "pures" et des normes.* »

De cette position a découlé, « au nom de la défense de l'URSS », la défense de la bureaucratie et de la politique du stalinisme ; puis, après la chute du Mur, une politique niant toute possibilité de défense des segments de propriété sociale, puisque

la chute de la bureaucratie équivalait à la fin du socialisme. Force est de constater, à travers l'article cité et aussi nos difficultés à construire à l'est de l'Europe, que nous n'avons pas été épargnés par cette pression (1).

---

(1) Une relecture de la totalité des textes que nous avons publiés dans *La Vérité*, entre 1990 et aujourd'hui, au sujet de l'URSS et plus généralement de l'est de l'Europe montre clairement la coexistence d'orientations contradictoires sur la question centrale : la propriété sociale, les segments

qui en subsistent ou non, leur défense ou non ? La même remarque peut être faite sur la succession de nos initiatives diverses durant la même période : deux conférences en Hongrie, une conférence en Russie, des bulletins de l'Entente en russe, des accords successifs avec différents groupes (Solidarnost, Mourom, RKP, KAS-KOR...). Pour ne donner qu'un exemple : une conférence européenne, tenue en Hongrie en 1989, ne dit mot dans sa résolution finale de la question de la propriété sociale. N'y a-t-il pas un rapport entre ces oscillations sur la question théorique de l'URSS et l'affirmation faite au dernier conseil général, par certains camarades, selon laquelle, pour eux, la question du pablisme ne se posait plus depuis 1989 ?

## Note n° 7

Pour qui ne veut pas en rester à l'observation superficielle, il faut relever les éléments suivants :

a) Indiscutablement, le « marché » de l'ex-URSS est livré au régime capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production.

b) Les barrières institutionnelles qui protégeaient le régime de la propriété socialisée ont été largement démantelées.

c) Mais — et cela n'est pas un fait de second ordre — le « marché » de l'ex-URSS et des pays de l'est de l'Europe est livré au régime fondé sur la propriété privée des moyens de production au moment même où celui-ci est entré dans sa phase de décomposition, de décadence et de pourrissement, entraînant la mise en cause du cadre même des nations.

d) Il en découle que les conditions mêmes dans lesquelles ces « marchés » de l'ex-URSS et d'Europe de l'Est sont ainsi livrés au régime fondé sur l'exploitation capitaliste ne permettent pas un développement capitaliste au sens classique de développement des forces productives, bien au contraire.

e) La citation comparative faite plus haut entre les articles sur la Russie et sur la Chine est éclairante. Ce n'est que par les moyens de la répression bureaucratique-militaire que le marché du travail chinois peut être utilisé — et encore, temporairement —, non pas pour un développement des forces productives en Chine, mais pour une politique de razzia sur sa main-d'œuvre, contrainte à des conditions d'exploitation abaissant le « coût du travail ». La surexploitation de la classe

ouvrière chinoise s'insère ainsi dans l'aggravation des conditions d'exploitation du prolétariat dans le monde entier. S'ouvrant de plus en plus à la pénétration du capital financier international, la bureaucratie chinoise prépare les conditions de l'effondrement de la propriété sociale et de sa propre dislocation comme couche parasitant la propriété sociale.

f) En ex-URSS même, où cette phase a déjà eu lieu, l'appareil bureaucratique-militaire centralisé s'est disloqué, puis réorganisé par fragments, en relation avec la situation nouvelle. Toutefois, il faut relever que l'immense accumulation de richesses sur la base de l'appropriation privée de la propriété sociale par des secteurs issus de la bureaucratie — et, sous cet angle, le pronostic de Trotsky dans *La Révolution trahie* est pleinement réalisé — ne se réalise pas principalement dans l'exploitation de la force de travail, mais dans le pillage direct du pays, entraînant des flux d'exportation des capitaux considérables.

Mais, à la différence du processus colonial ancien, ces flux ne s'inscrivent pas dans un mécanisme de développement, même limité, de l'infrastructure et des populations autochtones pour les besoins de la puissance coloniale. Ils se traduisent purement et simplement par un effondrement des conditions générales d'existence des pays concernés (*voir annexes*).

g) En se disloquant, la bureaucratie donne naissance à une couche indiscutablement capitaliste par son insertion dans la sphère du capital financier mondial et

par son appropriation privée de la propriété sociale ; mais ces secteurs issus de la bureaucratie entrent dans la sphère du capitalisme par la porte très particulière de la spéculation, de la prévarication, des pillages financiers, des investissements parasitaires, et non pas par la porte principale, celle de la production et de la vente des marchandises.

h) De ce fait, on assiste à la constitution d'une « classe bourgeoise » d'un genre très particulier, appuyée socialement sur la destruction en masse des forces productives, et non sur leur essor, et, politiquement, sur la dislocation de la nation et non sa constitution.

i) Il y a là, il est vrai, une caractéristique qui n'est pas propre à la situation dans l'ex-URSS, mais qui est une marque générale de l'impérialisme décomposé.

j) Toutefois, les conditions mêmes dans lesquelles cette couche issue de la nomenklatura pénètre dans l'arène du capital financier international accentue et accélère le processus d'ensemble de mafiosisation de la classe capitaliste mondiale.

k) En ce sens, il est restrictif de parler, *stricto sensu*, de restauration du capitalisme dans l'ex-URSS. Parce qu'il ne peut déboucher — sous quelque forme que ce soit, même sous la forme coloniale « classique » — sur un processus de développe-

ment capitaliste, le processus en cours dans l'ex-URSS nourrit tous les phénomènes de dislocation et de mafiosisation du système capitaliste international. Celui-ci reste fondé sur la propriété privée des moyens de production (c'est-à-dire sur la production de plus-value par l'exploitation de la force de travail), mais ne « survit » qu'au prix d'une marche accélérée à la barbarie : politiques d'armement, spéculation, parasitisme, drogue, guerres, dislocation des nations, etc., et, d'abord et avant tout, la destruction en masse de la classe ouvrière « pour soi ».

l) L'avenir « capitaliste » de la Russie lui est d'une certaine façon présenté en Irak, en Afghanistan, en Côte-d'Ivoire.

m) Si l'on s'en tient aux critères classiques d'une formation sociale, il est difficile de parler de la constitution d'une classe capitaliste russe. Les ex-nomenklaturistes, devenus chefs de groupes industriels extrêmement puissants et à l'assise financière gigantesque, n'apparaissent même pas comme une bourgeoisie compradore, mais plutôt comme les éléments satellisés d'une classe capitaliste étrangère, dont ils dépendent dans leur capacité à écouler sur le marché mondial les surprofits considérables dégagés du pillage de l'ex-URSS (cet aspect mériterait naturellement un examen approfondi et appuyé sur les statistiques).

## Note n° 8

Cette « formation sociale » n'est pas d'un type nouveau. Elle constitue un développement supplémentaire dans l'apparition d'excroissances parasitaires du capitalisme putréfié. Cette formation particulière concentre toutes les caractéristiques de la phase de décadence du système fondé sur la propriété privée des moyens de production, au premier rang desquelles : la destruction de la principale force productive, le prolétariat. Toutes les statistiques montrent que, dans les dix dernières années, dans l'ex-URSS, la classe ouvrière, en nombre, en force, en qualification, en espérance de vie, en conditions de nutrition, est directement attaquée dans son existence même par cette décomposition du système.

Pour paraphraser la phrase de Trotsky citée au début de ces notes, on peut dire

que le monde des « civilisateurs », qui n'arrive pas lui-même à survivre dans le cadre de son propre régime social fondé sur la propriété privée des moyens de production (et engage, de ce fait, l'humanité entière sur la voie d'une barbarie croissante), a moins que jamais l'intention de laisser à des pays plus arriérés la possibilité de pénétrer dans l'arène du système capitaliste, qui parvient si mal à se survivre lui-même.

Il n'y a donc pas place pour la constitution d'une bourgeoisie russe, au sens classique du terme. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas place pour la constitution d'une bourgeoisie d'un type particulier : exploiters, profiteurs, gangsters divers. L'avenir de la Russie ne peut en aucune manière se dessiner dans le cadre de la

moindre stabilisation du système capitaliste pourrissant fondé sur la propriété privée des moyens de production. Car ce système lui-même, y compris dans les pays « avancés », voit la bourgeoisie impérialiste se transformer de plus en plus en une bourgeoisie d'un type particulier de spéculateurs, profiteurs, gangsters divers,

conduisant à la destruction « organisée » des forces productives (pour tous les pays capitalistes, y compris les Etats-Unis).

En ex-URSS, comme dans le reste du monde d'ailleurs, la seule « stabilisation » possible du capitalisme s'impose à coups de guerres destructrices des nations.

## Note n° 9

Plus encore aujourd'hui que par le passé, on ne saurait répondre à la situation de la Russie (comme celle de l'humanité tout entière) que par le combat pour le socialisme, c'est-à-dire pour la socialisation des moyens de production et le passage du pouvoir politique entre les mains de la classe ouvrière et de l'ensemble des couches opprimées.

Comment cette perspective s'incarne-t-elle aujourd'hui en ex-URSS ? Quel rapport peut-on établir entre ce que fut Octobre 1917 — c'est-à-dire la première tentative de socialisation des moyens de production à l'échelle d'un pays tout entier — et la perspective aujourd'hui tracée du combat pour le socialisme ?

Toutes les nations sont amenées à un moment ou à un autre à revenir à leur propre 1793, leur propre 1848, leur propre 1871, a écrit Lénine naguère. De quelle manière et sous quelle forme les classes ouvrières issues des pays de l'ex-URSS seront-elles amenées à revenir à leur propre 1905, leur propre 1917 ?

On a en mémoire cette autre phrase de Lénine prononcée dans les années 1920, quand la révolution russe, assiégée de toutes parts, semblait sur le point d'être détruite. Peut-être parviendront-ils à détruire l'essentiel des conquêtes d'Octobre, écrivait Lénine, mais, ajoutait-il : s'il ne reste que quelques segments, alors, c'est à partir de ces segments que nous reconstruirons la totalité.

Au moment où il écrivait ces lignes, Lénine restait axé sur le passage du premier élan de la révolution prolétarienne en Russie à l'arène de la révolution mondiale. Pour lui, en toute circonstance, la révolution russe n'était qu'un premier chaînon de la révolution mondiale. En 1920, il s'appropriait à amorcer le recul de la NEP, recul consécutif en Russie au

recul de la révolution mondiale (recul sur lequel, précisément, Staline et la bureaucratie devaient ultérieurement s'appuyer pour se constituer en caste privilégiée, brandissant pour se couvrir la théorie fallacieuse du « socialisme dans un seul pays »).

En 1922-1923, Lénine, qui subordonnait toujours la survie des conquêtes d'Octobre à la révolution mondiale, inscrivait la révolution russe dans celle-ci. La phrase à propos des segments à partir desquels il est possible tout reconstruire intégrait la révolution russe dans le cadre de la révolution mondiale.

Aujourd'hui, il faudrait, d'une certaine manière, inverser l'ordre des facteurs et affirmer : la socialisation des moyens de production à l'échelle mondiale passe par la défense des conquêtes et garanties arrachées par la lutte de classe du prolétariat mondial et dans chaque pays (ce qui, dans l'ex-URSS, s'appuie sur les segments constitués par la révolution d'Octobre et non encore détruits).

C'est cette orientation qui a conduit, lors d'une discussion récente avec les camarades ukrainiens, à propos de la « conférence pour la défense du Code du travail et la défense des conquêtes d'Octobre », à leur suggérer d'ajouter également le mot d'ordre de « *Reconquête des conquêtes d'Octobre* ». Il s'agissait ainsi d'inclure les segments issus d'octobre 1917 dans le processus de la révolution mondiale, dont octobre 1917 continue aujourd'hui de constituer, pour la classe ouvrière du monde entier, le premier chaînon. Pour la même raison, s'il est juste de combattre contre les privatisations dans l'ex-URSS, par exemple celle des chemins de fer, cela n'est pas suffisant. Même établir le lien entre le combat pour la reconquête des conquêtes d'Octobre et le combat contre les privati-

sations n'est pas suffisant. Il est indispensable de montrer, à partir de la dégénérescence bureaucratique stalinienne de l'URSS et à partir des faits, que l'un des termes de l'alternative « révolution politique ou restauration capitaliste » se concrétise aujourd'hui dans le processus de restauration-destruction des bases mêmes de l'économie socialisée en 1917. Mais il est indispensable de montrer également que cela, loin de déboucher sur la constitution d'une classe bourgeoise « capitaliste » dans l'ex-URSS, nourrit la constitution d'une couche de mafieux compradore, dont la barbarie (saccageant l'économie restructurée sur la base de

l'économie mondiale du système pourrissant de la propriété privée des moyens de production) éclaire d'une certaine manière l'avenir que le capitalisme réserve à l'humanité tout entière.

La marche à la destruction de la propriété sociale en ex-URSS s'inscrit comme un facteur de désintégration de l'ensemble de l'économie mondiale engagée dans une marche à la barbarie.

Le combat contre les privatisations (ou reprivatisations) en ex-URSS s'inscrit dans la lutte contre la marche accélérée à la barbarie du système mondial de la propriété privée des moyens de production.

## Note n° 10

Sur quoi la classe ouvrière, dans les pays de l'ex-URSS, peut-elle prendre appui pour reconstituer les conditions de son combat et se reconstituer comme classe ? D'abord et avant tout, répétons-le, sur le combat révolutionnaire international du prolétariat. La classe ouvrière de ces pays n'est qu'une composante de la classe ouvrière internationale. C'est le combat d'ensemble de la classe ouvrière à l'échelle internationale, cherchant à se préserver contre la destruction à laquelle la voue la marche à la barbarie impérialiste, qui permet de poser les bases de la défense et de la préservation de la classe ouvrière de l'ex-URSS comme classe.

Dans cet ensemble, la classe ouvrière, dans les pays de l'ex-URSS peut prendre appui, d'abord et avant tout, sur le fait qu'elle existe comme classe. Elle existe comme classe avec ce que Marx appelait tous les paramètres sociaux, historiques, culturels qui constituent la classe en classe pour soi. Parmi ces paramètres historiques, sociaux et culturels, il y a d'abord et avant tout ceux hérités d'octobre 1917, qu'il s'agisse de la qualification de la classe ouvrière, de sa relation matérielle avec les conquêtes qu'ont été – et sont encore, en partie —, à travers la propriété d'Etat, les liens avec l'ensemble des insti-

tutions sociales liées aux entreprises d'Etat. Mais cela est vrai aussi de la paysannerie et d'autres secteurs.

A la question posée : sommes-nous, comme le prétendent les pablistes, staliens et autres, définitivement passés dans une situation « normale » d'une Russie « capitaliste » ? La réponse est catégoriquement : non. Nous sommes dans une situation anormale, atypique. Les institutions héritées d'Octobre ont été indiscutablement anéanties, mais, contradictoirement à cela, des segments, certes en voie de décomposition, sont toujours existants. (C'est ce que signalent les camarades ukrainiens lorsqu'ils évoquent l'existence de « kolkhozes rouges » ou ce qu'ils appellent les « îlots des conquêtes » qui subsistent encore.)

La survie du prolétariat comme classe en ex-URSS, comme dans le monde entier, met à l'ordre du jour la capacité à se saisir de la défense de toutes les conquêtes et de tous les segments. Ce qui, dans les pays de l'ex-URSS, passe nécessairement par le combat politique pour balayer (dans ses différentes composantes rivales) la puissante couche parasitaire ex-nomenklaruriste qui livre le pays (et le prolétariat et la paysannerie) à la destruction impérialiste étrangère.

## Note n° 11

La discussion que nous devons engager au conseil général ne saurait y être conclue. Sur la base d'un premier échange entre les membres du conseil général, il nous faut ouvrir le dialogue avec les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale dans le monde entier, mais aussi avec les travailleurs, militants, organisations qui, sans se revendiquer du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, cherchent comme nous la voie de l'indépendance, de la conquête et de la reconquête de tout ce qui a été détruit et qui appartient aux éléments constituants de la classe ouvrière comme classe.

Dans ce débat, il nous faudra en particulier, dans le dialogue avec les militants, groupes et organisations des pays issus de l'ex-URSS, chercher à établir avec le plus de précision possible à la fois la nature de ces « paramètres historiques, sociaux et culturels » et en quoi consistent les segments de propriété sociale non détruits. Dans le dialogue même avec les regroupements et organisations qui se sont constitués en ex-URSS, nous devons les solliciter afin qu'ils apportent eux-mêmes des réponses. Si les orientations exposées dans ces premières notes sont retenues par le conseil général, il serait nécessaire de demander à la commission russe de procé-

der, avec les camarades sur place, au recensement de l'ensemble de ces segments, point par point.

L'existence même de ces segments et institutions (que la classe ouvrière cherche à défendre) dans le cadre même de la décomposition du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production est un fait de la plus haute importance. Il vérifie, d'une part, la thèse fondamentale du marxisme exposée par Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* et, d'autre part, la conclusion que Trotsky en tire dans le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale : à savoir qu'à l'heure où le capitalisme pourrissant conduit l'humanité à la barbarie, la question majeure de toute la situation reste la crise de l'humanité, qui ne peut être résolue sans que soit résolue la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. Ce qui nous amène à fonder toutes nos tâches de construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections sur l'aide au prolétariat et aux peuples engagés dans la lutte à partir des segments hérités de la révolution d'Octobre, aussi bien que des segments, droits et garanties arrachés dans la lutte de classe internationale et dans chaque pays.

## Note n° 12

La IV<sup>e</sup> Internationale n'a rien en commun avec les groupes et organisations qui — certains se revendiquant frauduleusement de la IV<sup>e</sup> Internationale, d'autres ayant rompu avec elle — interviennent dans les pays issus de l'ex-URSS sur la ligne : il n'y a plus rien à défendre, toutes les perspectives sont fermées. Qu'il s'agisse des organisations du Secrétariat unifié (voir l'article de François Forgeue dans *La Vérité*, n° 34, à propos de la Chine) ou des groupes du type du Socialist Workers Party de Grande-Bretagne ou de The Militant, ils ont tous en commun de fermer toute perspective au prolétariat de l'est de l'Europe, hormis... l'humanisation de la mondialisation et la

substitution des ONG (société civile) au mouvement ouvrier indépendant (2).

---

(2) Il est de ce point de vue très significatif que le Secrétariat unifié et le SWP britannique se retrouvent aujourd'hui de fait dans des relations d'unification. Le SWP avait rompu avec la IV<sup>e</sup> Internationale à la fin des années 1940 sur une position « capitalisme d'Etat », selon laquelle il n'y avait plus rien à défendre en ex-URSS. A quoi le Secrétariat unifié avait opposé, on l'a vu précédemment, une politique identifiant défense de l'URSS et défense de la bureaucratie. Aujourd'hui, à l'heure où la bureaucratie s'est transformée en une multitude d'organes mafieux reliés à la couche dirigeante (Etats-Unis) du régime de la propriété privée des moyens de production pourrissante, les deux courants n'ont plus qu'à se rapprocher et à fusionner dans une même reconnaissance du « caractère indépassable » du régime capitaliste lui-même.

## Note n° 13

De l'effondrement de l'ex-URSS, certains tirent l'argument selon lequel il s'agit là de l'échec du combat pour le socialisme. Il faut, de ce point de vue, revenir sur la méthode de Trotsky se refusant à isoler le développement de la révolution russe du contexte d'ensemble du développement de la révolution mondiale.

Trotsky, dans *La Révolution trahie*, rappelle ce qui suit : « *La Russie n'était pas le chaînon le plus résistant, mais bien le plus faible du capitalisme. L'URSS actuelle ne dépasse pas le niveau de l'économie mondiale, elle ne fait que rattraper les pays capitalistes. Si la société qui devait se former sur la base de la socialisation des forces productives des pays les plus avancés du capitalisme à son époque représentait pour Marx le "stade inférieur du communisme", cette définition ne s'applique manifestement pas à l'URSS, qui reste à ce jour beaucoup plus pauvre, quant à la technique, aux biens et à la culture, que les pays capitalistes. Il est donc plus exact d'appeler le régime soviétique actuel, avec toutes ses contradictions, non point socialiste, mais transitoire entre le capitalisme et le socialisme, ou préparatoire au socialisme.* »

*Ce souci d'une juste terminologie n'implique aucun pédantisme. La force et la stabilité des régimes se définissent en dernier lieu par le rendement relatif du travail. Une économie socialisée en train de dépasser techniquement le capitalisme serait réellement assurée d'un développement socialiste en quelque sorte automatique, ce que l'on ne peut malheureusement dire en aucune façon de l'économie soviétique. »*

Rappelons que Mandel, dans les années 1950-1960, avait, à la suite de l'appareil stalinien lui-même, « découvert » que l'économie soviétique aurait rattrapé et même dépassé l'économie des pays capitalistes les plus développés !

Ce faisant, Mandel, une nouvelle fois, tournait le dos à l'enseignement de Trotsky, pour qui, compte tenu de l'énorme arriération de la Russie au moment de la révolution, le caractère « transitoire ou préparatoire au socialisme » de l'économie de l'ex-URSS incluait la possibilité que le développement socialiste ne soit pas assuré définitivement pour l'économie soviétique... mais s'inverse dans le sens d'une « transition » (contre-révolutionnaire) vers la restauration capitaliste.

## Note n° 14

Dans la compréhension de ce processus de « transition » inversé, il faut revenir sur le rôle de l'Etat. Lénine envisageait la formation de l'Etat soviétique comme « *Etat bourgeois sans bourgeoisie* ». Une formule que reprend Trotsky, lequel écrit dans le chapitre III de *La Révolution trahie*, à propos de « l'Etat soviétique » : « *à la fin de ses vingt premières années, il est loin d'avoir "dépéri", il n'a même pas commencé à "dépérir" ; pis, il est devenu un appareil de coercition sans précédent dans l'histoire* ».

La formation de cet « *appareil de coercition sans précédent dans l'histoire* » s'est reliée à la constitution d'une formation sociale particulière, la bureaucratie, formation sociale qui, contrairement à ce que Pablo a prétendu, n'avait aucune

place dans le processus historique de développement des forces productives et de l'humanité. Bien au contraire : la bureaucratie a occupé à l'échelle de l'histoire une place transitoire très particulière, comme instrument de décomposition de la propriété sociale, excroissance endogène de l'impérialisme mondial. Couche sociale s'autonomisant de plus en plus de sa base matérielle (la propriété socialisée des moyens de production), mais incapable pour autant de devenir une force indépendante (une classe bourgeoise capitaliste au sein plein du terme), la bureaucratie s'est fragmentée, fragmentant avec elle les éléments de l'appareil d'Etat. Et c'est dans ces conditions qu'elle a été amenée à s'insérer de façon très particulière dans un régime mondial fondé sur l'exploitation

capitaliste déjà constitué : impuissante à prendre les commandes d'un processus de développement des forces productives à l'échelle nationale, elle ne pouvait le faire que comme bande mercenaire au service de la classe capitaliste mondiale.

En 1937, dans un article intitulé "Un Etat non ouvrier et non bourgeois ?" (*Défense du marxisme*), Trotsky posait le problème en ces termes : « Marx écrivait que, dans la première période de son existence, les normes **bourgeoises** de répartition subsistent au sein de l'Etat ouvrier. Il faut bien méditer cette idée et jusqu'au fond. L'Etat ouvrier lui-même en tant qu'**Etat** est nécessaire, précisément parce que les normes bourgeoises de répartition restent en vigueur. La bureaucratie représente l'organe de cette répartition. Cela signifie que même la bureaucratie la plus révolutionnaire représente jusqu'à un certain point un organisme bourgeois dans l'Etat ouvrier.

*Bien entendu, ce qui a un sens décisif c'est le degré de ce caractère bourgeois et la tendance générale du développement. Si l'Etat ouvrier se débureaucratise et se réduit progressivement à rien, le développement va donc dans le sens du socialisme. Au contraire, si la bureaucratie devient de plus en plus puissante, autoritaire, privilégiée et conservatrice, c'est donc que les tendances bourgeoises dans l'Etat ouvrier se développent au détriment des tendances socialistes ; en d'autres termes, alors la contradiction interne qui existe jusqu'à un certain degré dans l'Etat ouvrier dès les premiers jours de sa constitution ne diminue pas comme l'exige la "norme", mais croît. Jusqu'alors, cependant, aussi longtemps que cette contradiction n'a pas dépassé le domaine de la répartition pour entrer dans celui de la production et n'a pas fait exploser la propriété nationalisée et l'économie planifiée, l'Etat reste ouvrier. »*

Cette contradiction est-elle aujourd'hui, pour reprendre la formule de Trotsky, « entrée dans le domaine de la production » ? Oui... mais cela pose aussi tout le problème de : quelle production ?

Trotsky poursuivit : « Lénine disait il y a quinze ans : "Nous avons un Etat ouvrier, mais avec des déformations bureaucratiques." Les déformations bureaucratiques constituaient alors l'héritage direct du régime bourgeois et,

*en ce sens, apparaissaient comme un simple résidu. Sous l'influence des conditions historiques défavorables, le "résidu" bureaucratique s'est cependant vu alimenter par de nouvelles sources et s'est transformé en un facteur historique énorme. C'est précisément pourquoi nous parlons aujourd'hui de **dégénérescence** de l'Etat ouvrier. Cette dégénérescence, comme le montre l'actuelle bacchanale de terreur bonapartiste, s'approche du point critique. Ce qui n'était qu'une déformation bureaucratique se prépare aujourd'hui à dévorer l'Etat ouvrier sans en laisser une miette et à dégager sur les ruines de la propriété nationalisée une nouvelle classe dirigeante. »*

Que la contradiction soulignée par Trotsky ait pénétré la sphère de la production, cela ne fait aucun doute. Que la déformation bureaucratique ait été à même de dévorer l'Etat ouvrier, c'est le cas. Peut-on en conclure qu'elle n'en a pas « laissé une miette » ? Cela mérite discussion. Quant à conclure que sur les ruines de la propriété nationalisée se soit « déagée » une « nouvelle classe dirigeante », cela appelle aussi une discussion. Quelle nouvelle classe dirigeante ? Et dirigeante de quoi ? Indiscutablement, il existe une nouvelle bourgeoisie russe, composée, à des degrés divers, de quelques-uns de ces centaines de milliers de bureaucrates qui se sont approprié des pans de la propriété nationalisée, qui en ont fait leur propriété privée. Et qui, sur cette base, ont cherché à s'insérer dans le marché mondial.

Peut-on parler pour autant d'une « nouvelle classe dirigeante », appuyée sur des rapports de propriété capitalistes stabilisés dans un rapport classique ? Entre le moment où Trotsky écrit ces lignes et aujourd'hui, soixante-six ans se sont écoulés. Soixante-six ans durant lesquels la survie du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production s'est opérée dans les conditions que nous avons analysées. Celles d'une destruction massive des forces productives, d'un parasitisme économique considérable. Le fait est qu'aujourd'hui cette « survie » du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production se réalise à une échelle massive au prix de l'économie d'armement, de l'occupation militaire, du

pillage, de la destruction, les unes après les autres, de toutes les formes de la démocratie.

En ce sens, l'ex-URSS arrive sur le marché mondial et dans l'ère du capitalisme à l'époque où celui-ci, non seulement n'est plus à même d'entraîner l'humanité

dans le sens d'un développement progressiste, mais l'entraîne vers l'abîme. Le dégageant d'une nouvelle « classe dirigeante » se fait dans les conditions d'un processus largement inachevé, chaotique et, de fait, sans issue... hormis la révolution prolétarienne.

## Note n° 15

En 1845, deux ans avant le *Manifeste du Parti communiste*, en 1845, Marx écrivait : « *Le développement des forces productives est pratiquement la condition première absolument nécessaire (du communisme – NDLR) pour cette raison encore que l'on socialiserait sans lui l'indigence et que l'indigence ferait recommencer la lutte pour le nécessaire et par conséquent ressusciter tout le vieux fatras.* »

Hypothèse théorique que Marx n'a que peu développée (dans la mesure où il imaginait mal cette tentative de développer le communisme sur le terrain de l'indigence et de l'arriération). Pourtant, n'est-ce pas là la clé qui permet de saisir le développement de ce qu'a connu l'ex-URSS depuis 1917 ?

Ici, il nous faut poser le problème du rapport entre situation objective et facteur subjectif.

Dans les dernières pages du chapitre III de *La Révolution trahie*, Trotsky écrit : « *Procédant uniquement de la théorie marxiste de la dictature du prolétariat, Lénine n'a pu, ni dans son ouvrage capital sur la question (L'Etat et la Révolution), ni dans le programme du parti, faire, concernant le caractère de l'Etat, toutes les déductions imposées par la condition arriérée et l'isolement du pays. Expliquant les résurgences de la bureaucratie par l'inexpérience administrative des masses et les difficultés nées de la guerre, le programme du parti prescrit des mesures purement politiques pour surmonter les "déformations bureaucratiques" : éligibilité et révocabilité à tout moment de tous les mandataires, suppression des privilèges matériels, contrôle actif des masses. On pensait que, sur cette voie, le fonctionnaire cesserait d'être un chef pour devenir un simple agent technique, d'ailleurs provisoire, tandis que*

*l'Etat quitterait peu à peu, sans bruit, la scène.*

*Cette sous-estimation manifeste des difficultés futures s'explique par le fait que le programme se fondait entièrement, sans réserves, sur une perspective internationale. "La révolution d'Octobre a réalisé en Russie la dictature du prolétariat (...). L'ère de la révolution prolétarienne communiste universelle s'est ouverte." Telles sont les premières lignes du programme.* »

Plus loin, Trotsky ajoute : « *La crise révolutionnaire d'après-guerre n'a cependant pas amené la victoire du socialisme en Europe : la social-démocratie a sauvé la bourgeoisie. La période qui paraissait à Lénine et à ses compagnons d'armes devoir être une courte "trêve" est devenue toute une époque de l'histoire. La structure sociale contradictoire de l'URSS et le caractère ultra-bureaucratique de l'Etat soviétique sont les conséquences directes de cette singulière "difficulté" historique imprévue, qui a en même temps amené les pays capitalistes au fascisme ou à la réaction préfasciste.* »

Pour Trotsky (prolongeant Lénine), c'est la crise de la direction du prolétariat — singulièrement la trahison de la II<sup>e</sup> Internationale en 1914 et après la révolution de 1917 — qui joue le rôle essentiel dans le processus conduisant à la dégénérescence de la révolution russe. Dégénérescence qui, à son tour, dresse un nouvel obstacle, et de taille, devant la révolution prolétarienne : l'appareil international du stalinisme, définitivement passé du côté de l'ordre bourgeois après la défaite du prolétariat allemand en 1933.

Il en découle aujourd'hui que, face aux tâches extraordinairement plus complexes du combat pour la préservation et la reconquête des institutions ouvrières du prolétariat international — incluant les

segments issus d'Octobre 1917 —, c'est la politique des appareils — non plus seulement de la II<sup>e</sup> Internationale, mais aussi de tous les débris issus de l'appareil stalinien, et, également, jouant un rôle de plus en plus central, de l'appareil pabliste (colonne vertébrale des forums sociaux et de toute la politique corporatiste à l'échelle mondiale) — qui est au cœur du hiatus extraordinaire entre la maturité des conditions objectives pour la révolution prolétarienne et l'immaturité du facteur subjectif.

En ce qui nous concerne, il en découle que :

— depuis qu'a été ouverte la discussion sur la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale (1986) ;

— depuis que la décision de reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale a été formellement avancée par notre instance internationale en 1990 et matérialisée dans la conférence de reproclamation ;

— depuis ces dates, toutes les difficultés de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses instances dirigeantes se sont concentrées

dans la capacité à hisser leur activité au niveau exigé par la décision de reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les oscillations sur « la fin de l'URSS » se relie au fait que, au plus niveau de l'Internationale, des camarades considéraient que la question du pabliste était une question réglée (discussion du conseil général du printemps 2003). De ce fait, la lutte contre le centrisme réactionnaire, comme la lutte contre les appareils, passait au second plan. Ainsi s'exprime une vulnérabilité à la pression des appareils, pression qui s'exerce dans une unique direction : la révolution prolétarienne ne serait plus à l'ordre du jour, pas plus que la construction des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale. Au-delà de la position même sur la révolution sociale et/ou la révolution politique en ex-URSS, la discussion que nous engageons est indispensable pour dégager clairement l'orientation d'ensemble de la IV<sup>e</sup> Internationale combattant pour la révolution internationale du prolétariat.

## Note n° 16

Dans son article « *L'URSS dans la guerre* » (septembre 1939), publié dans *Défense du marxisme*, Trotsky écrit :

« *La justification historique de toute classe a toujours consisté en ce que le système d'exploitation dirigé par elle hissait à un degré supérieur le développement des forces productives.* »

« *Il est indubitable que le régime soviétique a donné une impulsion puissante à l'économie* », ajoute Trotsky, qui précise : « *Mais la source de cette impulsion, c'est sur la nationalisation des moyens de production et le principe du plan, et pas du tout l'usurpation par la bureaucratie de la gestion de l'économie.* »

Plus loin, Trotsky pose la question : « *Et si la révolution socialiste ne s'accomplit pas ?* » Il y répond de la manière suivante : « *Le déclin du capitalisme atteint des limites extrêmes, tout comme le déclin de la vieille classe dirigeante. Ce système ne peut plus survivre. Les forces productives doivent être organisées dans le cadre de la planification. Mais qui accomplira ce travail ? Le pro-*

*létariat ou une nouvelle classe de "commissaires", politiciens, administrateurs et techniciens ? L'expérience historique témoigne, à en croire certains, qu'il est impossible de compter sur le prolétariat, qui s'est révélé "incapable" d'empêcher la précédente guerre impérialiste, bien que les prémices matérielles de la révolution socialiste fussent déjà mûres.*

*Si l'on accepte cette analyse, c'est-à-dire si l'on admet que le prolétariat n'a pas la force d'accomplir la révolution socialiste, c'est quelqu'un d'autre qui réalisera la tâche urgente que représente l'étatisation des forces productives. Et qui précisément ?*

*Une nouvelle bureaucratie qui remplacera la bourgeoisie pourrissante en qualité de nouvelle classe dirigeante à l'échelle du monde. C'est ainsi que ceux des critiques de "gauche" qui ne se contentent pas de querelles de mots commencent à poser la question.* »

Ce débat amorcé dans *La Révolution trahie* et prolongé dans *Défense du marxisme* est aujourd'hui définitivement

réglé par le cours de l'histoire. Il n'y a pas eu transformation de la bureaucratie « en nouvelle classe dirigeante à l'échelle du monde, fusionnant avec les débris de la bourgeoisie impérialiste ». Il y a eu décomposition de l'appareil bureaucratique, fragmentation de cet appareil, insertion-fusion avec la classe capitaliste dirigeant aujourd'hui les multinationales, accentuant et approfondissant tous les processus de mafiosisation et de parasitisme de cette classe capitaliste, mais n'avançant certainement pas vers une « planification bureaucratique » de l'économie, comme le prévoient les tenants de la théorie du « capitalisme d'Etat ».

Cette hypothèse du surgissement de cette nouvelle classe dirigeante de commissaires, politiciens, etc., a donc été définitivement écartée par les faits.

## Note n° 17

Analysant les rapports entre classe capitaliste à l'échelle internationale et bureaucratie stalinienne, Trotsky écrit en 1936 (chapitre 8 de *La Révolution trahie*) : « *L'évolution de la bureaucratie soviétique intéresse surtout la bourgeoisie mondiale sous l'angle de la modification des formes de la propriété. Napoléon I<sup>er</sup>, bien qu'il eût radicalement rompu avec les traditions du jacobinisme, pris la couronne et restauré la religion catholique, demeura un objet de haine pour toute l'Europe dirigeante semi-féodale parce qu'il continuait à défendre la nouvelle propriété issue de la Révolution. Tant que le monopole du commerce extérieur n'est pas aboli, tant que les droits du capital ne sont pas rétablis, l'URSS, malgré tous les mérites de ses gouvernements, reste aux yeux de la bourgeoisie du monde entier un ennemi irréconciliable.* »

Dès lors qu'elle coupe le lien qui la relie à la propriété sociale, la couche bureaucratique parasitaire des rapports sociaux d'Octobre n'est non seulement pas contradictoire aux intérêts et aux besoins de l'impérialisme, mais, d'une certaine manière, lui fournit un instrument dans son offensive contre les rapports de propriété, mais à une condition : c'est que ces rapports de propriété soient démantelés.

Avec Trotsky (et contre Pablo et ses épigones), nous n'avons cessé de répéter que la bureaucratie stalinienne n'avait aucune mission historique à accomplir. Elle fut et restera un accident de l'histoire, qui ne peut en aucune manière être utilisé comme facteur de « démonstration » quant à l'impossibilité pour la classe ouvrière de s'emparer des leviers de commande de l'économie mondiale et de l'orienter dans le sens de la satisfaction des besoins de l'humanité (3).

(3) A ce sujet, on ne peut que recommander la lecture — ou la relecture — des documents publiés par notre courant international et ceux publiés par le courant pabliste en juin 1953, face à l'insurrection des ouvriers de Berlin-Est contre le stalinisme. La publication comparative de ces documents historiques par les *Cahiers du CERMTRI* en France, en novembre 2003, illustre, sans qu'il soit besoin du moindre commentaire, l'opposition absolue entre trotskysme et révisionnisme.

Cela fait que la bureaucratie, en tant que telle, ne peut pas se transformer en classe sociale bourgeoise nationale. Elle ne peut que se fragmenter et s'insérer comme autant d'instruments du capital financier international, et sa seule fonction historique, y compris après la chute de l'URSS, reste le démantèlement de ses bases sociales.

Pour tous les pays de l'ex-URSS, le processus de constitution des nations a très largement procédé de la révolution prolétarienne. Aujourd'hui, alors que les débris de la bureaucratie ne peuvent accéder au marché mondial que comme mafia compradore, la défense des nations issues de l'ex-URSS n'est possible qu'à travers le lien établi entre les prolétariats de ces pays et ceux des pays capitalistes eux-mêmes, confrontés à la même marche à la barbarie mondiale, née du pourrissement du système fondé sur la propriété privée des moyens de production.

L'URSS bureaucratifiée est morte comme héritage de la révolution d'Octobre — premier chaînon de la révolution mondiale — et pourtant, l'URSS comme conquête du prolétariat reste partie intégrante de la révolution internationale. La défense des segments existants issus d'octobre 1917 ne s'insère plus dans une

politique dite de « défense de l'URSS », mais dans un ensemble plus vaste, comme élément de la révolution internationale et

de son expression dans les pays de l'ex-URSS.

## Note n° 18

Trotsky, sans pouvoir imaginer les conditions concrètes dans lesquelles l'hypothèse théorique qu'il évoque se réaliserait plus d'une demi-siècle plus tard, écrit : « *La chute du régime soviétique amènerait infailliblement celui de l'économie planifiée et, dès lors, la liquidation de la propriété étatisée (...). Les kolkhozes se désagrègeraient également, plus facilement encore. La chute de la dictature bureaucratique actuelle sans son remplacement par un nouveau pouvoir socialiste annoncerait ainsi le retour au système capitaliste avec une baisse catastrophique de l'économie et de la culture.* »

On peut préciser : il s'agit d'un retour au système capitaliste directement dominé par le capital financier international fondé sur les phénomènes les plus destructeurs des forces productives. Un tel retour entraîne un gigantesque bond en arrière, non seulement pour les populations de l'ex-URSS, mais bien au-delà, accélérant le processus régressif de décomposition du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production à l'échelle internationale.

Trotsky ajoute : « *En tant que force politique consciente, la bureaucratie a trahi la révolution. Mais la révolution victorieuse, fort heureusement, n'est pas seulement un programme, un drapeau, un ensemble d'institutions politiques, c'est aussi un système de rapports sociaux. Il ne suffit pas de la trahir, il faut encore la renverser. Ces dirigeants ont trahi la révolution d'Octobre, mais ne l'ont pas encore renversée. La révolution a une grande capacité de résistance, qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété, avec la force vive du prolétariat, avec la conscience de ses meilleurs éléments, avec la situation sans*

*issue du capitalisme mondial, avec l'inéluclabilité de la révolution mondiale.* »

Ce passage mérite d'être commenté et réfléchi, à la lumière de la situation en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle.

Certes, dans une mesure indiscutable, les dirigeants de la bureaucratie ont non seulement trahi la révolution d'Octobre, mais l'ont renversée. Mais l'ont-ils « totalement renversée » ? La « grande capacité de résistance de la révolution » est-elle totalement éteinte ? Trotsky souligne qu'elle coïncide non seulement avec les nouveaux rapports de propriété — aujourd'hui démantelés —, mais aussi avec « la force vive du prolétariat », « la conscience » par « ses meilleurs éléments » de la situation sans issue du capitalisme mondial, « l'inéluclabilité de la révolution mondiale ». N'est-on pas en droit d'affirmer qu'elle coïncide encore aujourd'hui avec la force vive du prolétariat à l'échelle internationale, la situation plus que jamais sans issue du capitalisme mondial nourrissant le combat vital de la classe ouvrière dans chaque pays et à l'échelle internationale pour la défense de ses garanties, de ses droits, de ses organisations, de son indépendance, de son existence comme classe ?

Le degré de régression généralisée dans laquelle entraîne le démantèlement de la propriété sociale en URSS affecte la situation mondiale. Mais le prolétariat, même dans les pires conditions de la Russie, conserve ses capacités de résistance et de combat, au même titre que tous les autres prolétariats. C'est là le cœur de toute la discussion sur l'unité de la révolution mondiale.

C'est là la signification de la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## Note n° 19

De manière caricaturale, l'entrée de l'ex-URSS dans l'arène du capitalisme moderne s'opère d'emblée sur la base

d'une « accumulation financière » d'un genre particulier, nourrie... par la destruction en masse des forces productives, y

compris des bases industrielles du pays. Dans son livre *Parrain du Kremlin*, Boris Berezovski et le pillage de la Russie, le journaliste américain Paul Klebnikov (revue *Forbes*) rapporte une conversation avec le maire de Moscou, Iouri Loujkov :

« Nous prétendions que la privatisation était nécessaire pour créer de nouveaux propriétaires et pour que ces derniers puissent employer leur propriété au mieux et augmenter la production. Prenons la privatisation d'une usine. On suppose que le nouveau propriétaire va gérer l'usine pour le mieux. Mais ce n'est possible que si l'entreprise est vendue à son juste prix. Je vais vous donner un exemple concret. Si j'achète ZIL, un géant de l'automobile, pour seulement 4 millions de dollars, je n'ai pas besoin de le faire prospérer en fabriquant des voitures. L'usine couvre 240 hectares et je peux rentrer dans mon argent en la transformant en entrepôts ou quelque chose dans le genre.

Notre institut scientifique (de chimie) a été vendu pour 200 000 dollars.

*D'abord, il y avait là toute une cohorte de scientifiques de grande valeur qui auraient bien mérité de gagner 20 000 dollars par an. Deuxièmement, l'établissement possédait une base de production expérimentale sur laquelle il était possible de développer des technologies très nouvelles. Et cette entreprise a été vendue pour 200 000 dollars ! Le prix d'un banal spectrophotomètre ! Le nouveau propriétaire a décidé qu'il n'avait pas besoin de maintenir l'institut en activité. Il a dit : je renvoie tout le monde, j'ai maintenant un immeuble libre que je vais utiliser pour compléter mes bénéfices. Je vais louer tout cet espace et gagner 500 000 dollars par an. Voilà ce qu'on appelle des affaires ! »*

Le même journaliste poursuit : « Ces manipulations du marché et la manière négligente avec laquelle les bons de privatisation furent distribués à la population firent que la richesse industrielle de la Russie fut littéralement bradée. Voici un tableau des plus grandes entreprises qui furent privatisées par bons :

**Valeur des entreprises russes en bons de privatisation rapportée à la valeur du marché (en millions de dollars)**

Entreprise	Prix aux enchères Par bons (1993-1994)	Prix sur le marché boursier (août 1997)
Gazprom (gaz naturel)	250	40 483
Systèmes d'énergie unifiés (électricité)	957	17 977
Lukoil (pétrole)	704	15 839
Rostelecom (télécommunications)	464	4 172
Iouganskneftegaz (pétrole)	80	1 656
Sourgoutneftegaz (pétrole)	79	6 607

*Ces six géants industriels, joyaux de l'industrie russe, furent vendus lors des privatisations par bons à moins de vingt fois leur valeur sur le marché russe des actions. »*

Paul Klebnikov ajoute cette édifiante confiance : « La privatisation en Russie passe par trois étapes, me confia Boris

*Berezovski en 1996. La première est la privatisation des profits. La deuxième, la privatisation de la propriété. La troisième, la privatisation des dettes.*

*En d'autres termes, il n'était pas nécessaire d'acheter une entreprise pour la contrôler. Elle pouvait très bien rester entre les mains de l'Etat. Il suffisait*

d'assumer sa gestion et de canaliser ensuite ses bénéfices, ce qui revenait à "privatiser les profits" sans la perte de temps et d'argent qu'aurait impliquée la privatisation de l'entreprise elle-même. Pour Berezovski, cette première étape "conduisait à la désintégration des entreprises" et à "l'accumulation primaire du capital" entre les mains des intermédiaires.

Une fois qu'ils ont accumulé suffisamment de capital, ces gens commencent à réfléchir à la manière de l'employer, poursuit le magnat. Certains achètent des biens à l'étranger, d'autres vont jouer à Monte-Carlo et d'autres encore utilisent leur argent pour acquérir des entreprises en désintégration (...).

Au milieu des années 1990, les observateurs qui suivaient de près les affaires russes savaient que beaucoup de grandes entreprises avaient été pillées par leurs directeurs et des intermédiaires. Les chiffres de la fuite des capitaux (quelque 15 milliards de dollars par an, selon les estimations) montraient qu'une énorme partie des bénéfices des entreprises russes échappaient à la fois au fisc et aux actionnaires. Ce pillage ruina bon nombre de fleurons de l'industrie, les privant des investissements nécessaires, tandis que l'évasion des capitaux ruinait les efforts de stabilisation monétaire du pays. Peu d'étrangers ont compris les mécanismes précis de ce phénomène. Pour cette raison, l'exemple d'Aéroflot est inestimable : il illustre parfaitement la manière de piller une société que l'on ne possède pas.

En tant que centre financier d'Aéroflot à l'étranger, Andava (4) pouvait disposer

des énormes bénéfices en devises que la compagnie faisait chaque année. Ainsi en 1997, les rentrées d'Aéroflot à l'étranger s'élevèrent à 897 millions de dollars, alors que les dépenses se chiffèrent à 646 millions seulement. Qu'advint-il de la différence ? Selon Ferrero, Andava ne rapatria pas le moindre dollar en Russie. En réalité, l'essentiel de l'argent allait payer les intérêts des prêts usuriers arrangés par les sociétés financières de Berezovski (5). »

---

(4) Andava : entreprise bidon créée par Berezovski en Suisse.

(5) Notons que Berezovski, comme la plupart des nouveaux capitalistes russes, a été formé à l'époque de la bureaucratie stalinienne. A l'école du stalinisme, Berezovski a emprunté quelques formulations usurpées au marxisme. Ainsi l'idée selon laquelle ce qui se passe en Russie aujourd'hui relèverait de « l'accumulation primaire du capital » (on dirait plutôt l'accumulation primitive). Mais, éduqué à l'école de la falsification, le nouveau riche Berezovski ne peut savoir que pour Marx la notion d'accumulation primitive du capital renvoie, certes, à un processus qui a vu la concentration des capitaux à travers les échanges commerciaux et aussi, sous une certaine forme, la destruction des formes antérieures de production, notamment celles fondées sur la propriété de la terre. Mais, pour Marx, cette accumulation primitive crée les conditions du développement du capitalisme et d'un gigantesque pas en avant des forces productives, donc un pas en avant pour l'humanité. Tandis que « l'accumulation primaire » à laquelle se réfère M. Berezovski a pour seule fonction sociale... l'accumulation de richesses inouïes entre les mains privées d'une poignée de spéculateurs, de prévaricateurs et de gangsters, qui, loin de les tourner vers le développement des forces productives, les utilisent pour accroître encore les conditions de la destruction en masse des forces productives, à commencer par le prolétariat lui-même.

## Note n° 20

« L'Etat ouvrier ne crée pas une société nouvelle en une seule journée », observe Trotsky dans *La Révolution trahie*. A quoi on pourrait ajouter que l'effondrement de l'Etat ouvrier ne fait pas une société nouvelle non plus en une seule journée. Surtout dans un contexte international où la décadence du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production ne peut mettre à l'ordre du jour la constitution d'un Etat capitaliste moderne. A l'heure où toute sa politique

se traduit par la décomposition des Etats existants et surtout le démantèlement des nations, il est aisé pour l'impérialisme de disloquer le cadre des Etats, y compris de l'Etat ouvrier. Mais la question de la reconstruction est une tout autre affaire. Lorsqu'il s'agit d'un Etat comme la Sierra Leone, la Somalie, l'Irak ou l'Afghanistan, la dislocation systématique de l'Etat par l'impérialisme décomposé aboutit à l'occupation militaire, l'éclatement tribal, à la soumission à des bandes

armées, à des « échanges », qui, pour beaucoup, renvoient à l'ère précapitaliste et ne « restructurent » rien, ne « reconstruisent » rien.

Qu'en est-il des Etats dont les bases sociales reposent sur l'expropriation du capital, et a fortiori pour l'ex-URSS, qui, durant plus de soixante-dix ans, s'est constituée comme Etat sur la base de la propriété socialisée, même bureaucratiquement confisquée par la nomenklatura ? La destruction de l'URSS ne signifie pas — précisément dans la mesure où la politique de l'impérialisme ne conduit pas à la reconstruction d'un Etat au sens plein du terme, et surtout d'un Etat capitaliste moderne s'appuyant sur la constitution d'un marché national — l'avènement

d'une bourgeoisie nationale cherchant à développer les forces productives sous son égide. Cela crée cette situation paradoxale où, avec l'effondrement de l'Etat ouvrier, nécessairement, subsistent, comme produit contradictoire de cette décomposition de l'impérialisme, des pans de l'économie socialisée, non reliés entre eux, impuissants à se centraliser par eux-mêmes, certes voués à une lente décomposition et destruction, mais dont la survie est l'expression paradoxale et inversée de l'impuissance du capitalisme à restaurer quoi que ce soit dans cette région du monde. Le rapport entre le prolétariat et ses conquêtes est au centre de tous les processus de la lutte de classe dans ce pays.

## Note n° 21

Juste à l'ouverture de la Seconde Guerre mondiale, Trotsky écrivait :

*« La Seconde Guerre mondiale a commencé. Elle représente une confirmation implacable du fait que la société ne peut plus continuer à vivre sur les bases du capitalisme. Par là, elle soumet le prolétariat à nouvelle épreuve, peut-être décisive. »*

Arrêtons-nous là un instant. Etait-il juste d'écrire que la Seconde Guerre mondiale représente une confirmation implacable du fait que la société ne peut plus continuer à vivre sur les bases du capitalisme ?

A notre avis, la réponse est : oui. Sur le plan de la logique formelle, on pourrait pourtant objecter que soixante-cinq ans plus tard, la société continue à vivre sur les bases du capitalisme. Mais elle n'est parvenue jusque-là qu'à travers une succession d'épreuves considérables et de soubresauts. La société ne pouvait plus vivre sur les bases du capitalisme... mais, en même temps, la crise de la direction du prolétariat, crise de l'humanité, n'étant toujours pas résolue, un capitalisme de plus en plus décomposé mine les bases mêmes de la civilisation humaine.

Poursuivons. Trotsky écrit : *« Si cette guerre provoque, comme nous le croyons fermement, la révolution prolétarienne, elle entraînera inévitablement le renversement de la bureaucratie en URSS et la résurrection de la démocratie soviétique,*

*sur des bases économiques et culturelles infiniment plus hautes qu'en 1918. Dans ce cas, la question de savoir si la bureaucratie stalinienne est une "classe" ou une excroissance sur l'Etat ouvrier se résoudra d'elle-même. Il sera clair alors que dans le processus du développement de la révolution internationale la bureaucratie soviétique ne représentait qu'une rechute épisodique.*

*Si l'on considère, au contraire, que la guerre actuelle provoquera non point la révolution, mais la déchéance du prolétariat, il n'existe alors qu'une seule issue à l'alternative : la décomposition ultérieure du capitalisme monopoliste, sa fusion ultérieure avec l'Etat et la disparition de la démocratie, là où elle s'est encore maintenue, au profit d'un régime totalitaire.*

*L'incapacité du prolétariat à prendre en main la direction de la société pourrait effectivement dans ces conditions mener à l'émergence d'une nouvelle classe exploitée issue de la bureaucratie bonapartiste et fasciste. Ce serait, selon toute vraisemblance, un régime de décadence, qui signifierait le crépuscule de la civilisation.*

*On aboutirait à un résultat analogue dans le cas, aussi, où le prolétariat des pays capitalistes avancés, ayant le conquis le pouvoir, apparaîtrait incapable de le conserver, l'abandonnerait, comme en URSS, à une bureaucratie privilégiée.*

*Nous serions alors contraints d'admettre que la rechute bureaucratique n'a pas été due à l'arriération du pays et à l'encerclement capitaliste, mais à l'incapacité organique du prolétariat à devenir une classe dirigeante. Il faudrait alors établir rétrospectivement que dans ses traits fondamentaux l'URSS actuelle est le précurseur d'un nouveau régime d'exploitation à l'échelle internationale. »*

Encore une fois, ce dernier terme de l'alternative doit être écarté pour des raisons indiquées plus haut. En revanche, il faut revenir sur le pronostic : ou bien la guerre provoquera la révolution prolétarienne, etc., ou bien elle provoquera la déchéance du prolétariat.

Ce pronostic alternatif de Trotsky était-il fondé ?

Ce n'est pas l'objet de ces notes de tirer le bilan de ce qui s'est passé à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Contentons-nous de rappeler les grands traits des développements de l'après-guerre en ex-URSS, à l'est de l'Europe et à l'ouest de l'Europe, du point de vue du rapport entre les classes sociales.

La victoire de l'URSS est l'expression, au plus haut niveau, du surgissement et de la mobilisation du prolétariat et des peuples de toute l'URSS pour la défense des conquêtes sociales. Les développements de la révolution prolétarienne à l'est comme à l'ouest de l'Europe ont abouti à une élévation considérable du niveau de toutes les conquêtes et institutions qui constituent le poids social et politique de la classe ouvrière dans chacun de ces pays. A l'est de l'Europe, la mobilisation des masses, poussant dans le sens de la socialisation des moyens de production — mais aussi (ce que Trotsky avait pronostiqué dans *Défense du marxisme*) l'impossibilité pour la bureaucratie du Kremlin de faire coexister deux régimes sociaux contradictoires sous un même édifice institutionnel et politique —, a abouti à l'expropriation du capital par les moyens bureaucratico-militaires que l'on connaît (qui incluaient le contrôle bureaucratique de la mobilisation des masses, avec, comme conséquence, l'extension, imposée à la bureaucratie, des rapports de

propriété socialisée à tout l'est de l'Europe).

Au même moment, la vague de la révolution prolétarienne, en particulier en France, a contraint l'impérialisme, comme prix du maintien de la domination du capital, à des conquêtes sociales considérables, telles que celles de la Sécurité sociale, les conventions collectives, la place des syndicats. Sous une autre forme, c'est le processus que l'on a vu à l'ouest de l'Europe, en Allemagne de l'Ouest, et qui s'est prolongé sous une certaine forme dans l'unification inachevée de l'Allemagne.

Les éléments, qui relèvent de la marche à la révolution politique, sous l'angle de la défense de l'URSS à la fin des années 1940, se sont donc combinés au combat pour la révolution sociale, notamment à l'ouest de l'Europe, et à la victoire de la révolution chinoise en 1949. Cela a abouti à un renforcement considérable du poids du prolétariat, qui a marqué les cinquante dernières années. En ce sens, l'effondrement du cadre même de l'URSS, produit d'une combinaison entre l'extérieur (pression de l'impérialisme) et l'intérieur (politique de la bureaucratie) ou, pour le dire autrement : combinaison de l'extérieur (politique des appareils empêchant le mouvement de la révolution mondiale) et de l'intérieur (démantèlement des bases sociales), a été un coup majeur porté non seulement au prolétariat soviétique, mais au prolétariat du monde entier.

Pour autant, cette phase ouverte n'est pas achevée. Elle pose aujourd'hui à une autre échelle la question de l'unité mondiale de la lutte de classe.

C'est précisément aujourd'hui que l'unité du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, de la construction de ses sections, doit s'exprimer dans cette défense de toutes les institutions qui, à l'échelle internationale, et sous une forme différente dans chaque pays, constituent le prolétariat comme classe pour soi. Et dans ces institutions, il y a les segments qui subsistent des conquêtes sociales issues, directement ou indirectement, d'octobre 1917 à l'est de l'Europe.

## Note n° 22

Revenant sur cette alternative, Trotsky écrit que « si le deuxième pronostic se révélait juste (...), si le prolétariat mondial apparaissait effectivement incapable de remplir la mission que le cours du développement place sur ses épaules, il ne resterait alors rien d'autre à faire que de reconnaître ouvertement que le programme socialiste, construit sur les contradictions internes de la société capitaliste, s'est avéré une pure utopie ».

Et Trotsky de poser la question : « Existe-t-il, toutefois, des données objectives à ce point inébranlables où, du moins, assez convaincantes pour nous contraindre aujourd'hui à refuser les perspectives de la révolution socialiste ? Là est la question. »

Une question à laquelle il nous faut, à notre tour, répondre aujourd'hui.

Dans le même article, Trotsky pose la question suivante : « La nécessité histo-

*rique objective ouvre-t-elle en fin de compte la voie à la constitution d'une avant-garde de la classe ouvrière, c'est-à-dire une véritable direction révolutionnaire, capable de mener le prolétariat à la conquête du pouvoir (...), (cette direction) se constituera-t-elle dans le processus de cette guerre et des ébranlements profonds qui doivent s'ensuire ? »*

A quoi il répond : « La IV<sup>e</sup> Internationale a répondu de façon affirmative à cette question, non seulement par le texte de son programme, mais aussi par le fait même de son existence. »

Cela nous ramène aux conséquences de la crise de 1950-1953, disloquant la IV<sup>e</sup> Internationale sur le plan organisationnel.

Cela nous ramène aussi à la discussion ouverte à partir de 1985-1986 sur la nécessité de se tourner vers la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale, prolongeant tout le combat pour la reconstruction.

## Note n° 23

Reprenant sous une autre forme le pronostic alternatif formulé précédemment, Trotsky écrit : « La deuxième guerre impérialiste place la tâche encore plus résolue à une étape historique encore plus haute. Elle met à l'épreuve, une fois de plus, non seulement la stabilité des régimes existants, mais aussi la capacité du prolétariat de les remplacer (...). Si, contrairement à toutes les probabilités, la révolution d'Octobre ne trouve pas, au cours de la présente guerre, ou immédiatement après, son prolongement dans un ou l'autre des pays avancés ; et si, au contraire, le prolétariat est rejeté partout et sur tous les fronts, alors nous aurions à coup sûr à poser la question d'une révision de notre conception de la présente époque et de ses forces motrices, il ne s'agirait pas de savoir quelle étiquette coller sur l'URSS ou sur la clique stalinienne, mais d'une réévaluation des perspectives historiques mondiales pour les décennies, si ce n'est les siècles, à venir : sommes-nous entrés dans l'époque de la révolution sociale et de la société socialiste, ou au contraire dans l'époque de la

*société décadente, de la bureaucratie totalitaire. »*

Là encore, précisons : la révolution d'Octobre a-t-elle trouvé son prolongement dans l'un ou l'autre des pays avancés au cours de la présente guerre ? A cela, il faut répondre : oui et non. Non, au sens de la socialisation des moyens de production et du pouvoir pris par le prolétariat ; oui, au sens de la vague révolutionnaire prenant appui y compris sur les conquêtes d'Octobre, pour consolider, à un niveau jamais atteint jusque-là, le poids social et politique du prolétariat dans les pays capitalistes les plus développés, à commencer par la France.

Il faut poser la question : est-ce que, a contrario, le prolétariat a été rejeté en arrière partout et sur tous les fronts ? Non, bien que — du fait de la politique des appareils se dressant devant l'élan révolutionnaire des masses — la victoire de la révolution prolétarienne ne l'ait pas emporté.

Mais les conquêtes à l'Ouest et l'expropriation du capitalisme (certes par des moyens bureaucratico-militaires, aux-

quels la bureaucratie a été contrainte précisément par la puissance de la vague prolétarienne, aussi bien en Chine qu'à l'est de l'Europe) indiquent que c'est dans une configuration intermédiaire et contradictoire que se sont résolus (provisoirement) les processus de l'après-guerre.

D'une certaine manière, l'alternative dessinée en 1939 se trouve posée devant nous, en 2003. Avec les conséquences destructrices de la survie du capitalisme

décomposé aujourd'hui, menaçant l'existence même des nations, des États et, physiquement, de la classe ouvrière. Avec la destruction des bases sociales issues d'Octobre, largement entamées. Mais aussi — et là, contradictoirement — avec la dislocation de l'appareil international du stalinisme (certes suppléée par l'appareil pabliste) qui pose toute la question de la responsabilité la IV<sup>e</sup> Internationale.

## Note n° 24

En 1939, Trotsky précise, à propos du mot d'ordre de « défense de l'URSS » : *« Le critère politique essentiel pour nous n'est pas la transformation des rapports de propriété dans cette région ou une autre, si importants qu'ils puissent être par eux-mêmes, mais le changement à opérer dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, l'accroissement de sa capacité à défendre les conquêtes antérieures et à en réaliser de nouvelles. De ce seul point de vue décisif, la politique de Moscou, considérée globalement, conserve entièrement son caractère réactionnaire et demeure le principal obstacle sur la voie de la révolution internationale. »*

De cela, on peut faire découler une question concernant la situation née après la chute du Mur de Berlin : le critère politique essentiel pour nous se réduit-il à la seule transformation des rapports de propriété, y compris dans le sens régressif, c'est-à-dire du démantèlement de la propriété sociale ? Ou faut-il intégrer le rapport entre ces transformations, et les changements opérés dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial ?

L'offensive de démantèlement de la propriété sociale est un facteur indiscutable d'affaiblissement de la capacité du prolétariat mondial à défendre ses conquêtes antérieures et à en réaliser de nouvelles. La chute de l'URSS a été le point de départ d'une offensive sans précédent qui, au nom de la mondialisation, cherche à démanteler toutes les institutions qui constituent la classe ouvrière comme classe à l'échelle internationale. De ce point de vue, le démantèlement de la propriété sociale, rendue possible par la politique de la bureaucratie, a un caractère intégralement contre-révolutionnaire.

Mais, en même temps, du point de vue du changement opéré dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, c'est aussi la levée de l'hypothèque que fait peser l'appareil du stalinisme sur le mouvement ouvrier mondial. Certes, dans un contexte où l'offensive vise à la disparition des organisations : ce n'est pas un hasard si la période ouverte par la destruction de l'URSS se prolonge par l'offensive pour détruire les organisations ouvrières, y compris les organisations syndicales, dans laquelle le pabliste joue un rôle majeur. Mais la classe ouvrière n'a d'autre choix pour survivre que de préserver bec et ongles tous les segments d'institutions qui n'ont pas été détruits. Cela va de l'existence des organisations syndicales ou de segments d'organisations syndicales qui n'ont pas été détruites jusqu'aux segments de la propriété sociale en ex-URSS. Il est impossible de séparer les deux.

Toute politique qui considère qu'il n'y a plus de segments de propriété sociale à défendre à l'Est a comme corollaire l'incapacité à définir une politique de front unique en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Suisse, en France ou ailleurs.

Une telle politique de front unique a pour base l'aide au mouvement par lequel la classe ouvrière cherche à préserver ses propres organisations et institutions. Une telle politique de front unique est au cœur des tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale. Car, dans les pires affres de la décomposition du système capitaliste, la révolution prolétarienne est plus que jamais à l'ordre du jour. L'heure de la IV<sup>e</sup> Internationale a sonné.

Daniel Gluckstein

## Annexes

### Les mineurs de Novochakhtynsk dénoncent la misère et l'incurie (AFP, 26 octobre)

La mine est dans un état déplorable, les « gueules noires » perçoivent leurs maigres salaires avec des mois de retard, toute la ville respire le désespoir : à Novochakhtynsk, où 13 mineurs étaient toujours piégés sous terre dimanche, on dénonce un drame de la misère et de la négligence.

Les sauveteurs ont remonté, samedi, à la surface 33 mineurs bloqués depuis jeudi. Mais 13 autres sont toujours au fond de cette mine du sud de la Russie, et leur sort semblait très incertain, alors que l'eau montait rapidement dans les galeries inondées par un lac souterrain.

« *Les conditions de vie et de travail sont insupportables. Nos maris, nos frères, nos pères partent pour Moscou pour tenter de gagner de quoi vivre* », raconte Irina Serdioukova, 45 ans, parente d'un des mineurs sauvés la veille.

A Novochakhtynsk, les mineurs touchent un salaire de 1 500 roubles (50 dollars). Quand il est versé.

Il ne restera plus dans cette ville minière de 100 000 habitants « *qu'une entreprise textile susceptible d'offrir des emplois* », souligne Alexeï, jeune mineur de 27 ans.

La colère se mêle au chagrin. Les autorités ont tenté de « *dissimuler les difficultés* » et de « *passer sous silence cet accident* », entend-on dans le froid et la boue de Novochakhtynsk.

« *Il aurait fallu pomper l'eau des puits adjacents (fermés depuis des années). Mais rien n'a été fait* », alors que « *nos gars risquaient leur vie pour un bout de pain. Les autorités s'en fichaient* », dit Irina, dont le mari, sauvé samedi, est hospitalisé.

« *D'après les normes de sécurité, il fallait pomper en permanence (pour évacuer les infiltrations dans la mine), mais l'eau n'était plus pompée depuis 1999, la menace était évidente, tout le monde était au courant* », confirme Evgueni, mineur retraité de 72 ans.

### Les mineurs polonais regardent leur avenir avec désespoir (AFP, 24 octobre)

Dans le berceau du charbon polonais, les mineurs regardent leur avenir avec désespoir, à quelques mois d'une adhésion de leur pays à l'Union européenne qui va de pair avec une sévère réduction de cet ancien fleuron de l'économie.

« *Si je perds mon boulot, je ne me suiciderai pas parce que je ne suis pas le genre, mais je n'arrive pas à imaginer ce que je ferai. Je sais qu'il n'y a pas d'emploi ici* », confie à l'AFP Bogdan, 38 ans, l'un des milliers de mineurs menacés par la restructuration de ce secteur.

En vertu d'un plan qui a provoqué le mois dernier une très violente manifestation de mineurs à Varsovie, Kompania Weglowa, la plus grande compagnie minière d'Europe, endettée à hauteur de 5 milliards d'euros, supprimera 36 000 de ses 87 000 emplois d'ici à 2006.

Cette restructuration est particulièrement mal ressentie à Bytom, ville de 210 000 habitants située en Silésie, dans le Sud-Ouest polonais. Dans cette cité, les mines condamnées côtoient une aciérie rouillée et des habitations de briques rouges noircies dans un cadre presque totalement délabré.

Tenu de faire de la Pologne un pays économiquement compétitif en prévision de l'adhésion à l'Union européenne au 1<sup>er</sup> mai 2004, le gouvernement envisage de fermer quatre mines de la région d'ici à l'an prochain. 8 600 emplois disparaîtront. Le conseil municipal estime que cela transformera Bytom en « ville fantôme ».

La Pologne a déjà supprimé un emploi de mineur sur quatre depuis le début de sa transformation économique, après la chute du communisme, en 1989.

Les mineurs se disent trahis aussi bien par les autorités locales, accusées de ne pas les avoir défendus suffisamment, que par la majorité des syndicats. Tous, à l'exception de Solidarité, ont signé un accord sur les nouvelles fermetures de mines à la fin 2002.

## Neuf mille métallos d'un énorme complexe sidérurgique de Smederevo (Serbie) en grève

Neuf mille métallos d'un énorme complexe sidérurgique de Smederevo, en Serbie, près de Belgrade, sont en grève contre les nouveaux propriétaires américains. US Steel, de Pittsburg, en Pennsylvanie, a acquis les ateliers de sidérurgie yougoslaves, en faillite le 12 septembre.

Les métallos serbes veulent être payés 55 dinars l'heure (moins d'un dollar), la réintégration de 450 camarades et le renvoi du directeur américain, Thomas Kelly, qu'ils accusent d'arrogance et d'inflexibilité. Kelly s'est contenté de dire que la grève est « illégale » et a demandé au ministère du Travail de Serbie d'imposer un retour au travail, et de lui permettre de congédier les 450 travailleurs et de maintenir les salaires. Il y a trois ans, US Steel s'est vu remettre les aciéries nationales de la Slovénie et en a depuis tiré des profits faramineux. US Steel espère répéter le même scénario, en s'emparant de l'énorme complexe sidérurgique de la Serbie. Il aurait obtenu le produit social fixe des aciéries serbes et le droit d'exploiter les 9 000 métallos pour la somme risible de 23 millions de dollars. L'étroite collaboration entre l'armée américaine et US Steel outre-mer est évidente à travers la grande considération accordée aux dirigeants de US Steel par l'ex-commandant militaire, et maintenant secrétaire d'Etat, Colin Powell. Ce dernier a récemment remis au président de US Steel, Thomas J. Usher, le prix de l'excellence en affaires du département d'Etat américain, citant « ses pratiques exemplaires d'entreprise citoyenne » en République de Slovénie.



Désormais, *La Vérité* est publiée tous les deux mois en quatre langues

# Un spectre les hante...

## Le Forum social européen, le Secrétariat unifié et la question de la propriété privée des moyens de production

*Par Lucien Gauthier*

Le Forum social européen (FSE), initiative regroupant les altermondialistes, les ONG, diverses associations, etc., faisant suite au Forum social mondial (notons que, pour la première fois, les organisations syndicales européennes y participaient es qualités), s'est tenu du 11 au 14 novembre 2003. Durant près d'une semaine, de nombreux forums (57) et séminaires (261) se sont tenus sur les sujets les plus variés, de la question des services publics à la Constitution européenne en passant par la lutte contre la guerre, la sexualité, l'écologie, la libéralisation de la drogue, etc.

Moins de quinze jours plus tôt, s'était tenu le congrès de la LCR (organisation française du Secrétariat unifié), qui a procédé à la réforme de ses statuts en abandonnant la notion de "dictature du prolétariat". Nous entendons démontrer dans cet article le lien entre ces deux événements, qui, cha-

cun à sa manière, illustre le contenu réel de ce qu'on appelle désormais "l'altermondialisation".

---

### L'“EUROPE SOCIALE” ET LA CONSTITUTION EUROPÉENNE

---

Dans les différents forums du FSE qui se sont tenus, certains sont intervenus contre la Constitution européenne, d'autres pour, et d'autres, comme l'organisation ATTAC, ont présenté un texte constitué de 21 "recommandations" pour la Constitution européenne. Ce forum se tient à quelques semaines de la conférence intergouvernementale qui vise à entériner la prétendue "Constitution" européenne, dont on a démontré dans les précédents numéros de *La Vérité* qu'il s'agissait d'une véritable

destruction des nations, des droits et garanties, au moment où, dans chaque pays d'Europe, les gouvernements prennent des mesures en ce sens.

L'un des dirigeants d'ATTAC, Pierre Khalfa, a déclaré lors d'une des réunions du FSE, à propos de la Constitution européenne : *"C'est un mauvais texte, qui doit être rejeté."* Mais le dimanche 15 novembre, après la conclusion du FSE et lors de la réunion des "mouvements sociaux" (rappelez que les organisateurs du FSE avaient décidé et indiqué expressément qu'aucun appel, résolution ou déclaration ne pourrait émaner du FSE), a été adopté l'appel aux citoyens de l'Europe appelant à une journée européenne de mobilisation le 9 mai 2004. Le même Khalfa ajoutait à cette occasion : *"On va essayer de construire une action commune avec la CES"* (Confédération européenne des syndicats). Et dans le document adopté par la direction d'ATTAC le 18 novembre pour préparer leurs assises, ils réaffirment ne pas avoir de position concernant la Constitution européenne.

*« Sur la base d'une première analyse du projet, ATTAC a formulé 21 exigences pour que sa version finale devienne "acceptable". C'est au vu de cette version que l'association déterminera sa position définitive. »*

Or, le secrétaire général de la CES, John Monks, avait, lors du Forum syndical européen, indiqué :

*"Les principes arrêtés par la Convention (qui a rédigé le projet de Constitution — NDLR) s'orientent pour l'essentiel dans le sens indiqué par le mouvement social européen. Nous devons nous opposer à ceux qui, pour quelque raison que ce soit, veulent l'échec de ce grand projet. Dans le contexte d'une économie mondialisée, les réglementations nationales ne sont plus adaptées. Malgré ses failles et les irritations qu'elle suscite, l'Union européenne est un véhicule de solidarité, de contrôle sur l'effort et d'aide aux faibles."*

Et le même Monks d'ajouter :

*"Le message que j'adresserai au FSE sera fortement pro-européen. La Convention a fait un bon travail (...). Il faut respirer un grand coup et voter oui"* (*Le Monde*, 11 novembre 2003).

Pour la CES (qui n'a décidément rien à voir avec le mouvement syndical, dont elle

utilise abusivement le nom), les "réglementations nationales", c'est-à-dire les Codes du travail, conventions collectives, fonction publique nationale, protection sociale, doivent être remis en cause au nom de l'Union européenne.

Le résultat du FSE, c'est donc que les partisans de la Constitution européenne et ses "opposants" peuvent se retrouver ensemble dans un même "mouvement social" pour une "Europe sociale". D'ailleurs, le quotidien français *Le Monde*, rendant compte des travaux du FSE, explique que, selon les organisateurs, *"en cas de référendum, nous ne voterons pas tous de la même manière, mais même ceux qui voteront oui ne sont pas pour l'Europe actuelle"*.

En un mot : se prononcer pour la Constitution européenne, c'est-à-dire la remise en cause des droits et des garanties arrachés par les travailleurs, et plus généralement des nations, et le processus corporatiste des syndicats fait légitimement partie du combat pour une autre mondialisation, au même titre que se déclarer pour le non. Et cela n'empêcherait pas de lutter pour une "Europe sociale" !

Si l'on comprend bien, se tient un forum qui réunit des participants de toute l'Europe au moment où se prépare la plus vaste attaque jamais réalisée contre les classes ouvrières, les nations et les peuples d'Europe, et non seulement celui-ci n'adopte aucune position, mais, bien plus, il considère que partisans du oui et du non à la Constitution européenne peuvent ensemble lutter pour une "Europe sociale"... (1).

---

## L'UNION EUROPÉENNE, REMPART CONTRE LA MONDIALISATION AMÉRICAINE ?

---

De fait, se dessine une appréciation positive de l'Union européenne. Ainsi, un dirigeant et théoricien du Secrétariat unifié, François Vercammen, dans la revue du SU, *Inprecor*, de novembre 2003, écrit :

*"Le fait politique majeur est certainement l'autonomie croissante de l'Union européenne par rapport aux Etats-Unis. En une quinzaine d'années, s'est constitué*

---

(1) Le Parti des travailleurs, en France, a sorti un numéro spécial d'*Informations ouvrières* analysant le projet de "Constitution" européenne.

*un marché unique d'une taille comparable à celle des USA (...). L'appareil étatique de l'Union européenne est certainement incomplet, mais ses structures déjà supra-nationales et une série de normes interétatiques contraignantes encadrent son fonctionnement (...). La domination étasunienne sans partage depuis 1945 touche à sa fin."*

Ainsi, pour F. Vercammen, bien que cela se réalise de manière "néo-libérale", la formation d'un marché unique dépassant les cadres nationaux permet de constituer une alternative à la domination américaine, qui toucherait à sa fin ! Et Vercammen poursuit :

*"Le conflit intra-Atlantique donne à l'UE pour la première fois une base populaire large... La gigantesque opération visant à imposer une Constitution à l'Union et les élections européennes de juin 2004 tendent à consolider cet acquis."*

Ainsi, le "reproche" que Vercammen, comme d'autres altermondialistes, fait à l'Union européenne, c'est qu'elle est basée sur une "idéologie" néo-libérale, mais il ne remet pas en cause le principe même de la Constitution européenne et l'existence de l'Union européenne, qui constitue, pour lui, une alternative à la mondialisation américaine. A ce titre, elle représente un pas positif. On comprend, dans ces conditions, qu'être pour ou contre la Constitution européenne relève de "débats" au sein du forum, mais que la réalité est autre. Pour le SU, c'est un terrain commun à celui de la CES, courroie de transmission de l'Union européenne. Le "Parlement européen" est une véritable machine de guerre contre les travailleurs et les peuples, que cautionnent par leur présence les "élus" de la LCR et qu'à aucun moment ils ne dénoncent pour ce qu'il est, à savoir une institution anti-ouvrière, dont ils sont pleinement partie prenante (2).

En permanence, les représentants du SU disent se prononcer pour un "non de gauche" à la Constitution européenne, mais cela ne les empêche pas, en même temps, de siéger au Parlement européen et de présenter l'Union européenne de manière positive.

D'ailleurs, dans le même numéro d'*Inprecor*, M. Buster écrit :

*"Malgré la crise que connaît l'Union européenne, le repli dans le cadre de l'Etat-nation n'est déjà plus possible et la promotion d'un tel repli serait une solution*

*illusoire. Le marché unique communautaire est une réalité qui lie l'économie européenne avec le marché mondial."*

En un mot, pour le SU, l'Union européenne est un horizon indépassable. Ainsi, est indépassable l'Union européenne, qui organise systématiquement l'offensive de destruction des droits et des garanties, des conquêtes ouvrières attachées aux cadres nationaux, qu'il faut précisément détruire pour liquider ces conquêtes de la lutte des travailleurs. Dès lors, il ne s'agit pas de combattre Maastricht, l'Union européenne et la Constitution européenne, mais de lutter dans le cadre de l'Union européenne pour une "Europe sociale".

Ainsi, pour M. Buster, défendre ce qui est attaché à l'existence des nations serait un repli. Mais une question se pose : n'est-ce pas dans le cadre des nations qu'ont été conquis les droits et les garanties qui sont aujourd'hui mis en cause par la dislocation des nations qu'organise l'Union européenne ? (Voir dans ce numéro de *La Vérité* l'article sur l'Italie.)

Et M. Buster ajoute :

*"La bataille se déroule dans le cadre européen. Son issue dépend largement de la capacité de construire une solidarité de classe capable d'imposer la redistribution et d'arracher les droits sociaux pour tous."*

On ne parle plus de droits, d'acquis, de conquêtes, mais de "solidarité"...

De quelles "solidarités" s'agit-il ? Dans un débat sur la question de la politique agricole commune (PAC), l'AFP rapporte les faits suivants :

*« Deux cadres du FMI et de la Banque mondiale ont notamment mis l'accent sur les subventions agricoles des pays du Nord, qui ont des effets désastreux sur la paysannerie traditionnelle du Sud. "Je crois qu'ici tout le monde est d'accord pour dire que les subventions agricoles*

(2) C'est ainsi que les "députés" de la LCR au Parlement européen se sont abstenus sur la réforme du transport routier ou bien sur le rôle des pouvoirs régionaux dans l'Union européenne. Ils ont voté pour la "gestion intégrée des frontières de l'UE", pour la résolution de l'Union européenne demandant à l'ONU d'assurer les tâches de reconstruction en Irak, pour la "liberté de circulation dans l'Union européenne", pour la résolution sur "l'égalité des chances hommes et femmes", pour le programme "Erasmus" d'harmonisation européenne des études...

sont un fléau”, a acquiescé Susan Georges, une des vice-présidentes de l’organisation altermondialiste ATTAC » (AFP, 12 novembre 2003).

Dans une plate-forme pour une réorientation de la PAC intitulée *“Appel pour des agricultures solidaires et durables en Europe et dans le monde”*, on peut lire dans les mots d’ordre : *“Arrêt des soutiens directs et indirects à l’exportation !”* L’arrêt des subventions aux agriculteurs européens n’est rien d’autre que l’exigence affirmée depuis des années à travers les négociations de l’OMC par l’administration américaine. Une telle mesure signifierait la liquidation de centaines de milliers d’agriculteurs dans toute l’Europe.

De la même manière, utilisant frauduleusement cette même argumentation d’aide aux “pays pauvres du Sud”, le séminaire du Forum social sur la santé a proposé de faire du médicament *“un bien public mondial”* pour remédier à la *“boulimie médicamenteuse des pays développés et aux difficultés d’accès aux soins dans les pays du Sud”*. Comme si le fait de limiter les prescriptions médicamenteuses dans les pays européens pouvait signifier un apport de médicaments aux peuples d’Afrique, d’Asie ou d’Amérique du Sud ! Le résultat, on le connaît : c’est la politique de réduction des dépenses de santé en Europe, qui entraîne la réapparition de maladies disparues.

Dans les diverses discussions de ce forum, il a été en permanence fait référence à la nécessaire création d’un “service public européen”, en s’appuyant sur la notion de l’Union européenne et de la CES de “service d’intérêt général” (SIG). Rappelons que, selon l’Union européenne, *“les opérateurs peuvent revêtir la forme soit d’une administration, soit d’une entreprise privée, soit d’une entreprise publique, soit d’une entreprise d’économie mixte”*. Derrière l’idée fallacieuse de “service public européen”, ce qui est en cause, c’est casser les services publics tels qu’ils existent, attachés aux cadres nationaux, et que doit disloquer le projet de “Constitution” européenne.

Ce n’est pas seulement une idée : dans chaque pays, quelle que soit leur couleur politique, les gouvernements, au nom de l’Union européenne, s’attachent à démanteler les acquis et conquêtes.

En partant de l’affirmation que le “combat” se déroule désormais au sein de

l’Union européenne, on en vient à remettre en cause les services publics dans chaque pays (ce que réclament la Commission de Bruxelles et les Etats-Unis) au nom d’un “service public européen”, qui ouvre la voie à la privatisation et au démantèlement des services publics.

---

## ET LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE ?

---

Selon *Le Monde* (15 novembre), dans le séminaire consacré au chômage, il a été souligné :

*« Il faut briser le tabou. Nous allons fournir la démonstration qu’il est possible de supprimer le chômage, affirme Jacques Nikonoff, président d’ATTAC. Pour M. Nikonoff, le chômage à l’origine de toutes les fractures de la société n’est pas une “fatalité” qui résulte des lois économiques. Il tient selon lui essentiellement à des raisons idéologiques, imposées par les théories néo-libérales du début des années 1980. »*

Ainsi, pour M. Nikonoff, ce n’est pas le capital et les lois qu’il impose à l’humanité à travers l’appropriation privée des moyens de production, par une minorité capitaliste, la classe exploiteuse, qui sont responsables du chômage, mais une *“idéologie néo-libérale”*.

Le chômage, comme les vagues de licenciements, comme la remise en cause de tous les droits et garanties de la classe ouvrière, ne seraient donc pas directement le produit de l’existence d’un système mondial fondé sur la propriété privée des moyens de production. Pourtant, les faits sont là : la minorité capitaliste qui possède les moyens de production dirige l’économie mondiale non pour la satisfaction des besoins sociaux de la masse, mais pour ses intérêts propres, pour la défense du profit, et exige plus de restructurations, de licenciements, de déréglementation pour abaisser toujours plus le “coût du travail”. Et cela n’a rien à voir avec une idéologie...

D’ailleurs, le quotidien économiste *La Tribune* (13 juillet) écrit :

*« Sur le fond, la Banque mondiale partage le même objectif que le FSE”, explique le chef économiste de la Banque mondiale, F. Bourguignon, qui décèle de “vraies convergences” avec les altermondialistes... La création de taxes internationales — taxe Tobin sur les flux financiers,*

*taxes sur les billets d'avion, les émissions de CO<sup>2</sup> ou les exportations d'armes — exigée par les altermondialistes va dans le bon sens. »*

Rappelons que le nom complet d'ATTAC est : "Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens". Rappelons, en effet, qu'ATTAC s'est constituée sur l'exigence de la taxe Tobin, qui propose de taxer les transactions financières de 0,05 %. Pour R. Passet, à l'époque un des responsables d'ATTAC, "on doit pouvoir définir un système monétaire où la flexibilité actuelle serait mieux encadrée" (*Alternatives économiques*, numéro hors série, premier trimestre 2001).

Cette campagne connaissait alors un développement médiatique considérable, présentée comme une "rupture", un nouvel anticapitalisme. Mais, dans une interview datée du 3 septembre 2001, J. Tobin, économiste et créateur de l'idée de la taxe, déclarait :

*"Je suis économiste ; je suis partisan du libre commerce ; je suis en faveur du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC."*

Lorsque la presse fait connaître ces prises de position, ATTAC réaffirme qu'elle se prononce "pour la rupture de l'hégémonie de l'ultra-libéralisme", pour "au moins limiter les inégalités sociales et mettre un grain de sable dans la spéculation". Il s'agit donc d'une "rupture" qui ne va pas jusqu'à mettre en cause le système fondé sur l'exploitation du travail. Selon l'AFP (11 novembre 2003),

*"le président Chirac a installé un groupe de travail sur la création d'une taxe internationale pour financer le développement des pays pauvres (...). Parmi les membres, figurent des représentants du mouvement altermondialiste ATTAC et de l'ONG OXFAM."*

#### Rupture ?

Alors que des milliers de jeunes venaient au Forum social européen en pensant y trouver les moyens de combattre, ils trouvaient le stand "Banque européenne alternative" :

« "Depuis plusieurs années, tous les indicateurs montrent qu'il y a un fort intérêt pour le développement de circuits financiers solidaires", explique Mathilde Mandonnet, de l'association Finansol. En

*France, ces produits d'épargne, destinés à soutenir le développement des pays pauvres, l'aide aux personnes en difficulté ou la protection de l'environnement, ont augmenté de 20 % l'an dernier, en dépit de la morosité financière, indique-t-elle. Ces placements, labellisés à partir de critères de transparence et de solidarité, sont aujourd'hui au nombre de 37, pour un encours total de 91,5 millions d'euros en 2002, selon l'association, qui espère "trippler l'ensemble des indicateurs d'ici 5 ans" (...). D'où l'idée d'une douzaine d'établissements européens de se regrouper au sein de la Fédération européenne de finances et banques éthiques et alternatives (Febea). Objectif : "Créer une banque européenne solidaire en 2005 ou au plus tard en 2006", explique à l'AFP Jean-Pierre Vigier, président de la Febea (...).*

*Reste à gagner l'appui des autorités européennes. La Febea espère pouvoir bénéficier d'investissements communautaires et d'un aménagement de la future directive sur les ratios de solvabilité des banques, qui précisera le rapport entre ce que prêtent les établissements et leurs fonds propres. En France, la loi de 2001 sur l'épargne salariale a mis en place des incitations fiscales pour l'épargne solidaire, "mais nous voulons que ces placements soient mieux reconnus par les autorités", a noté M. Vigier, lors du FSE. "Ces placements sont une des réponses possibles pour instituer un système financier hors du capitalisme classique", explique M. Vigier, qui entend ainsi, en garantissant l'éthique et l'efficacité de ses produits, "créer des "anticorps" pour que la société résiste à la pression du capitalisme libéral" » (AFP, 12 novembre).*

La référence faite ici à la loi de 2001 sur "l'épargne salariale" n'est pas fortuite. C'est en effet sous le gouvernement Jospin que de premières mesures avaient été prises contre le système des retraites par répartition existant en France au nom des exigences de l'Union européenne. Le gouvernement de "gauche", sous prétexte de "sauver" les retraites en 2020 et d'aider au "développement", avait décidé de ponctionner les caisses de retraite — empêchant ainsi la revalorisation des retraites — pour les placer (le ministre socialiste affirmant qu'il ne s'agissait pas d'introduire des fonds de pension à l'américaine, ce qui était pourtant le cas) sur les marchés boursiers.

En un mot, le système "alternatif" au "capitalisme classique" se fait sur le terrain de la remise en cause du système des

retraites et du détournement de fonds issus de la solidarité ouvrière !

Un système financier alternatif, “*hors du capitalisme classique*”, mais donc dans le capitalisme. N’y a-t-il pas un rapport entre “l’humanisation” de la spéculation, la taxe Tobin, les banques alternatives et le respect de la propriété privée des moyens de production ?

Le capitalisme serait donc dès lors indépassable. Il faudrait simplement “l’humaniser”, et la lutte pour en finir avec le capital ne serait donc plus à l’ordre du jour.

---

## LE SECRÉTARIAT UNIFIÉ REMISE LA LUTTE DE CLASSE AUX POUBELLES DE L’HISTOIRE

---

Dans le précédent numéro de *La Vérité*, dans l’article à propos du slogan “*Le travail n’est pas une marchandise*”, il a été démontré, sur la base de tous les textes constitutifs du mouvement ouvrier et du marxisme, que la force de travail n’était au contraire qu’une marchandise. Remettre en cause cette réalité, c’est remettre en cause l’exploitation du travail par la minorité exploiteuse, et donc remettre en cause le fait que l’histoire de l’humanité, c’est la remise en cause de l’existence d’organisations indépendantes et le combat pour défendre cette indépendance, c’est l’histoire de la lutte de classe, et qu’à notre époque, c’est l’histoire de la lutte entre prolétaires et bourgeois.

Dans la logique de ce qui a été évoqué plus haut, le SU tire des conclusions “théoriques”. Lors du dernier congrès de la LCR, celle-ci, sous prétexte d’en finir avec des mots marqués par l’histoire, a renoncé au concept marxiste de dictature du prolétariat, qu’elle a éliminé de son programme. Si on prenait comme critère pour abandonner des concepts politiques le fait qu’ils ont été au long de l’histoire malmenés ou frauduleusement utilisés, on pourrait alors renoncer au marxisme, au communisme, mais aussi à la République, à la démocratie et à beaucoup d’autres choses encore.

Il faut préciser une question : pour Marx et Engels, il ne s’agissait pas de définir la forme politique, mais d’exprimer la forme sociale de la domination du prolétariat. C’est ainsi que, pour Marx et Engels, quelle que soit la forme de la domination bour-

geoise, ils caractérisaient celle-ci, même la plus “démocratique”, comme la dictature de la bourgeoisie, au sens où le travail des prolétaires était exploité.

*“Les formes d’Etats bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence est une : en dernière analyse, tous ces Etats sont, d’une manière ou d’une autre, mais nécessairement, une dictature de la bourgeoisie. Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment manquer de fournir une grande abondance et une large diversité de formes politiques, mais leur essence sera nécessairement une : la dictature du prolétariat”* (Lénine, *L’Etat et la révolution*).

En parlant de dictature du prolétariat, Marx et Engels décrivaient l’accession au pouvoir du prolétariat, qui mettait un terme à la domination de la classe exploiteuse et par là même contribuait à la satisfaction des besoins sociaux de l’ensemble de la population exploitée.

La forme politique de la dictature prolétarienne n’était pas et ne pouvait pas être définie par Marx et Engels a priori. C’était à la lutte des prolétaires de la trouver par son mouvement propre d’émancipation. Et Lénine précise :

*« De toute l’histoire du socialisme et de la lutte politique, Marx a déduit que l’Etat devra disparaître et que la forme transitoire de sa disparition sera le “prolétariat organisé en classe dominante”. Quant aux formes politiques de cet avenir, Marx n’a pas pris sur lui de les découvrir... Et quand éclata le mouvement révolutionnaire (la Commune de Paris — NDLR), Marx se mit à étudier les formes qu’il avait révélées »* (*L’Etat et la Révolution*).

Ce n’est qu’après la Commune de Paris, en 1871, où le prolétariat parisien instaurait la Commune, la forme démocratique, qu’Engels pouvait écrire : “*La Commune de Paris est la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat.*”

Trente-quatre ans plus tard, l’irruption en 1905 de soviets en Russie permettait de faire un pas de plus dans la voie de la forme politique de la dictature du prolétariat. En 1917, à travers toute la Russie, se constituaient les conseils ouvriers (soviets) de paysans, de marins et de soldats, qui voyaient le peuple travailleur briser la vieille machine de l’Etat bourgeois et ériger le pouvoir démocratique des ouvriers et des

paysans en expropriant le capital et en instaurant la propriété d'Etat.

---

### “LA CLÔTURE DU CYCLE OUVERT PAR OCTOBRE 1917”

---

Commentant l'abandon de la formule de la dictature du prolétariat lors du congrès de la LCR, le quotidien *Le Monde* écrivait :

« Avec sa réforme des statuts, la LCR couronne un *aggiornamento* programmatique engagé à la suite de la chute du Mur de Berlin. “C'est une manière de dire que le cycle ouvert par octobre 1917 est aujourd'hui refermé, qu'il faut fonder un nouveau projet de transformation sociale, où les idées de socialisme, de lutte de classes, mais aussi de démocratie, sont centrales”, expliquent ses dirigeants. »

La révolution russe d'octobre 1917 marque un tournant dans l'histoire de l'humanité. La classe ouvrière russe, aidée par le parti de Lénine et de Trotsky, est parvenue à conquérir le pouvoir politique. La population laborieuse, organisée dans ses soviets d'ouvriers, de soldats, de paysans, ouvrait la voie, dans les pires conditions, à une société libérée de l'exploitation capitaliste. La réaction du monde entier s'est déchaînée contre la révolution russe. Les armées coalisées de 17 pays impérialistes ont cherché à écraser le jeune pouvoir des Soviets. De l'autre côté, pour des centaines de millions de travailleurs dans le monde, la révolution russe représentait un immense espoir, car elle signifiait qu'il est possible de rompre avec le régime de la propriété privée des grands moyens de production. Ce n'est pas l'objet de cet article de traiter de la dégénérescence bureaucratique de l'URSS, due à la fois à son isolement, au rôle de la II<sup>e</sup> Internationale, etc. Mais il s'agit de rappeler que cette situation n'infirmé en rien octobre 1917 et ne remet pas en cause son contenu historique.

La IV<sup>e</sup> Internationale s'est constituée dans le combat pour la défense de l'URSS et de ses conquêtes contre le cours restaurateur de la bureaucratie stalinienne. Lors de la crise dislocatrice de la IV<sup>e</sup> Internationale de 1951-1953, la question de l'URSS et de la nature de la bureaucratie a été, on le sait, au centre du débat.

Pour le SU pabliste, la lutte des classes se résumait en un affrontement entre “deux

camps” : d'un côté, le capitalisme, avec à sa tête l'impérialisme américain ; de l'autre côté, le camp ouvrier, certes déformé, avec à sa tête l'appareil stalinien international. Et comme il “faut choisir son camp”, il préconisait la position qui consistait à dire que la classe ouvrière n'a pas d'autre choix que d'être dans le camp de l'appareil stalinien. La classe ouvrière ne détenant plus la solution, il revenait à la bureaucratie stalinienne “de réaliser le socialisme à sa manière” dans “les siècles de transition”, pour reprendre les termes utilisés par les pablistes. Cette révision du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale est à l'origine de la crise dislocatrice qui a frappé la IV<sup>e</sup> Internationale.

Lorsque la bureaucratie stalinienne s'est effondrée (chute du Mur de Berlin en 1989), le Secrétariat unifié, qui a toujours eu comme boussole politique le stalinisme, a adapté sa position à la nouvelle situation. Le Secrétariat unifié a tiré la conclusion suivante : la perspective du socialisme a disparu avec la bureaucratie chargée de le “réaliser à sa manière”.

Aujourd'hui, le processus va ouvertement à son terme : il s'exprime par l'affirmation publique, drapeau de la société civile déployé, qu'il faut renoncer à octobre 1917. En clair, il ne peut y avoir d'avenir que dans le cadre du régime de la propriété privée des moyens de production. Cette décision de la LCR de changer ses statuts (parce que “la phase ouverte par la révolution d'Octobre est terminée”) concerne l'ensemble du mouvement ouvrier. Il s'agit, en relation avec le Forum social mondial, de dire : ce n'est pas seulement la page du bolchevisme qui est tournée, c'est la continuité du combat du mouvement ouvrier. Dire que la page d'octobre 1917 est tournée, c'est dire qu'on ne peut en finir avec le régime de la propriété privée. En effet, les organisations de classe sont fondées sur le combat pour en finir avec l'exploitation capitaliste.

C'est également — il faut le souligner — indiquer que les conquêtes d'Octobre sont dépassées. Qu'importe le combat des travailleurs d'Ukraine pour la défense du Code du travail ! Les segments de propriété sociale, ces îlots de conquêtes d'Octobre, doivent, pour la LCR, être considérés comme dépassés !

Or, précisément, aujourd'hui, les exigences du capital aboutissent, à travers la

privatisation-liquidation, à remettre en cause cette propriété sociale à l'est de l'Europe, entraînant par là d'intenses destructions. Ainsi, Catherine Samary, dirigeante du SU, écrit dans *Imprecor*, à propos de l'élargissement de l'Europe :

« Globalement, l'Europe de l'Est plus pauvre recevra moins que les membres actuels (...). C'est avec déception qu'on perçoit de plus en plus l'hypocrisie des grands discours sur "le tournant historique de la réunification du continent" sans réelle solidarité. »

Est-ce cela l'enjeu de l'élargissement, ou la destruction massive des entreprises et de la paysannerie est-européennes ? Et n'est-ce pas relié aux formes de propriété publiques ou privées ?

Les deux députés de la LCR, Krivine et Vachetta, légitimant le Parlement européen, s'abstiendront sur l'élargissement à l'Est, considérant que l'aspect positif de l'intégration était limité par le manque de moyens. Dans leur explication de vote, ils expliquent :

« L'élargissement de l'Union européenne se présente donc comme une hypocrite "avanie institutionnelle", sans droits sociaux, sans développement des biens publics communs et sans réels choix démocratiques » (20 novembre 2002).

En quelque sorte, Krivine et Vachetta auraient pu voter pour "l'élargissement" au lieu de s'abstenir s'il y avait eu plus de droits pour les pays de l'Est. Plus de "droits", au moment où ces pays sont sous le feu des exigences de l'Union européenne en termes de destruction !

Abandonner le mot d'ordre de dictature du prolétariat n'est pas secondaire non seulement du point de vue de la théorie marxiste, mais du point de vue pratique et concret quant à l'organisation du combat de la classe ouvrière, comme on vient de le noter ci-dessus.

On peut également mesurer les conséquences pratiques quant à la participation au gouvernement brésilien de Démocratie socialiste (organisation sœur de la LCR), dont l'un des dirigeants, Rossetto, est ministre du "Développement agricole", qui accepte et met en œuvre toutes les décisions visant à refuser les terres aux centaines de milliers de paysans sans terre.

Ainsi, le STF (Tribunal suprême) a annulé un décret gouvernemental sur l'expropriation de 13 000 hectares. Et le

ministre Rossetto de "souscrire pleinement à la décision du STF", informant que "l'INCRA (institut de réforme agraire) ne continuera pas le marquage des terres". Respect de la propriété privée et de son inviolabilité ! C'est là l'inverse de la méthode de Marx.

---

## LUTTE DE CLASSES ET DICTATURE DU PROLÉTARIAT

---

Dans une lettre à Weydemeyer (5 mars 1852), Marx écrit :

*"En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Les historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de la lutte de classe. Mon originalité a consisté :*

— à démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées de la production ;

— à démontrer que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ;

— que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classe."

Prétendre limiter le marxisme à la lutte de classe, ce n'est pas simplement le tronquer et le déformer, mais c'est vouloir le rendre acceptable à la société bourgeoise. "Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte de classe à la reconnaissance de la dictature du prolétariat", écrivait Lénine.

Le prolétariat est en effet une classe sociale différente de celles qui l'ont précédé. Il ne dispose comme seule propriété que de sa force de travail, qu'il est contraint de vendre à la bourgeoisie et qui, sous le régime capitaliste, n'est qu'une marchandise. A la différence de la bourgeoisie, qui a eu la possibilité de jeter les bases de l'économie marchande et du capitalisme dans le cadre des sociétés féodales, le prolétariat ne dispose d'aucune possibilité de cette sorte.

*"Toutes les classes qui, dans le passé, se sont emparées du pouvoir essaient de consolider leurs situations acquises en soumettant la société aux conditions qui leur assuraient leurs revenus propres. Les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces productives et sociales qu'en abolis-*

*sant le mode d'appropriation qui était particulier à celles-ci, et par suite tout le mode d'appropriation. Les prolétaires n'ont rien à sauver qui leur appartienne" (Le Manifeste du Parti communiste).*

En ce sens, le prolétariat n'a pas à instaurer un nouveau mode d'exploitation. Il ne peut parvenir à abolir l'exploitation capitaliste que par la prise du pouvoir et la destruction de la machine d'Etat bourgeoise. C'est là la condition pour mettre fin à la propriété privée des moyens de production, base de l'exploitation du travail. Renoncer à cette perspective, c'est renoncer au combat d'émancipation de la classe ouvrière. Pour se libérer des chaînes de l'exploitation, le prolétariat doit renverser le régime capitaliste en renversant l'Etat bourgeois :

*"Le but immédiat des communistes, c'est la constitution du prolétariat en classe, le renversement de la domination bourgeoise, la conquête du pouvoir par le prolétariat" (Le Manifeste du Parti communiste).*

En établissant sa propre dictature, le prolétariat s'emploie à réaliser les tâches qui permettent la transition du capitalisme au socialisme.

Mais pour se transformer de classe en soi en classe pour soi, le prolétariat ne dispose que d'un moyen : l'organisation. C'est pourquoi le mouvement ouvrier et le courant marxiste ont toujours souligné une question : si, dans la société capitaliste, le prolétaire ne dispose que de sa force de travail, il a bâti par sa lutte de classe les seules formes d'organisation qu'il possède, et qui lui sont sans cesse disputées : l'organisation syndicale et le parti ouvrier.

C'est pourquoi Marx et Engels écrivent dans *Le Manifeste du Parti communiste* : "Toute lutte de classe est une lutte politique." Pour Marx et Engels, c'est donc la situation objective du prolétariat qui l'amène à s'unifier comme classe et donc à s'organiser en partis et en syndicats. Par l'union et la solidarité fondées sur la même situation et par l'organisation indépendante, le prolétariat surmonte ainsi les limites bourgeoises de sa situation de classe de la société bourgeoise. Et précisément, la bourgeoisie et ses agents au sein du mouvement ouvrier cherchent en permanence à remettre en cause l'indépendance de classe des organisations ouvrières pour diviser l'unité du front prolétarien. Les appareils du mouvement ouvrier cherchent en permanence à

remettre en cause cette situation. Aujourd'hui, l'existence des forums sociaux vise à intégrer les syndicats à la "société civile", c'est-à-dire à remettre en cause l'existence d'organisations indépendantes.

*"Au cours de plusieurs dizaines d'années, les ouvriers ont construit à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, en l'utilisant, tout en luttant contre elle, leurs bastions, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : les syndicats, les partis, les organisations. Le prolétariat peut arriver au pouvoir non dans le cadre formel de la démocratie bourgeoise, mais par la voie révolutionnaire : cela est démontré aussi bien par la théorie que par l'expérience. Mais c'est précisément pour cette voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin de bases d'appui de démocratie prolétarienne à l'intérieur de l'Etat bourgeois" (Léon Trotsky, La Révolution allemande).*

Des bases, des points d'appui pour l'organisation indépendante de classe du prolétariat nécessaires au combat de classe... Voilà pourquoi la IV<sup>e</sup> Internationale défend inconditionnellement l'existence d'organisations ouvrières indépendantes que les forces impérialistes et leurs agents veulent remettre en cause.

---

## SYNDICATS OU SOCIÉTÉ CIVILE

---

Lors du débat du Forum syndical européen, un responsable syndical international indiquait :

*"Nous sommes à la fois une partie du monde productif et de la société civile, et l'analyse qui réduit les salariés au seul statut de victimes ne sert à rien."*

On doit donc comprendre que les syndicats n'auraient plus vocation à défendre les travailleurs comme des "victimes" de l'exploitation du travail, mais qu'il s'agit d'autre chose. Autre chose ? Si les syndicats font partie de la "société civile", ils n'ont dès lors plus vocation à défendre et à organiser les travailleurs comme classe, mais à représenter les intérêts "citoyens", qui regroupent aussi bien patrons que travailleurs. Ainsi, il a été indiqué :

*"Les syndicats sont des écoles et des catalyseurs pour la démocratie. Ils doivent jouer un rôle de premier plan dans la maîtrise de la mondialisation."*

Ainsi, le rôle des organisations syndicales ne serait plus de défendre les intérêts

des travailleurs et leurs revendications, mais de participer au contrôle de la “mondialisation”, de sa “maîtrise”, dont par ailleurs tout le monde dit qu’elle entraîne des catastrophes. Que signifie “maîtriser la mondialisation”, si ce n’est “l’accompagner”, car le système capitaliste, avec sa cohorte de destructions, n’est pas “maîtrisable” ?

La CES, qui participait au FSE, a adopté les 16 et 17 octobre derniers la déclaration suivante :

*“La CES a salué les mesures de la Commission (européenne — NDLR) en matière de politique industrielle et précisé que la maîtrise socialement acceptable des mutations structurelles dans le secteur industriel formait le noyau d’une politique industrielle européenne.”*

La “politique industrielle européenne”, c’est la multiplication des directives de l’Union européenne, entraînant des millions de suppressions d’emplois, la déréglementation, la liquidation sociale.

Parties prenantes du FSE, la LCR et la CES, quelles que soient les contradictions et les nuances, se retrouvent sur le terrain de l’Union européenne. Il ne s’agit pas, en effet, de “discours”, mais de la prise en charge concrète de la politique de dislocation et de destruction menée par l’Union européenne. Et l’élément commun, c’est l’intégration des syndicats à la “société civile”.

M. Vercammen, l’un des responsables du SU, dans le même article cité plus haut, explique :

*« Il faut également souligner l’intervention citoyenne “extérieure” au mouvement ouvrier établi : des associations, des ONG, des groupes tiers-mondistes, écologistes et plus organisés, des militants du mouvement altermondialiste. Tout cela annonce nettement un renouveau du mouvement du monde du travail — syndical, social et politique —, qui se fera hors des sentiers battus. Cette réorganisation-renaissance est bien le facteur le plus encourageant de cette première grande vague de luttes qui affecte l’Europe. »*

A sa manière, en utilisant un phraséologie “moderne”, Verkammen apporte sa pierre à la remise en cause et à l’existence d’un mouvement ouvrier indépendant. Le SU, avec la CES, participe de cette offensive anti-syndicale. L’une des questions qui ressort de ce Forum social européen, c’est la recherche de la constitution d’un “mouvement social”, qui intègre, pour mieux les

“transcender”, les organisations syndicales. Au bout du compte, il ressortirait de cela qu’il n’existerait plus désormais de représentation organisée de la classe ouvrière, mais que celle-ci n’aurait qu’à se fondre dans un “mouvement social”, pour une autre mondialisation fondée sur la “répartition des richesses”, mais ne remettant en cause à aucun moment le système de la propriété privée des moyens de production. Il n’est dès lors pas étonnant qu’à l’inverse de l’indépendance de classe du prolétariat, le FSE soit fondé sur la négation de l’indépendance financière à travers l’exigence du financement public. Rappelons que c’est à la hauteur de 87 % du budget du FSE que le gouvernement français et les institutions de l’Etat ont contribué.

La LCR a joué un rôle central dans le FSE, mettant en pratique — contre la classe ouvrière et ses acquis — son affirmation de la “clôture du cycle d’octobre 1917” et de l’abandon de la dictature du prolétariat. Elle utilise frauduleusement la référence à la IV<sup>e</sup> Internationale et au trotskysme pour mieux faire passer cette pratique réactionnaire de destruction des droits et des conquêtes de la classe ouvrière.

*“Ce qui me fait dire aujourd’hui que les choses changent, c’est que de LO à la LCR ou à l’UMP de Juppé, aujourd’hui, tout le monde dit qu’il faut changer les choses”*,

a déclaré José Bové (AFP, 11 novembre).

Bien évidemment, “tout le monde dit qu’il faut changer les choses” : ils disent qu’il faut liquider les services publics, privatiser, remettre en cause les droits, les garanties, les Codes du travail, les conventions collectives, la Sécurité sociale et les retraites. Pour que le capital se perpétue, il faut “changer les choses”, détruire ce qui a été acquis par 155 ans de luttes de la classe ouvrière. Il faut tout liquider, et notamment les organisations ouvrières.

Cent cinquante-cinq ans plus tard, contre tous les renégats du combat de la classe ouvrière, la IV<sup>e</sup> Internationale continue d’affirmer avec le *Manifeste du Parti communiste* : “Les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette proposition unique : abolition de la propriété privée.”

**Lucien Gauthier**

# Vie de l'Internationale

Nous publions dans cette rubrique :

— Afrique du Sud : des extraits du discours prononcé par Lybon Mabasa, président du Parti socialiste d'Azanie (SOPA), lors du congrès annuel du SOPA, qui s'est tenu les 18 et 19 octobre à Durban ;

— Etats-Unis : la déclaration du comité de rédaction du journal *The Organizer*, intitulée “*Quel président et quel programme aujourd'hui pour les travailleurs ?*”. *The Organizer* est le journal de la section américaine de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## Extraits du discours de Lybon Mabasa au congrès annuel du Parti socialiste d'Azanie (Durban, 18 et 19 octobre 2003)

### ***“Unissons notre peuple et les travailleurs pour la république d'Azanie”***

---

#### **HISTORIQUE**

---

Nous avons lancé le Parti socialiste d'Azanie le 21 mars 1998 pour promouvoir le combat pour la libération totale et le socialisme. Quelques-uns des membres fondateurs du parti ont été aussi les fondateurs historiques du Mouvement de la conscience noire (BMC), avec le leader martyr du BMC, le camarade Biko, à la fin des années 1960. Les fondements idéologiques du Parti socialiste d'Azanie sont la philosophie de la conscience noire et le socialisme scientifique. Le combat pour une authentique libération de la terre d'Azanie et de la majorité du peuple noir en Afrique du Sud repose sur cette philosophie et cette idéologie.

---

#### **LA PLACE DU PEUPLE NOIR ET DE LA PHILOSOPHIE DE LA CONSCIENCE NOIRE**

---

Les événements de ces neuf dernières années, et particulièrement le lamentable échec de l'actuel gouvernement d'octroyer la liberté, la libération et la dignité pour le peuple noir constituent la preuve éloquente du besoin pour la conscience noire, d'une philosophie de combat pour la majorité du peuple noir. La raison est simple : malgré la gymnastique économique et politique des neufs dernières années du gouvernement ANC, le peuple noir continue d'être dominé culturellement, socialement et économiquement par les Blancs en Afrique du Sud. La

seule différence est que les Blancs n'ont plus à avoir de remords sur la conscience collective, à se sentir coupables de ce qu'ils ont fait et de ce qu'ils continuent à faire au peuple noir. Le nouveau régime nous a déclarés tous égaux, en dépit de nos écrasantes inégalités. Par-dessus tout, **ceux qui en majorité ne sont pas blancs**, qui par le vote ont reçu mandat de diriger ce pays, l'ont accompli d'une manière pitoyable sur tous les plans.

Ce qui est devenu visible pour tous les Sud-Africains, **c'est le fait que neuf ans après les élections démocratiques, le niveau et les conditions de vie des Noirs ont régressé d'une façon très importante. La domination blanche se poursuit dans tous les domaines de la vie, renforçant l'idée que les Noirs sont des inférieurs, et par conséquent des incapables.**

Cela a été clairement illustré par le bilan tiré par la COSATU (centrale syndicale) dans la préparation de son congrès du 15 septembre 2003 : **"Notre économie reste entre les mains des Blancs, dominée par le complexe minier-financier en alliance avec le capital international."** Ce qui signifie que ce sont les capitalistes blancs qui détiennent le gros de l'industrie et des terres les plus productives, les mines, les banques, la propriété, les biens immobiliers, tous les secteurs clés de la finance, de l'échange et du commerce, et même des médias. Beaucoup d'hommes d'affaires blancs nomment des Noirs à leurs conseils d'administration pour faire croire à l'accession des Noirs aux affaires, tout en **conservant toutes les décisions administratives et en continuant d'exercer le pouvoir.**

La question qui se pose est : n'est-ce pas lié à une transition qui ne s'est pas débarrassée des profondes fondations de l'oppression du peuple noir en Azanie ? N'est-ce pas d'abord lié aux accords CODESA de Kempton Park, qui ne rendaient pas la terre et les mines volées par une minorité de Blancs grâce à l'occupation coloniale du pays, et par la suite grâce au régime d'apartheid ?

Nous, le Parti socialiste d'Azanie, dans la continuité du combat du Mouvement de la conscience noire, croyons qu'il est impossible d'aboutir à une solution positive à ces problèmes aussi longtemps qu'il sera refusé aux Noirs l'accès à leur souveraineté politique dans leur propre pays, aussi longtemps que les ressources foncières et minières qui leur ont été volées ne leur seront pas rendues. Très récemment, le précédent président, Nelson Mandela, dans une interview au journal *Ce Jour* (article de Fred Khumalo, 10 septembre 2003), condamnait la dette de l'apartheid, car elle l'avait empêché de réaliser ses promesses électorales. Il ne faisait que confirmer ce que nous avons toujours su et dit. La dette de l'apartheid est un outil dans le but de perpétuer l'oppression raciale.

Pour notre part, nous voulons que l'Azanie devienne une république représentant d'abord la majorité noire de notre pays, celle-là même qui a

été à la fois le sujet et l'objet du combat de la libération. Nous n'avons jamais dissimulé nos intentions quand nous disions **"Le pouvoir noir d'abord"**.

La démocratie authentique ne consiste pas simplement dans l'acte de voter dans le cadre des accords de Kempton Park, qui garantissent que les Blancs devraient conserver la plupart de leurs privilèges et positions. L'apartheid ne disparaîtra que lorsque les représentants élus de notre peuple n'auront plus les mains entravées par de tels accords et seront libres de prendre les décisions qu'ils considèrent nécessaires pour assurer un autre avenir à notre peuple, un avenir très différent du cauchemar que notre peuple endure actuellement, un avenir qui sera débarrassé de la privation de terre et de toit, du chômage, de la pauvreté et de la misère. C'est la seule raison pour laquelle nous combattons pour une Assemblée constituante souveraine avec tous les pouvoirs en Azanie pour ériger une Constitution qui représentera véritablement les aspirations de la majorité du peuple du pays, la majorité noire. La démocratie présuppose le gouvernement par la majorité, mais dans notre pays, le peuple noir continue d'être escroqué politiquement et économiquement.

La Conscience noire est importante dans le combat pour l'unité du peuple noir et de ses organisations. La Conscience noire a depuis longtemps posé la question de l'unité de la majorité noire, et particulièrement de la majorité ouvrière noire. L'unité, comme nous l'avons fait remarquer précédemment, devrait être l'unité non seulement de notre peuple, mais aussi celle des organisations qu'il a créées, pour promouvoir les aspirations de libération ; cela devrait être aussi l'unité pour défendre les acquis accumulés au cours de notre combat. Cela devrait être l'unité contre la destruction de ces acquis par le régime déterminé à maintenir le peuple noir dans une perpétuelle servitude.

C'est le Mouvement pour la conscience noire qui a lancé le slogan **"Une Azanie, une nation"**. Nous savons qu'il ne pourra être fait aucun pas en avant sur la voie de la libération du peuple noir **s'il n'y a pas un combat permanent et volontaire pour préserver l'unité noire.**

La Conscience noire **ne devait être rien d'autre que l'articulation des aspirations du peuple noir et de leur quête pour un pouvoir économique, social et politique. Ce pouvoir, par conséquent, doit être un pouvoir de la majorité noire, le pouvoir du peuple de ce pays, qui a tant souffert et fait tant de sacrifices.** Il a le droit de demander aujourd'hui d'avoir une véritable république démocratique noire reflétant réellement la volonté de la majorité dans le pays, qui devrait appliquer les règles de la démocratie. La richesse de ce pays doit être utilisée pour répondre aux besoins de la majorité de ce pays, ceux à qui cela a été refusé pendant des siècles, d'abord par l'occupation coloniale et

par la suite par le système d'apartheid.

Cette approche n'est pas trop exigeante, elle est raisonnable. **Ce qui n'est pas raisonnable, c'est l'approche des traîtres à notre peuple, qui offrent la libération politique sans la libération économique et sociale qui doit l'accompagner.** Nous sommes des réalistes qui reconnaissent le fait que nous partons d'une situation d'inégalité, d'une oppression nationale, et nous refusons de ne pas le voir.

Finalement, sur la question de la terre, nous souhaitons souligner que notre combat est intimement lié à celui de nombreux pays où les peuples sont confrontés à de telles privations de terres, dans lesquelles l'impérialisme continue de mutiler et de tuer le peuple pour les terres. C'est aussi l'essence du combat du peuple palestinien. Les Palestiniens ont raison de demander le droit au retour vers leurs terres et foyers historiques. Leur combat est un combat pour ériger une nation palestinienne unie dans sa propre diversité de cultures et de religions. Ils aspirent à un Etat qui est séculaire et qui offre protection, et à des droits démocratiques pour tous les travailleurs palestiniens. Cela ne peut être qu'un seul Etat en Palestine où Juifs et Arabes vivent ensemble. Nous rejetons complètement les dispositions qui ont divisé la nation palestinienne depuis 1948.

---

## SOCIALISME

---

Le colonialisme et l'apartheid ont tellement spolié la majorité noire qu'il est impossible de démarrer un processus de reconstruction par des réformes raisonnables. Ce n'est pas le peuple noir qui a mis la révolution à l'ordre du jour, mais le système d'apartheid et ses gouvernements successifs. Le système capitaliste est par nature très exclusif. Steve Biko avait raison d'affirmer qu'un tel système draine les richesses vers quelques individus et laisse une majorité dans le dénuement. Pour encourager les travailleurs et les Noirs à prendre une telle position, il faut les forcer à devenir les exploités, puisque ce système n'a pas dans ses habitudes de redistribuer mais qu'il est connu pour fonctionner sur l'accumulation.

Nous combattons pour un système politique différent basé sur les intérêts des Noirs et de la classe ouvrière en général. Nous pensons que ceux à qui il a été dénié d'accéder au contrôle des moyens de production et d'échange devraient commencer par combattre pour en avoir l'accès et le contrôle. La propriété et le contrôle publics des principaux moyens de production et d'échange sont le seul moyen de sauver les plus pauvres de l'inflexible avarice d'une poignée d'individus qui dilapident de façon irresponsable les richesses que la majorité a

créées dans le monde. La crise du capitalisme pousse les spéculateurs à investir des millions en camouflant les réelles conséquences. Le Parti socialiste d'Azanie est déterminé à employer toutes ses énergies morales et intellectuelles pour mettre en évidence la nature de la destruction de la société par le système capitaliste, tout cela au nom de l'avidité de quelques-uns, entraînant la faim et la pauvreté pour beaucoup.

Nous croyons que le socialisme ne peut pas être bâti sans les travailleurs et leurs organisations.

Pour nous, les syndicats doivent être libres d'exister et de répondre aux attentes des travailleurs qui les ont établis, c'est-à-dire défendre les intérêts exclusifs de la classe ouvrière. Ils doivent cesser d'être les instruments des politiques gouvernementales, et particulièrement des gouvernements qui ont adopté délibérément des programmes anti-ouvriers. Leur indépendance doit être restaurée en rompant avec les structures corporatistes tripartites, dont le seul but est de transformer les syndicats en courroie de transmission des demandes et diktats des institutions financières internationales.

C'est dans ce contexte que nous exhortons toutes nos fédérations ouvrières, particulièrement la COSATU, à s'engager dans la voie du combat pour la rupture complète avec l'impérialisme, la rupture avec les diktats du FMI et de la Banque mondiale, institutions dont les plans d'ajustement structurel ont conduit à la famine non seulement les Noirs dans notre pays, mais tous les peuples noirs sur le continent entier. Si les fédérations ouvrières allaient dans une telle direction, elles seraient en mesure d'affirmer le droit à la liberté des organisations de la classe ouvrière, qui devraient agir indépendamment des patrons et des gouvernements.

Les organisations de la classe ouvrière doivent résister à toutes les pressions destinées à les intégrer afin de les pousser à trahir les travailleurs et leurs aspirations. Elles doivent mener un combat qui les libérera du cadre des politiques gouvernementales, du FMI et de la Banque mondiale, et des autres institutions du capital financier international qui cherchent à les aliéner.

La domination impérialiste implique de plus en plus de guerres et de barbarie, comme cela est prouvé par les deux guerres d'extermination contre le peuple irakien, par la tragédie organisée dans les Balkans.

La guerre est devenue aujourd'hui une réalité à laquelle est confrontée la moitié des pays d'Afrique. La guerre est organisée sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale à la demande des Etats et des gouvernements agissant comme des gangs armés pour appuyer la spoliation des ressources. Une guerre menace notre pays en raison de l'actuelle résurgence des ethnies et du tribalisme.

---

## LA VOIE EN AVANT

---

Sauf si des mesures d'urgence sont prises, la situation dans notre pays ne changera pas. Les travailleurs noirs et le peuple noir en général resteront dans la terrible situation actuelle. Plus que jamais, notre peuple a besoin de consolider sa liberté en balayant immédiatement tous les obstacles que le régime d'apartheid a placés sur son chemin. D'abord, nous avons besoin de rompre complètement avec la dette de l'apartheid : ce n'est pas notre dette et ce n'est pas non plus celle de notre peuple. Nous devrions refuser que le gouvernement nous impose les plans d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale. Ceux qui sont en train de nous voler nos emplois par la privatisation et la déréglementation de notre Code du travail ne sont pas nos amis, mais les ennemis du bien-être des travailleurs de ce pays. Ceux qui remettent à plus tard la délivrance des travailleurs et des pauvres à une période lointaine n'ont pas d'autre intention que de ne jamais les délivrer.

Notre peuple devrait combattre pour la terre, puisque la libération n'a aucun sens sans la terre. Si les Noirs de ce pays et les Africains en général ne contrôlent pas leur terres, ils ne peuvent pas disposer des moyens leur permettant de contrôler et de déterminer leur propre destinée.

Les colonialistes et les précédents dirigeants de l'apartheid continuent à posséder les terres de leurs anciennes colonies. Les institutions, les structures et les lois qu'ils avaient mises en place pour protéger leurs richesses mal acquises continuent d'avoir de l'emprise sur nos vies. Les véritables criminels, qui sont sans foi ni loi, s'appuient sur la loi pour poursuivre leur stratégie de vol de terres.

Notre question est : **“Quelle autorité de la loi ?” C'est pourquoi nous soutenons inconditionnellement Mugabe quand il s'oppose au contrôle d'une poignée de propriétaires sur la plus grande partie des meilleures terres du pays, vingt ans après que l'indépendance soit obtenue.** La situation générale en Afrique ne peut pas en rester à la solution de la vente et de l'achat de gré à gré. **Les actuels propriétaires terriens n'ont pas obtenu ces terres par des moyens moraux, décents ou amicaux.** Les ONG, qui contrôlent d'énormes sommes d'argent, continuent de réclamer moins d'intervention de la part du gouvernement, tandis que continuent de s'appliquer les plans d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale. Leurs stratégies interventionnistes sont un écran de fumée, qui permet aux gouvernements de payer l'odieuse dette en les excusant. Dans la plupart des cas, elles sont financées par des insti-

tutions financières liées au FMI et à la Banque mondiale. Ce sont des **organisations qui cherchent à tenir des séminaires et à former des gens sur la façon de prendre le contrôle de terres inutilisées ou inutiles.** Mais notre peuple veut toute la terre, il a besoin de toute la terre. Nous sommes opposés à la stratégie gouvernementale de réparation foncière, par laquelle les travailleurs sont encouragés à accepter un dédommagement symbolique en échange de la terre. Ce système permet au gouvernement de terminer légalement le programme d'expropriation commencé par le colonialisme et poursuivi par le régime d'apartheid.

Les Noirs espéraient ainsi que leur misérable vie serait changée. **Ils ne prévoient pas une situation dans laquelle ils seraient impuissants en accédant au pouvoir.** Ils pensaient qu'il était au moins possible pour eux d'obtenir des habitations correctes, et pas ces taudis d'une pièce pour toute la famille. Le peuple pensait qu'il allait être plus aisé d'accéder à l'éducation et à la santé. Il n'avait pas imaginé la possibilité que certains hôpitaux publics deviendraient des endroits où vous allez pour mourir. **Les travailleurs veulent ressentir que leurs combats n'ont pas été vains et veulent obtenir des garanties et des protections pour les droits des travailleurs, le droit d'avoir un emploi, le droit aux conventions collectives. Ils veulent une augmentation de la propriété publique et sociale.**

Enfin, je voudrais conclure en disant qu'il est plus urgent que jamais de combattre pour l'unité de notre peuple. Notre combat doit être un combat pour construire concrètement une république ouvrière azanienne : c'est pourquoi le thème de ce congrès est **“Unissons notre peuple et les travailleurs pour la république d'Azanie”**. Ce thème n'est pas nouveau dans la Conscience noire, il est dans la continuité du slogan programmatique et historique **“Solidarité noire pour un socialisme d'Azanie”** — qui était un appel au combat pour l'unité du **peuple noir opprimé**. La république d'Azanie sera un signal pour une rupture totale avec le passé d'apartheid, une rupture avec les engagements du régime d'apartheid envers les institutions locales et internationales du capital financier, **une rupture totale avec la charge de la dette de l'apartheid.** Elle marquera le début d'une nouvelle ère, qui ouvrira de nouvelles possibilités pour les travailleurs et les Noirs en général. Il s'agit d'un combat pour la naissance d'une nouvelle nation souveraine, une nation d'une majorité noire répondant d'abord à son peuple et à ses besoins urgents.

Je vous remercie.

**Tiyani Lybon Mabasa**

## Etats-Unis

# Quel président et quel programme aujourd'hui pour les travailleurs ? (déclaration du comité de rédaction du journal *The Organizer*)

En novembre 2004, des millions d'Américains dans tout le pays seront consultés pour élire le futur président. Alors que les travailleurs sont confrontés à des attaques sans précédent sur leur emploi, leurs conditions de travail et sur leurs droits démocratiques, l'angoisse est grande dans tout le pays à l'approche de l'élection présidentielle.

À quels problèmes les travailleurs sont-ils confrontés ?

Analysons juste quelques éléments de la situation présente.

La fermeture d'usines et les licenciements massifs continuent de se développer. L'AFL-CIO indique que plus de deux millions de travailleurs ont perdu leur emploi — un travail salarié incluant une couverture sociale — depuis janvier 2001. Quatre-vingt-sept pour cent de ces emplois ont disparu de manière définitive.

Dans toutes les industries, on retrouve la même situation. Les patrons demandent des concessions, notamment lorsque surgit la question de qui doit payer la couverture médicale. De fait, comme les travailleurs dans leur majorité n'accèdent à une couverture médicale que par l'intermédiaire de leur emploi et par les accords syndicaux, la perte de l'emploi se traduit souvent par la perte de la couverture médicale. On peut estimer que plus de la moitié des gens qui vont perdre leur emploi cette année perdront leur couverture médicale.

Actuellement, au moins 44 millions d'Américains n'ont aucune couverture médicale ! L'assurance chômage a été réduite à peau de chagrin, et la plupart des travailleurs découvrent qu'ils ne peuvent même pas bénéficier du plan complémentaire de l'assurance chômage de Bush.

Les magnats de la presse et les représentants de l'administration nous expliquent que la reprise de la croissance est au coin de la rue. La réalité toute simple est que l'économie est engagée dans une période de stagnation prolongée, avec aucune création d'emplois à

l'horizon et avec une baisse continue du salaire moyen de l'ouvrier américain.

L'administration Bush a annoncé qu'elle dépenserait 2 700 milliards de dollars dans un vaste programme militaro-industriel, tout en éliminant ou en réduisant de manière massive les impôts des sociétés américaines à hauteur de 690 milliards de dollars.

Les officiels du Pentagone ont annoncé leur intention de maintenir au moins 150 000 hommes en Irak pour le futur prévisible, alors que le coût de l'occupation américaine se monte déjà à 3,9 milliards de dollars par mois. De plus, Bush vient juste de réclamer 20 milliards de dollars pour la "reconstruction" — c'est-à-dire la privatisation — de l'Irak et de l'Afghanistan.

Le plan de baisse des impôts de 690 milliards de dollars n'est rien de moins qu'un cadeau aux multinationales telles que Enron, WorldCom, Halliburton, Bechtel — et la liste est longue. A un moment où les budgets des Etats sont dans une crise sans précédent, l'administration cherche à obliger les législateurs à couper ou à éliminer les programmes sociaux par manque d'argent.

Les objectifs principaux de l'administration sont la destruction ou la privatisation de la Sécurité sociale — ce qui la spolie de milliards de milliards de dollars. Les requins de Wall Street et des grands groupes veulent s'approprier les fonds de la Sécurité sociale. Ils s'enthousiasment à l'idée qu'une commission présidentielle ait proposé la création de comptes en actions individuels comme première étape vers la privatisation. Cela ne fera que réduire le rôle des plans de retraites particuliers de chaque entreprise et contribuera ainsi à piller les couvertures retraite des ouvriers au profit des bénéfices des entreprises.

Dans la continuité de ses plans de privatisation, l'administration Bush a aussi proposé la réduction de 1,7 milliard de dollars de ses subventions à Medicare et à SSI.

Mais ce n'est pas tout. L'enseignement public, les soins relatifs à la naissance, les

questions environnementales sont l'objet d'attaques, ainsi qu'une multitude d'autres programmes ou de droits sociaux qui sont perçus par les gouvernants comme une restriction au pouvoir des entreprises et à leurs profits.

Au même moment, l'administration Bush met les bouchées double pour faire aboutir son projet de traité de zone de libre-échange inter-américain (FTAA, ALCA en français) d'ici à janvier 2005.

En décembre 2001, immédiatement après les événements du 11 septembre, le Congrès américain a approuvé "l'accélération du projet" de l'ALCA. Bush a expliqué qu'il avait besoin de cette "*autorité pour promouvoir le commerce*", car adopter le programme du "libre-échange" — c'est-à-dire un programme destructeur à la solde des multinationales telles qu'Enron — est une priorité absolue pour que la "guerre contre le terrorisme" soit un succès. "*Libre-échange*", "*marchés libres*", "*liberté contre les attaques terroristes*" vont de pair, a expliqué Bush.

La direction nationale de l'AFL-CIO estime que les conséquences de l'ALCA pour les travailleurs seront dix fois supérieures à celles de l'accord NAFTA (Accord de libre-échange pour l'Amérique du Nord, North American Free Trade Agreement). Elle explique que l'ALCA aggraverait les attaques déjà engagées par le NAFTA contre l'emploi, les droits des travailleurs, l'environnement, la démocratie, pour les 800 millions de personnes habitant dans les 34 pays concernés. L'AFL-CIO s'est engagée dans une campagne nationale pour le "*Non à l'ALCA !*".

Les conditions de vie et les conditions de travail ne sont pas les seuls éléments d'affrontements. Les libertés civiles ainsi que les droits démocratiques sont aussi menacés.

Après avoir mis en place le "Patriot Act" au lendemain du 11 septembre, l'administration cherche maintenant des soutiens pour un Patriot Act II encore plus répressif.

Le Patriot Act I avait créé une nouvelle catégorie de délit — "*le terrorisme domestique*" — et avait autorisé les arrestations politiques, la détention sans limite et l'espionnage des individus. L'arrestation massive et illégale de personnes d'origine arabe et d'Asie du Sud-Est à la suite du 11 septembre démontre le caractère totalement raciste de cette mesure. Le gouvernement, par le biais d'une loi sur la sécurité intérieure et le Patriot Act, est autorisé à faire passer des lois qui ne sont soumises à aucun débat et qui prennent effet immédiatement. En réalité, cela permet au gouvernement de gérer ses affaires dans un secret absolu.

Le Patriot Act II vise à augmenter encore ces pouvoirs et représenterait une remise en cause des droits du citoyen et de la Constitution américaine.

S'il était mis en place, le Patriot Act II :

— élargirait l'application de la loi et la collecte de renseignements pour augmenter la répression de manière sans précédent ;

— réduirait ou éliminerait le contrôle judiciaire sur les surveillances gouvernementales ;

— autoriserait les arrestations et les détentions secrètes ;

— créerait une nouvelle base de données d'ADN pour les individus qui sont suspectés d'associations dans des structures que le gouvernement définit comme "terroristes" ;

— créerait des nouvelles règles concernant la peine de mort et donnerait le pouvoir au gouvernement de retirer la citoyenneté aux Américains qui appartiennent ou soutiennent des groupes d'opposition ou des regroupements de travailleurs.

Il est important de noter que la définition légale du "terrorisme domestique" est maintenant si large qu'elle recouvre toutes les formes de manifestations et d'actions engagées par les organisations syndicales, telles que les piquets de grève non violents, la désobéissance civile ou les grèves. La résistance à toute forme de domination du gouvernement ou des grands groupes est synonyme de "terrorisme".

En utilisant les nouveaux pouvoirs qui lui sont conférés par la loi sur la sécurité intérieure, le gouvernement américain a imposé une injonction Taft Hartley contre le syndicat des dockers et des marins (ILWU) pour l'empêcher de faire grève, car cette grève représentait une menace à la sécurité intérieure des Etats-Unis. De façon similaire, quand les militants antiguerre et les syndicalistes se sont mobilisés le 7 avril 2003 dernier dans les docks d'Oakland pour protester contre les bateaux qui chargeaient des armes à destination de l'Irak, ils furent violemment attaqués par la police, et aujourd'hui les organisateurs principaux de ce mouvement — ainsi que les dirigeants de l'ILWU non directement impliqués dans cette action — encourrent des peines sérieuses, qui pourraient aller jusqu'à la prison.

---

## RENVERSER BUSH ET SON PROGRAMME

---

Les travailleurs de tout le pays veulent renverser Bush. Cela est une certitude. Mais ils veulent aussi la suppression de toutes les mesures antidémocratiques contre les travailleurs qui ont été mises en place par Bush dans les 30 derniers mois avec le soutien complet du Parti démocrate au Congrès.

La question est donc posée : quel candidat faut-il pour se débarrasser de Bush et de son programme de manière à prendre en compte positivement les aspirations des travailleurs à la paix, à l'emploi et à la justice ?

Pour nous, un tel candidat s'engagerait sur la mise en place et la construction d'un mouvement massif de soutien au programme et aux mesures suivants :

— Retrait immédiat des troupes américaines d'Irak. Arrêt de l'occupation étrangère en Irak ! Respect du droit du peuple Iraquien à son autodétermination !

— Réduction du budget militaire et fin des contrats donnés aux multinationales américaines en Irak ! Financement des besoins de la population (santé, éducation, transports, services sociaux, etc.) et non de la guerre !

— Arrêt des exonérations fiscales pour les grandes entreprises et pour les riches ! Taxation des riches pour leur faire payer leur part !

— Création d'un plan massif, financé centralement par le budget fédéral, pour redonner du travail à des millions d'Américains dans des conditions de salaires décentes et pour reconstruire nos infrastructures, qui sont dans un état lamentable.

— Arrêt de l'ACLA et annulation du NAFTA !

— Retrait des sociétés d'assurances privées de l'industrie de la santé ! Mise en place d'un système unique de remboursement de la couverture maladie !

— Arrêt des poursuites contres les syndicats ! Annulation des lois limitant les droits des travailleurs à s'organiser, à négocier de façon collective et à faire grève ! Annulation de la loi Taft Hartley (tout en maintenant la couverture retraite de la loi Taft Hartley) !

— Défense de la Sécurité sociale ! Arrêt des privatisations et de la dérégulation !

— Annulation du Patriot Act et arrêt du Patriot Act II ! Rétablissement de nos droits civils et démocratiques ! Arrêt de toutes les attaques contre le droit de vote ! Abrogation des lois relatives à la peine de mort et des lois de répression qui ont été votées au nom de la "guerre contre le terrorisme" !

Si un candidat se présentait à l'élection présidentielle avec un tel programme, lui ou elle aurait notre soutien total.

Les travailleurs demandent : serait-il possible d'avoir un tel candidat s'engageant sur ce programme de combat pour la paix, pour l'emploi, pour la justice — un candidat qui aurait le soutien des syndicats et des organisations des opprimés ?

Sans aucun doute, cela ne sera pas facile. Des obstacles innombrables ont été mis en place pour empêcher les travailleurs d'avoir un candidat représentant leurs organisations et engagé sur un programme défendant leurs intérêts. Mais la tâche n'est pas impossible !

Dans les piquets de grève, les syndicats et les manifestations ou les actions de grande envergure dans la rue, les travailleurs de la nation tout entière se sont mobilisés en grand

nombre pour ces propositions incluses dans ce programme pour la paix, l'emploi et la justice. Il n'y aucune absence de volonté politique parmi les travailleurs pour soutenir un tel programme de combat.

Alors, comment, à partir de la situation où nous sommes aujourd'hui, pouvons-nous y arriver ? Comment pouvons-nous créer le mouvement politique qui créera le candidat présidentiel dont les travailleurs ont désespérément besoin aujourd'hui ?

La première et la plus importante étape est d'envoyer un message fort à toutes les organisations et à tous ceux qui se réclament des intérêts des travailleurs pour leur exprimer l'existence d'un mouvement massif et étendu dans tout le pays en faveur d'un candidat sérieux, qui s'engagerait et qui combattrait sur un programme véritable pour la paix, l'emploi et la justice.

A cet effet, nous, comité de rédaction du journal *The Organizer*, la publication bi-mensuelle de Socialist Organizer, appelons les travailleurs, les militants et la jeunesse de ce pays à signer cette déclaration et à aider au rassemblement de dizaines de milliers de signatures dans les mois à venir.

Rejoignez-nous pour engager une large discussion dans le mouvement ouvrier, les associations, les campus, les écoles, les quartiers, pour donner votre opinion sur la démarche qui permettra l'élaboration d'une telle plate-forme de combat et la présentation d'un candidat. Les partis existants sont-ils capables d'un tel objectif ou sommes-nous obligés de construire un nouveau parti des travailleurs pour fonder ce programme et le candidat présidentiel lui correspondant ?

Aidez-nous à identifier les obstacles à la création de cette orientation politique indépendante — ainsi que les moyens pour lever les barrières — afin que la volonté du peuple américain puisse s'exprimer, afin que non seulement nous nous débarrassions de Bush, mais aussi des politiques anti-ouvrières qu'il développe, et afin que nous puissions mettre un terme une fois pour toutes à toutes les attaques contre le mouvement ouvrier en Amérique et à l'étranger.

Pour développer cette discussion politique nécessaire — mais aussi pour recueillir des amendements et des ajouts à ce programme de lutte —, nous appelons les signataires de cette déclaration à nous rejoindre pour la constitution de comités pour un candidat sur une plate-forme de la paix, de l'emploi et de la justice.

Ces comités pourraient s'engager dans l'organisation d'une campagne de masse de signatures de soutien à cette déclaration. La discussion politique pourrait se développer à l'intérieur de ces comités — mais aussi à travers des réunions et des débats publics — sur le programme et la stratégie nécessaire à la présentation d'un candidat présidentiel sur ce programme. Et si les conditions le permettent,

les comités pourraient aider au lancement de regroupements locaux et de regroupements de travailleurs, avec les syndicats et les associations prêts à engager des candidats sur ce programme de lutte pour la paix, l'emploi et la justice.

Merci de signer cette déclaration et de nous rejoindre dans cette campagne pour une politique ouvrière indépendante. Aidez-nous à faire de ces comités les bases d'un mouvement puissant pour une nouvelle politique pour les travailleurs.

## **LA VERITE**

### **Bulletin d'abonnement**

Un an, 6 numéros : 28 euros. Pli clos : 33 euros.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Code postal : ..... Ville : .....

Complément d'adresse : .....

Chèques à l'ordre de *La Vérité*,  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

**Rédaction, administration et correspondance**  
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)  
**87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France**

**Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert**

**Comité de rédaction**

Jean-Pierre Barrois, Gérard Bauvert, Andreu Camps, Robert Clément, Miguel Cristobal, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Maurice Gozlan, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants** : Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Aybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Bésil*), Paul Nkuzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Maïté Dayan (*France*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Dimitris Astériou (*Grèce*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Malcolm Bagayako (*Togo*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



---

Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X